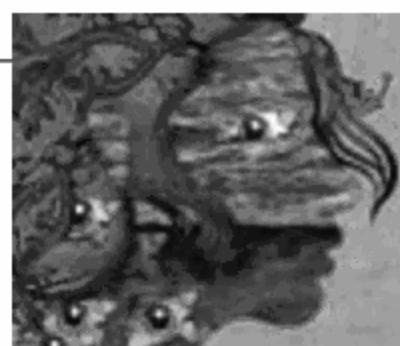




MAGAZINE  
MONIA CHOKRI,  
L'AMIE QUÉBÉCOISE

idées



“ L'océan fait chavirer  
nos manières de penser  
”

# Le Monde WEEK-END

SAMEDI 7 JUIN 2025 - 81<sup>e</sup> ANNÉE - N° 25017 - 5,50 € - FRANCE MÉTROPOLITaine - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLO

## Industrie : la Chine agite l'arme des aimants

► La Chine a décidé en avril de restreindre l'exportation de métaux stratégiques, de terres rares «lourdes» et des aimants qui en sont dérivés

► Les conséquences pour de nombreuses industries dans le monde, en particulier automobile, qui ne peuvent se passer de ces aimants, sont graves

► Trump dit avoir abordé ce sujet, jeudi, lors d'un entretien téléphonique avec Xi Jinping. Le résumé fait par Pékin de cette conversation n'en dit rien

► La domination de la Chine dans le domaine des terres rares est totale. Elle assure 90 % de la production mondiale des aimants permanents

► D'ici à cinq ans, de 35000 à 40000 emplois seraient menacés en France parmi les sous-traitants de l'automobile

PAGES 3 ET 14

## ENTRE TRUMP ET MUSK, RIEN NE VA PLUS

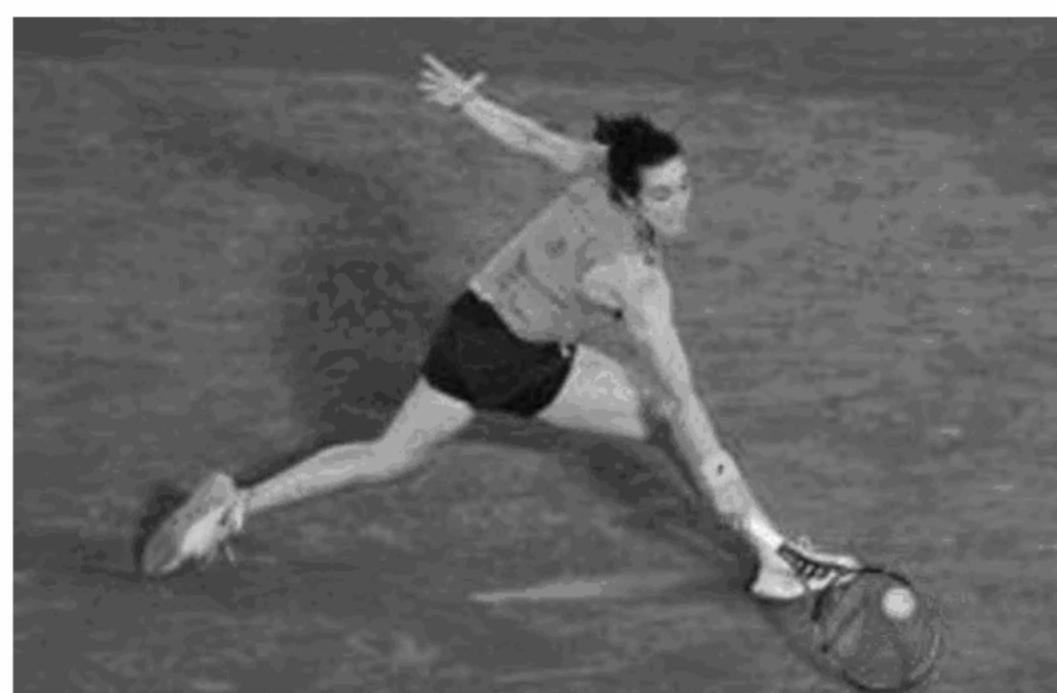
► A coups de noms d'oiseau, de menaces et d'accusations, la relation du président américain avec le patron de SpaceX a explosé, jeudi, sur leurs réseaux sociaux

PAGE 2 ET CHRONIQUE P. 16



Dans le bureau Oval de la Maison Blanche à Washington, le 30 mai.  
NATHAN HOWARD/REUTERS

## Roland-Garros Loïs Boisson, la belle révélation du tournoi



Lors de sa demi-finale face à l'Américaine Coco Gauff, jeudi 5 juin. AURÉLIEN MORISSARD/AP

CE FUT UNE HISTOIRE extraordinaire : totalement inconnue au premier jour des Internationaux de France – elle pointait alors à la 36<sup>e</sup> place du classement mondial –, la jeune Française a quitté le tournoi, jeudi 5 juin, sous les ovations du public du court Philippe-Chatrier, après avoir été éliminée

sèchement par la numéro 2 mondiale, l'Américaine Coco Gauff. Auparavant, faisant montre d'une étonnante maturité, Loïs Boisson avait battu les numéros 3 et 6 mondiales. Une étoile née dans le ciel maussade du tennis féminin français.

PAGE 19

Opinion  
Comment l'exécutif use et abuse des sondages

PAGE 10

Chronique  
Le «plan camping», nouveau gadget de Rachida Dati

PAGE 31

Environnement  
Les «Shifters», militants de la décarbonation

PAGE 6

Musique  
Donovan, le retour du «gamin» des «sixties»

PAGE 22

Trafic de drogue  
Près de Lyon, anatomie d'un «crime ubérisé»

Un guetteur de 19 ans sur un point de deal, tué en avril à Vaulx-en-Velin (Rhône), et son meurtrier présumé avaient été recrutés sur Telegram pour des sommes dérisoires

PAGE 21

ÉDITORIAL  
MAPRIMERÉNOV', UN FIASCO DOMMAGEABLE

PAGE 31

## Les investisseurs renâclent à financer la dette des gros pays

Le niveau d'endettement record de pays comme les Etats-Unis ou le Japon commence à avoir des conséquences inquiétantes. Coup sur coup, ces deux Etats ont dû faire face, lors d'émissions de dette, au scepticisme des prêteurs. Rien de catastrophique à court terme, si ce n'est un envol des taux d'intérêt de long terme à des niveaux que le monde n'avait pas connus depuis deux décennies. Pour les pays, le coût du financement de la dette devient de moins en moins soutenable.

PAGE 15

Parti socialiste  
Olivier Faure  
l'emporte de justesse

Au terme d'un scrutin très serré, le premier secrétaire sortant a battu Nicolas Mayer-Rossignol

PAGE 8

Monaco  
L'affaire Palmero prend de l'ampleur

L'ancien homme de confiance du prince Albert II a multiplié les révélations devant les enquêteurs

PAGE 13

HORS-SÉRIE  
Le Monde  
UNE VIE, UNE ŒUVRE

Marguerite Yourcenar  
Désirs d'ailleurs



PORTRAIT

L'art d'être peu comme il faut, par Josyane Savigneau

MARGUERITE YOURCENAR  
Femme à part

Un hors-série du «Monde»  
124 pages - 12 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

M 00146-007 F 5,50 €



Le chef de file des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, montre des messages postés par Elon Musk sur X, à Washington, le 3 juin. ANABELLE GORDON/REUTERS

WASHINGTON - correspondant

Alliance ou amitié virile, convergence d'intérêts ou fascination mutuelle: tout cela est fini. La relation unique entre Donald Trump et Elon Musk a explosé à ciel ouvert, jeudi 5 juin, dans une escalade verbale d'une rare violence entre deux ego sans limites, finissant en menaces. Le patron de SpaceX et du constructeur automobile Tesla se trouvait encore dans le bureau Ovale, six jours plus tôt, pour une sorte de pot de départ chaleureux avec le président. Sa mission officielle à la tête du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) prenait fin. Ses entreprises, en souffrance à l'image de Tesla, réclamaient toute son attention. Ce jour-là, Donald Trump saluait son travail et son sacrifice pour débusquer la gabegie et les fraudes dans les agences fédérales.

Mais, déjà, les critiques d'Elon Musk contre le projet de loi majeur du président, le «Big Beautiful Bill», s'agissaient. Ce train de dépenses, prévoyant notamment des baisses d'impôts massives et de nouveaux moyens pour la politique migratoire, a passé d'un rien l'épreuve du vote à la Chambre des représentants, mais doit être à présent examiné au Sénat. Or certains républicains se montrent réservés, au nom de l'accroissement de la dette publique, qui approche déjà 37 000 milliards de dollars (32 300 milliards d'euros).

#### Amertume intime

L'argument est aussi au cœur des préoccupations affichées par Elon Musk, qui a franchi un nouveau pas, sur son réseau X, en se posant en premier opposant du projet. «La banquise de l'Amérique, ça ne va pas! Tuez le texte», réclamait-il mercredi. Pas d'amendements ni de corrections: sa condamnation.

Pendant ce temps, dans une pause inédite depuis le début de son mandat, Donald Trump gardait le silence. Jusqu'à ce jeudi. En recevant à la Maison Blanche le chancelier allemand, Friedrich Merz, le président américain a été interrogé sur les propos d'Elon Musk. «Ecoutez, Elon et moi avons une excellente relation. Je ne sais pas si ce sera encore le cas.» Se disant «très déçu» par son ancien allié qu'il a «beaucoup aidé», Donald Trump notaient que le patron

de SpaceX s'était gardé de l'attaquer personnellement. Il expliquait aussi cette opposition au projet de loi par la fin programmée des crédits d'impôt pour les voitures électriques, contrariant les intérêts d'Elon Musk.

Donald Trump a mis aussi ces attaques sur le compte d'une déchéance, d'une amertume intime. «Je vais être honnête, je pense que cet endroit lui manque. Je pense qu'il s'est retrouvé dehors et, tout d'un coup, il n'était plus dans ce magnifique bureau Ovale.» Le président a confié qu'il avait proposé à Elon Musk, quelques jours plus tôt, pour sa cérémonie de départ, de masquer son œil au beurre noir avec du maquillage. Celui-ci avait refusé, expliquant ensuite aux journalistes qu'il lui avait été causé par son fils de 5 ans. «Il veut être quel il est», en a conclu Donald Trump, dont la réaction devant les caméras était plutôt mesurée, confirmant une forme de traitement unique réservée à l'entrepreneur.

Mais ce temps-là est bien fini. Elon Musk s'est précipité tel un kamikaze, jeudi, contre la façade de la Maison Blanche, armé de ses messages en rafale sur X. Il y a prétendu que, sans lui, «Trump aurait perdu l'élection», soulignant ensuite son «ingratitude». Pendant que l'action de Tesla s'affondrait de 14 % en Bourse, Elon Musk lançait un sondage en ligne: «Est-il temps de créer un nouveau parti politique en Amérique qui représenterait vraiment les 80 % au centre?»

L'entrepreneur a soudain eu une révélation publique. «Les droits de douane de Trump vont causer une récession dans la deuxième moitié de l'année.» Mais le pic fut atteint dans un autre message. «Il est temps de lâcher la bombe vraiment grosse: Donald Trump figure dans les dossiers Epstein. C'est la raison réelle pour laquelle ils n'ont pas encore été rendus publics. Bonne journée, DJT! [les initiales du président]»

Jeffrey Epstein, qui s'est suicidé en prison en 2019, fut un puissant financier, très mondain, condamné pour de multiples agressions sexuelles et trafic de mineurs. Les dossiers de l'enquête tentaculaire font l'objet de théo-

ries conspirationnistes sans fin. Les relations personnelles entre Donald Trump et Jeffrey Epstein étaient connues de longue date, reconnues par le premier il y a vingt-trois ans.

Le refus de l'administration, à ce jour, de publier l'intégralité des dossiers suscite une incompréhension dans le monde MAGA («Make America Great Again»). En réponse à un influenceur de droite, qui appelait jeudi à une procédure de destitution contre Donald Trump et son remplacement par J. D. Vance, Elon Musk a répondu: «Oui.»

**«Champignons hallucinogènes»**  
Sur son réseau Truth Social, Donald Trump a expliqué qu'Elon Musk «est devenu fou». «Cela ne me dérange pas qu'Elon se retourne contre moi, mais il aurait dû le faire il y a des mois», a ajouté le président, qui a fait une suggestion audacieuse: «La façon la plus simple d'économiser de l'argent dans notre budget, des milliards et des milliards de dollars, est de mettre un terme aux subventions et aux contrats gouvernementaux d'Elon. J'ai toujours été surpris que Biden ne l'a pas fait!» Elon Musk a répondu par le sarcasme, en le mettant au défi de passer à l'acte.

Rarement aura-t-on vu, pourtant, ces derniers mois, un tel enchevêtrement de conflits d'intérêts, finissant par gêner Donald Trump lui-même. Lors de sa tournée au Moyen-Orient, par exemple, le président américain a découvert, selon le *Wall Street Journal*, qu'Elon Musk tentait de bloquer un accord entre les Emirats arabes unis et son concurrent dans le domaine de l'intelligence artificielle, Sam Altman (OpenAI), s'il n'y était pas inclus.

Il est difficile d'anticiper toutes les conséquences de cette rupture

**«La façon la plus simple d'économiser (...) est de mettre un terme aux subventions d'Elon», a posté Donald Trump, sur Truth Social**

entre les deux hommes. Dans l'immédiat, Elon Musk a annoncé que Dragon, la navette spatiale de SpaceX que la NASA utilise pour ravitailler la Station spatiale internationale, ne serait plus disponible, dès lors que Donald Trump envisage une rupture des contrats gouvernementaux le concernant. Avant de revenir sur sa déclaration quelques heures plus tard.

Sur un plan politique, Elon Musk est certes un maréchal d'empire numérique sans armée réelle, ayant suscité beaucoup d'animosité et de jalouse dans les rangs républicains et au sein même de la Maison Blanche. Mais c'est également l'homme le plus riche du monde, qui a goûté au vertige de la politique, premier parmi les influenceurs grâce à son contrôle très partisan du réseau X. L'algorithme configuré aux paramètres du trumpisme pourrait se retourner contre le président, à sa demande.

Dans ce monde MAGA, Elon Musk a été souvent vu comme une pièce rapportée, utile et transgressive, mais aussi ingérable, un homme opposé comme tous les milliardaires aux droits de douane et à la lutte contre l'immigration illégale, les deux piliers du trumpisme. Le mode de vie du

patron de Tesla – qui avait organisé sur X le lancement de campagne du gouverneur de Floride Ron DeSantis, lors des primaires républiques en 2023 – en fait aussi un personnage controversé.

Dans un article retentissant publié le 30 mai, le *New York Times* a révélé des détails sur sa consommation soutenue de drogues avant l'élection. «Il a dit à des gens qu'il prenait tellement de ketamine, un puissant anesthésique, que cela affectait sa vessie, un effet connu d'un usage chronique», écrit le quotidien. «Il prenait de l'ecstasy et des champignons hallucinogènes. Et il voyageait avec une boîte de médicaments quotidiens qui contenait environ vingt cachets, dont ceux portant la marque du stimulant Adderall, selon une photo de la boîte et des personnes qui l'ont vue.»

De nombreuses voix ont aussi critiqué le montant décevant des économies identifiées par le DOGE dans les dépenses publiques. «On pourrait faire au moins 2000 milliards» de dollars de coupes, s'était hasardé Elon Musk sur scène, fin octobre 2024, lors du plus grand meeting de campagne de Donald Trump, au Madison Square Garden de New York. Dès janvier, il considérait 1000 milliards de dollars comme un objectif plus raisonnable. Le 20 février, sur la scène de la conférence conservatrice CPAC, Elon Musk recevait une tronçonneuse électrique des mains du président argentin Javier Milei, qu'il brandissait comme un jouet, hilare.

Après quatre mois de chaos, de polémiques incessantes, de plaintes multiples en justice, de manifestations de fonctionnaires brutalement renvoyés, le DOGE affiche un résultat plus modeste: 175 milliards de dollars. Et encore: les médias américains soulignent que ces économies ne sont pas documentées. «Tu es un imposteur!», lui aurait crié le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, lors d'une altercation à la Maison Blanche, rapportée par plusieurs sources.

#### «Il y a deux Roi-Soleil»

Jeudi, les conseillers de Donald Trump, passés en gestion de crise maximale, cherchaient à isoler l'entrepreneur, en réclamant un soutien appuyé chez les républicains. Parmi ces élus, beaucoup ont mesuré ces dernières semaines lors de réunions publiques l'image déplorable du patron de SpaceX, vu comme une menace pour la protection sociale et l'assurance-maladie. Son investissement personnel dans la campagne pour un poste à la Cour suprême du Wisconsin – près de 100 millions de dollars – a été contre-productif. Une partie des électeurs ont eu le sentiment qu'il cherchait à acheter les voix.

Steve Bannon, ancien conseiller spécial de Donald Trump, devenu l'un des principaux idéologues du populisme nationaliste, annonçait dès novembre 2024 au *Monde* que l'alliance entre les deux hommes ne pourrait durer éternellement. «Il y a deux Roi-Soleil et seulement un ciel, s'amusa-t-il. Elon est un gars super, un entrepreneur, un brillant jeune homme, un ingénieur. Mais le président Trump est le leader spirituel de ce mouvement.»

Jeudi, le même Steve Bannon enrageait dans son émission sur le réseau Real American Voice. «Elon Musk travaille pour lui-même. Quand les gens comme moi ont dit [à Trump]: «Vous commettez une erreur, c'est un gars mauvais, il va se retourner contre vous, il n'est pas des nôtres, il est aussi totalement incompetent», le président Trump a dit: «Donnez-lui une chance!» Steve Bannon appelle dorénavant à une enquête officielle sur le statut migratoire d'Elon Musk et à son expulsion immédiate du pays. Il recommande aussi à Donald Trump de nationaliser SpaceX par décret présidentiel. ■

PIOTR SMOLAR

## La brutale rupture entre Donald Trump et Elon Musk

Six jours après la fin de sa mission officielle, le patron de SpaceX a échangé des menaces avec le président américain

**«Il est temps de lâcher la bombe vraiment grosse: Donald Trump figure dans les dossiers Epstein», a écrit Elon Musk, sur X**

**«Il est temps de lâcher la bombe vraiment grosse: Donald Trump figure dans les dossiers Epstein», a écrit Elon Musk, sur X**

# Le président américain obtient la conversation tant attendue avec Xi

Pékin affirme avoir « pris un appel » de Donald Trump, après l'avoir fait patienter de longues semaines, pour évoquer notamment le différend commercial

PÉKIN - correspondant

**L**e président américain assurait depuis plusieurs mois que la conversation était imminente, elle a finalement eu lieu. Les dirigeants des deux premières puissances se sont parlé par téléphone, jeudi 5 juin au matin à Washington, dans la soirée au fuseau horaire de Pékin. « Pendant approximativement une heure et demie », a précisé Donald Trump sur son réseau Truth Social tandis que dès la première ligne le communiqué chinois affirme que Xi Jinping « a pris un appel » de son homologue.

L'échange remet sur les rails, pour un temps incertain, une relation qui menaçait de dérapier à nouveau alors que, des deux côtés, fusaien les accusations de violation de la trêve dans la guerre des droits de douane décrétée entre leurs négociateurs à Genève le 12 mai. « Nous avons eu une très bonne discussion et nous avons réglé toutes les complexités, ce sont des choses très complexes », a affirmé le président américain quel-

ques minutes plus tard dans le bureau Oval. Donald Trump qui, deux jours plus tôt, trouvait encore le président Xi « extrêmement dur en affaires » considère désormais que la relation sino-américaine est « en très bonne forme ». « Comme vous savez, nous avons un accord avec la Chine, mais nous avons réglé certains points surtout liés aux terres rares et aux aimants et quelques autres choses », a-t-il ajouté. Donald Trump soutient que la conversation a porté presque uniquement sur le commerce.

#### Prudence sur Taïwan

Le résumé fait par la Chine ne mentionne pas les terres rares, dont elle a suspendu une partie des exportations début avril alors qu'elle dispose d'un quasi-monopole, et Pékin laisse transparaître davantage de mesure dans l'optimisme. Pour Xi Jinping, il faut « recalibrer » la trajectoire des relations sino-américaines et les mettre « dans le droit chemin ».

Même si la Chine ne se fait aucune illusion sur la nature par essence conflictuelle de la relation entre les deux pays, elle avait dépêché son vice-président, Han Zheng, à l'investiture, le 20 janvier, en un geste initial de bonne volonté. Mais la bataille des droits de douane que Donald Trump a lancée dès février, et qui a culminé à 145 % de taxes contre ses produits en avril, laisse des traces. Xi Jinping a demandé à Donald Trump de « retirer les mesures négatives prises contre la Chine », référence notamment aux sanctions qu'a promises le département du commerce américain le 13 mai, au lendemain de l'accord.

**La Chine se délecte de voir le président américain contredire son secrétaire d'Etat, Marco Rubio, sur les visas étudiants**

**PROCHE-ORIENT**  
**Série de frappes israéliennes au Liban**  
Au moins huit frappes aériennes israéliennes ont visé, jeudi 5 juin au soir, la banlieue sud de Beyrouth, où l'armée israélienne a déclaré avoir atteint des cibles appartenant à « l'unité aérienne » du Hezbollah pro-iranien après un appel à évacuer la zone. C'est la quatrième fois qu'Israël cible la banlieue sud, bastion du Hezbollah, depuis le cessez-le-feu entre Israël et le mouvement islamiste, entré en vigueur fin novembre 2024. Il s'agit des frappes les plus violentes depuis lors. Le président libanais, Joseph Aoun, a dénoncé une « violation flagrante » du cessez-le-feu et le premier ministre, Nawaf Salam, a appelé la communauté internationale à « assumer ses responsabilités pour dissuader Israël de poursuivre ses attaques ». — (AFP)

**ÉTATS-UNIS**  
**La justice suspend l'interdiction des étudiants étrangers à Harvard**  
La justice américaine a suspendu, jeudi 5 juin, la mesure de Donald Trump visant à interdire l'entrée aux Etats-Unis de nouveaux étudiants internationaux venus suivre les cours de Harvard, une mesure qui a constitué un choc pour les concernés. — (AFP)

de Genève, contre les entreprises dans des pays tiers qui utilisent des puces Huawei.

Aladifférence de Donald Trump, Xi Jinping avait un message très politique et pas uniquement commercial lorsqu'il a intimé « d'approcher la question de Taïwan avec prudence » pour ne pas « tirer la Chine et les Etats-Unis sur le dangereux terrain de la confrontation et même du conflit ». Au passage, la Chine se délecte d'avoir obtenu de M. Trump qu'il contredise son secrétaire d'Etat et conseiller à la sécurité nationale, Marco Rubio,

qu'elle déteste pour ses positions particulièrement critiques à l'égard du régime. Alors que M. Rubio promettait, le 28 mai, de « révoquer activement les visas des étudiants chinois », notamment proches de membres du Parti communiste chinois ou dans des secteurs sensibles, Pékin semble citer directement des mots de Donald Trump durant l'appel en affirmant que « les Etats-Unis aiment que des étudiants chinois viennent étudier en Amérique ».

La carte positive qu'avait prévue Xi Jinping est une invitation au président américain à se rendre en visite en Chine avec son épouse, sans date pour l'instant. Lors d'une visite à Pékin en novembre 2017, au début du premier mandat de M. Trump, la diplomatie chinoise avait pu constater à quel point il était sensible aux attributs du pouvoir incontesté, aux familles agitant des petits drapeaux positionnées tout le long du cortège et à la mise en scène d'une amitié personnelle. Pékin espère que la perspective de telles retrouvailles incitera Donald Trump à se garder de sorties agressives et de mesures destructrices pour un moment, malgré ses promesses de campagne de s'en prendre à la Chine et à ses produits.

**Pékin, qui a soigneusement étudié Trump, a voulu faire de l'appel téléphonique une récompense en soi**

La réticence chinoise à accepter un appel durant plusieurs mois est aussi révélatrice d'une profonde différence des systèmes politiques. La diplomatie chinoise prépare les communications avec les dirigeants étrangers en amont, avec un message assez formel dont l'avantage est la précision et l'inconvénient qu'il laisse peu de place à la spontanéité, source de confiance et de lien, tandis que Donald Trump était convaincu de pouvoir lisser les problèmes par son approche très personnelle.

Les officiels chinois se méfiaient du degré d'improvisation de la nouvelle administration américaine, qui a peiné à articuler des demandes concrètes – investissements, achats, ouverture de secteurs – durant son offensive douanière, et du message que porterait Donald Trump, incontrôlable, à l'issue de l'appel. Pékin, qui a soigneusement étudié le personnage, a calculé qu'il fallait faire de l'appel téléphonique une récompense en soi. En le faisant patienter, la Chine montrait à Donald Trump que la relation personnelle avec son président se mérite, dans l'espérance qu'il intègre ensuite tout le risque qu'il y a à l'abîmer. ■

HAROLD THIBAULT



**-20% par trajet\***

Paris - Londres  
Billets adultes  
Jusqu'au 07/06  
Hors Eurostar Premier

The banner features a large white starburst graphic at the top left. The text 'Eurostar' is at the bottom right.

\*Voyages entre le 24/06 et le 09/09. Voir conditions sur eurostar.com  
EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n°2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni.  
THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 - 1060 Bruxelles, Belgique.

# Guerre en Ukraine : de nouvelles technologies russes

Les frappes menées par des munitions rôdeuses de longue portée, parfois guidées par l'IA, se multiplient

## REPORTAGE

DOBROPILLIA ET CHAKHTARSK (UKRAINE) - envoyé spécial

**D**es rafales d'armes automatiques éclatent à une centaine de mètres. Les militaires bavardant au bord de la route reliant Sloviansk à Dobropillia, dans l'est de l'Ukraine, n'y prêtent pas attention. Un vrombissement se fait entendre. Quelqu'un crie : « Drone ! » Les soldats courrent se cacher sous les arbres et les buissons en contrebas. La munition rôdeuse poursuit sa course dans le ciel, puis disparaît. Personne n'est certain de ce qui les a survolés. La scène a lieu à 20 kilomètres des premières positions russes, une distance jugée relativement sûre, puisque hors d'atteinte de la plupart des drones d'attaque ennemis.

« La situation dégénère rapidement », constate en se redressant Maxime, un officier de la 14<sup>e</sup> brigade d'assaut, Tchervona Kalyna (« vierne rouge »), non autorisé à donner son nom de famille. Ce drone était allé. C'était soit un Molnia, soit un Matka ». Le militaire explique que ce dernier modèle est un « drone mère », porteur de quatre petites munitions rôdeuses (appelées aussi drones kamikazes). Le drone mère permet de doubler la portée des drones d'attaque russe. Il sert aussi à la reconnaissance aérienne et à guider ses « enfants » vers leur cible. « Nous avons vu le premier Matka il y a dix mois, mais, depuis, il a été amélioré et pullulé. La route vers Dobropillia est très attaquée, il y a des véhicules pétés partout, y compris civils, parce que si les « enfants » ne trouvent pas de cible de haute valeur [blindés ou artillerie], ils se mettent à frapper n'importe quoi de vivant. »

La bataille de Pokrovsk fait rage dans les environs. Depuis plus d'un an, l'armée russe tente de cerner cette agglomération qui comptait 100 000 habitants avant l'invasion de 2022, et frappe systématiquement le ravitaillement de l'armée ukrainienne. « Plus de la moitié de nos pertes surviennent durant les déplacements », raconte Anatole, dit « Red Fox », sergent instructeur de 35 ans au sein de la 14<sup>e</sup> brigade d'assaut. Nos gars doivent parcourir plusieurs kilomètres à pied, chargés de vivres et de munitions, et c'est là qu'ils sont le plus vulnérables. Avant, le danger venait de l'artillerie, mais elle était beaucoup moins précise que les drones, il suffisait de se jeter au sol. Avec les drones, ça ne marche plus comme ça. » Conséquence, les rotations sont réduites au maxi-



Un soldat du bataillon ukrainien les Loups de Da Vinci avec un drone à fibre optique russe, dans le district de Pokrovsk (Ukraine), le 4 juin. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

mum. Certains soldats restent « jusqu'à quarante jours coincés sur leur position », déplore Anatole.

Dandy sur les bords, le sous-officier truffe ses réflexions de citations de Cicéron et de Horace. Il qualifie de « cliché trompeur » l'avance technologique des Ukrainiens sur les Russes : « L'ennemi s'est préparé depuis des années à cette invasion. Ils ont massivement déployé des drones à câble optique, bien avant nous. »

Les drones kamikazes pilotés par câble optique, contrairement à ceux pilotés par signal radio, sont difficilement détectables et les brouilleurs électroniques restent sans effet. Ils ont détruit un grand nombre de véhicules ravitaillant les forces ukrainiennes entrées dans la région russe de Koursk, à

l'été 2024 et sont considérés comme un facteur majeur de la retraite que ces dernières ont dû opérer, en mars. Les drones d'attaque ont pour avantage leur grande précision, mais aussi un coût de fabrication très inférieur aux missiles et aux obus. Un facteur-clé dans une guerre d'attrition. Le coût du Molnia est estimé à moins de 2000 euros l'unité.

« C'est une arme très efficace. Nous en utilisons aussi mais nous sommes très loin derrière les Russes en termes de quantité », confirme Oleksandr, dit « Saha », commandant d'un escadron de dronistes au sein de la 23<sup>e</sup> brigade mécanisée. Déployé à Pokrovsk, dans la région de Zaporijja, ce grand brun tatoué au regard sombre estime toutefois que « cette arme n'a pas

d'avenir ». Il explique que les câbles optiques (qui les relient à leur pilote), bien qu'ayant la finesse d'un cheveu, ont un énorme inconvénient : « Ils sont très visibles par temps ensoleillé et permettent de remonter rapidement au poste des pilotes, qui deviennent une cible prioritaire. » Certaines unités ukrainiennes déplacent un réseau de capteurs de son qui permettent de détecter ces drones volant très bas. L'antique fusil de chasse à grenade s'avère l'arme la plus efficace pour abattre un drone en vol.

« Nous sommes créatifs et réactifs, mais notre problème, à nous Ukrainiens, est que nous n'arrivons pas à produire rapidement de grandes quantités. Les Russes, eux, ont depuis longtemps mis leur économie sur les rails de la guerre. Quand ils mettent au point une arme efficace, ils en produisent aussitôt des quantités industrielles », soupire Evgeni, dit « Tzigane », commandant d'un peloton de dronistes au sein de la 59<sup>e</sup> brigade d'assaut.

Ce grand barbu de 24 ans constate que son armée manque de tout : munitions, drones, brouilleurs électroniques : « Les Russes sont très en avance sur le brouillage. Nous perdons un drone sur cinq à cause de ça. » Ce déficit matériel est particulièrement gênant pour la 59<sup>e</sup> brigade, qui fait

partie d'une toute nouvelle branche de l'armée ukrainienne, baptisée Forces de systèmes sans pilote. « Nous robotisons au maximum nos forces dans le but d'économiser au maximum la vie de nos soldats », résume « Tzigane ».

### Un corps d'élite spécial

L'armée russe, de son côté, a formé un corps d'élite, baptisé « Rubicon », qui se concentre sur l'intégration de systèmes sans pilote. « La quasi-totalité des attaques de haute précision effectuées dans la région de Koursk l'a été par les équipes de Rubicon. Elles ont joué un rôle-clé dans notre retraite, en détruisant notre logistique », constate amèrement Serhiï Beskrestnov, un expert ukrainien de la guerre électronique.

Créé en 2024 sous la supervision directe du ministre de la défense, Rubicon comprend un centre de recherche et de développement de systèmes robotisés militaires, un centre de formation et des unités de combat. Cette structure permet une chaîne très courte reliant chercheurs et combattants. Selon l'expert, au moins 30 unités de Rubicon combattent sur le front. Une partie est déployée sur le théâtre de Soumy, tandis que l'autre combat dans la région de Donetsk, ciblant la logistique

**« Les Russes sont très en avance sur le brouillage. Nous perdons un drone sur cinq à cause de ça »**

EVGUENI  
commandant d'un peloton droniste

ukrainienne dans la profondeur, jusqu'à 30 kilomètres.

L'utilisation massive de l'intelligence artificielle (IA) pour le guidage autonome des drones se profile. Une attaque russe récente porte la marque indubitable de l'IA, selon M. Beskrestnov. Le 22 mai, un essaim de sept drones a frappé le bourg de Velikiy Bourlouk, dans la région de Kharkiv. Selon des témoins oculaires (personne n'a été tué), les drones ont formé un cercle dans le ciel puis plongé simultanément vers leur cible : un bureau de poste devant lequel étaient garés plusieurs véhicules. « C'est l'IA qui a pris la décision d'attaquer », assure l'expert, faisant référence à la coordination parfaite entre les drones. Selon lui, environ 50 attaques sont observées quotidiennement sur le front. Ces drones ailés à moteur électrique de type Molnia sont capables, de manière autonome, de suivre les routes et les chemins de fer, d'identifier les cibles et de décider d'attaquer. Leurs attaques visent la logistique militaire jusqu'à une profondeur de 50 kilomètres derrière la ligne de front.

Côté ukrainien, plusieurs dronistes liés à des laboratoires de recherche dans l'IA, interrogés par *Le Monde*, admettent que le guidage autonome par IA n'est pas prêt pour le combat et permet, au mieux, « de frapper un blindé isolé au milieu d'un champ ».

Sous la pression de militaires mécontents du déficit chronique en armes de pointe, le gouvernement ukrainien vient d'annoncer un « changement des règles du jeu ». Le 29 mai, le ministre de la transformation numérique, Mykhailo Fedorov, a présenté le système SmartPilot, composé d'un drone mère emportant deux drones kamikazes dotés d'une IA, capable de frapper une cible à 300 kilomètres. L'impact de cette arme dépendra de la capacité à en produire vite un grand nombre. Une nouvelle manche s'ouvre dans la course échevelée à la prématuré technologique sur le champ de bataille. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

## Pour Trump, Moscou et Kiev sont « deux enfants qui se battent »

Le président américain, qui a reçu, jeudi, le chancelier allemand, Friedrich Merz, a placé la Russie et l'Ukraine sur le même plan

WASHINGTON - correspondant

**C**omment masquer un échec patent ? En le maquillant en étape nécessaire. Incapable de tenir sa promesse de campagne, celle d'une conclusion immédiate de la guerre en Ukraine grâce à sa médiation, Donald Trump a eu recours à une comparaison saisissante, jeudi 5 juin. Accueillant dans le bureau Oval le chancelier allemand, Friedrich Merz, le président américain a qualifié les Ukrainiens et les Russes de « deux jeunes enfants qui se battent comme des dingues. Ils se haïssent et ils se battent dans un parcet vous essayez de les séparer. Ils ne veulent pas être tirés. Parfois, il vaut mieux les laisser se battre pendant un temps, puis les séparer. Et j'ai fourni cette analogie [au président russe

**Vladimir] Poutine hier ». Le dirigeant américain a précisé qu'on voit aussi ce phénomène dans des sports comme le hockey, où les arbitres tardent à intervenir.**

De cette étrange analogie, Donald Trump a tiré la conclusion que les combats allaient continuer. Sans s'appesantir sur l'audacieuse opération par drones de l'armée ukrainienne contre les bases aériennes russes, il a résumé son échange avec Vladimir Poutine. « Il a dit : « Nous n'avons pas d'autres choix que d'attaquer à la suite de ça. Et probablement, ça ne va pas être joli. » J'ai dit : « Ne faites pas ça. Vous devriez arrêter ça. » Mais encore une fois, il y a beaucoup de haine », a ajouté Donald Trump. Pas d'agresseur ni de victime, donc.

Interrogé sur de nouvelles sanctions américaines contre la Rus-

sie, il a assuré qu'il avait une date butoir en tête, sans la révéler.

En cas d'impasse, a-t-il ajouté, « je serai très, très, très dur. Et pour être honnête, ça pourrait être contre les deux pays ». Une équidistance d'autant plus incompréhensible que l'Ukraine a tout fait récemment pour répondre aux attentes américaines, de la signature de l'accord sur l'exploitation des ressources naturelles de son sol à son engagement en faveur d'un cessez-le-feu.

### Nouveau paquet de sanctions

La veille, Andriy Yermak, le bras droit du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et chef du cabinet de l'administration présidentielle, se trouvait à Washington. Il venait demander, une nouvelle fois, des systèmes de défense anti-aérienne, mais aussi avertir au su-

jet des plans d'avancée militaires russes. Andriy Yermak a aussi apporté son soutien à l'initiative bipartisane au Sénat, conduite par le républicain Lindsey Graham et le démocrate Richard Blumenthal. Il s'agit d'un nouveau paquet de sanctions extrêmement sévères contre la Russie et ceux qui achètent son pétrole et son gaz, avec notamment une taxe douanière de 500 % sur les biens importés de ces pays, dont la Chine et l'Inde.

Difficile à concevoir sous cette forme pour M. Trump, qui a qualifié le texte de « sévère ». Un feu vert du président permettrait un passage à la Chambre des représentants, après le Sénat. M. Trump a rejeté l'idée qu'il était ami avec M. Poutine. Il a rappelé qu'il avait été le seul à s'opposer au projet de gazoduc Nord Stream 2, reliant la Russie à l'Allemagne.

Friedrich Merz a rappelé la différence majeure entre les protagonistes du conflit. « L'Ukraine ne vise que des cibles militaires, pas civiles, pas privées, pas des infrastructures énergétiques. Voilà la différence. Et c'est la raison pour laquelle nous essayons de faire plus sur la Russie », afin d'arrêter la guerre.

Le chancelier allemand, prudent, a trouvé que le silence était la meilleure stratégie dans le bureau Oval. Il a désigné son hôte comme « l'homme-clé dans le monde » pouvant arrêter la guerre en Ukraine « en mettant la pression sur la Russie ». Il lui a aussi amené un cadeau symbolique : l'acte de naissance de son grand-père, Frederick Trump, né en 1869 à Kallstadt. M. Merz a pensé bien faire en soulignant l'importance de la journée du 6 juin, anniversaire du débarquement américain en Nor-

mandie. « Ce n'était pas un jour agréable pour vous », a osé M. Trump. Le chancelier allemand ne s'est pas démonté : « Ce fut la Libération de mon pays de la dictature nazie. Et nous savons ce que nous vous devons. »

Interrogé sur l'effort consenti par l'Allemagne en matière de défense, Donald Trump a estimé que c'était « une chose positive », avant d'ajouter : « Je ne suis pas sûr que le général MacArthur [commandant des forces alliées dans le Pacifique pendant la seconde guerre mondiale] aurait dit que c'était positif. (...) Il a fait cette déclaration : ne laissez jamais l'Allemagne se réamer. (...) Il y aura un moment où je dirai, s'il vous plaît, ne vous armez pas plus, si cela ne vous dérange pas. On va le surveiller. » ■

PIOTR SMOLAR

# OTAN : vers un accord sur un objectif de dépenses de défense

Les représentants des pays de l'Alliance atlantique ont affiché, jeudi, leur intention de consacrer 5 % de leur PIB aux dépenses de sécurité

BRUXELLES - bureau européen

**L**e 7 janvier, Donald Trump, deux semaines avant son retour à la Maison Blanche, avait estomaqué les Européens. Non seulement le président américain menaçait de prendre, y compris par la force, le Groenland, mais il demandait également que les pays du Vieux Continent et le Canada consacrent 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à leur défense.

La demande paraissait à l'époque totalement farfelue et inaccessible. Six mois plus tard, les 31 alliés des Etats-Unis dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont désormais prêts à offrir à Donald Trump un succès diplomatique.

A la dernière réunion des ministres de la défense, jeudi 5 juin, à Bruxelles, Pete Hegseth, le secrétaire américain à la défense, a confirmé que les alliés étaient «très proches» d'un accord pour annoncer au sommet de l'OTAN de La Haye, les 24 et 25 juin, la nouvelle ambition des alliés : consacrer 5 % de leur richesse nationale à la défense, alors que seuls deux tiers des alliés consacrent au moins 2 % de leur PIB à ce secteur, un objectif qui avait été fixé en 2014.

S'il déclara pour atteindre cet objectif, qui représente plus de 1000 milliards d'euros de dépenses supplémentaires pour l'ensemble des alliés, est encore en débat - entre cinq et dix ans -, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, justifie cet effort sans précédent par le fait que «nous vivons dans un monde dangereux», citant à la fois la Russie, qui poursuit les bombardements sur l'Ukraine, mais également la Chine et la menace terroriste.

Alors que les pays européens estimait qu'un effort de 3 % à 3,5 % du PIB était nécessaire pour réarmer et rééquiper des armées, dont les budgets ont fortement décliné depuis la fin de la guerre froide, ils ont accepté d'afficher cet objectif de 5 % s'il inclut d'autres dépenses connexes à leur sécurité, et en échange d'une réaffirmation par Washington de son engagement en faveur de l'OTAN et de la défense collective européenne.

Mark Rutte a donc soumis, début mai, une proposition aux alliés, scindant l'objectif en deux parties : 3,5 % de PIB pour les dépenses militaires en tant que telles et 1,5 % de PIB pour les dépenses connexes à la défense. Jeudi, les alliés ont validé les nouveaux objectifs en matière d'équipements militaires, qui découlent des nouveaux plans de défense de l'Alliance - restés confidentiels.

#### Achats d'équipements lourds

Les pays acceptent d'accroître leurs dépenses à 3,5 % du PIB environ afin d'augmenter les achats d'équipements lourds (chars, avions de chasse, ravitailleurs, frégates...), de munitions, de drones, de défense antimissile ou antidirome, mais également pour l'entretien et le développement de leur armée. L'Allemagne a ainsi estimé qu'il fallait qu'elle recrute de «50 000 à 60 000» personnes pour renforcer ses effectifs militaires d'ici à 2031. Aujourd'hui, seulement une poignée de pays dépensent 3,5 % de leur PIB dans la défense. La Pologne et l'Estonie dépassent ce niveau ; les Etats-Unis, la Lettonie et la Grèce s'en approchent.

Concernant les 1,5 % de dépenses connexes, tous les investissements liés à la sécurité des pays

**«Les Etats-Unis attendent de chaque allié qu'il présente des plans concrets, des budgets, des calendriers et des résultats»**

MATTHEW WHITAKER  
ambassadeur des Etats-Unis  
à l'OTAN

en général seront décomptés. Cela comprend par exemple la mise à niveau des infrastructures : routes, tunnels, ponts, aéroports... pour acheminer les équipements militaires à travers le continent. De même, tout ce qui relève de la lutte contre les tentatives de sabotage (en mer et sur terre), la cybersécurité, les moyens satellites seront éligibles. Enfin, les aides aux industries de défense, qui doivent largement augmenter leur production, pourront être également prises en compte.

Cependant, Pete Hegseth a averti qu'[il était] ici pour [s']assurer que tous les pays de l'OTAN comprennent que (...) chaque pays doit contribuer à hauteur de 5 %. «Notre message restera clair. Il s'agit de la dissuasion et de la paix par la force, mais pas de la dépendance. Il ne peut s'agir et ne s'agira pas de dépendre de l'Amérique dans un monde où les menaces sont nombreuses», a-t-il ajouté. La veille, Matthew Whitaker, l'ambassadeur américain à l'OTAN, avait déclaré : «Les Etats-Unis attendent de chaque allié qu'il présente des plans concrets, des budgets, des calendriers et des résultats»

et des résultats, afin d'atteindre l'objectif de 5 %.

S'il accord sur ces 5 % semble acquis, il va y avoir encore jusqu'à fin juin des débats entre pays pour préciser tous les détails. Outre le délai, faut-il imposer une augmentation annuelle des budgets ou simplement fixer un objectif et des clauses de revoyure ? De même, préviennent plusieurs diplomates, ces débats sur un chiffre fétiche ou un délai ne sont pas suffisants. «Il faut être sûrs que ces dépenses soient efficaces, qu'elles financent de nouveaux équipements militaires, avec du personnel formé. Et que les armées européennes soient fonctionnelles et prêtes au combat», insiste un diplomate otanien.

Et puis, bien sûr, après cet engagement se posera la question du financement. Alors que nombre d'Etats européens sont encore largement en déficit, comme la France et l'Italie, comment financer effectivement ce doublement du budget des armées ? Si l'Union européenne a déjà créé le fonds dit «SAFE», doté de 150 milliards d'euros, et autorise une quinzaine de pays à déroger aux règles de Maastricht, notamment la règle de déficit, ce ne sera pas suffisant.

«Il appartient alors aux dirigeants politiques de chaque pays et au consensus national de déterminer comment procéder, assure Mark Rutte. Il y a généralement trois possibilités. On peut augmenter les impôts, on peut augmenter la dette, ou on peut essayer de trouver des économies ailleurs. Mais cela dépend des hommes politiques nationaux, pas de moi. Je dois seulement assurer que nous disposons collectivement de ce dont nous avons besoin pour éviter de prendre des cours de russe.» ■

PHILIPPE JACQUÉ

## La Suède va louer une prison en Estonie

Face à la surpopulation carcérale, Stockholm prévoit de transférer entre 400 et 600 détenus dans un établissement pénitentiaire de Tartu. La proposition ne fait pas l'unanimité

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

**C**onsequence de la criminalité organisée en pleine expansion et d'un durcissement des sanctions pénales, les prisons suédoises sont pleines à craquer. En 2024, les 46 établissements pénitentiaires du royaume accueilleront 7 530 détenus pour 5 022 places. Depuis, le taux d'occupation des prisons a encore grimpé, à 141 %, menant à une situation «très tendue» dans certains établissements, selon le ministre conservateur de la justice, Gunnar Strömmér. Sa solution : louer une prison, à Tartu, dans le sud-est de l'Estonie.

Mercredi 4 juin, M. Strömmér a annoncé que son pays avait passé un accord avec Tallinn. Certes, la Suède prévoit de se doter de 18 000 places supplémentaires d'ici à 2033. Mais construire de nouvelles maisons d'arrêt et de nouveaux centres pénitentiaires prend du temps. Par ailleurs, ces établissements additionnels pourraient ne pas suffire. En l'état actuel de la loi, l'administration pénitentiaire prévoit déjà que 35 000 personnes seront incarcérées et 4 500 placées en détention provisoire d'ici à 2033.

Ces chiffres pourraient être encore plus élevés : jeudi 5 juin, la di-

rectrice nationale de la police, Petra Lundh, a présenté ses propositions pour une réforme de la politique pénale. Si elles étaient toutes appliquées, leur effet combiné devrait mener à une hausse des condamnations, représentant l'équivalent de 16 000 années supplémentaires de réclusion criminelle par an.

#### Réinsertion à distance

Dans ce contexte, Stockholm prévoit de transférer entre 400 et 600 détenus, de sexe masculin, en bonne santé et âgés de plus de 18 ans, à Tartu. Le personnel de la prison, estonien, sera assisté d'employés suédois, chargés d'assurer la mise en œuvre de l'accord. Les communications se feront en anglais. Quant à d'éventuels cours ou programmes de réinsertion proposés aux détenus, ils auront lieu à distance.

D'après M. Strömmér, qui a rappelé que la Suède et l'Estonie étaient parties aux mêmes conventions internationales, aucun obstacle juridique ne s'oppose à l'accord. Le ministre s'est aussi empressé de rassurer les contribuables suédois : cette opération ne va pas leur coûter un centime. Au contraire même, puisque la Suède paiera seulement 850 euros par mois et par dé-

tenu, soit 3 000 euros de moins que pour une prise en charge en Suède. Même en ajoutant les frais de transport, l'accord reste une bonne affaire pour le pays nordique, selon M. Strömmér, qui a précisé que les familles des détenus devaient se débrouiller seules pour se rendre en Estonie.

Les transferts pourraient commencer dès le 1<sup>er</sup> juillet, à condition, toutefois, que le Parlement, à Stockholm, donne son feu vert. Mais, pour qu'un tel projet puisse être adopté, la majorité des trois quarts est requise. Le gouvernement libéral conservateur, soutenu par l'extrême droite, a donc besoin des voix des députés sociaux-démocrates, qui disposent de 30 % des sièges au Parlement.

Or le parti à la rose a beau avoir opéré un virage répressif ces dernières années, il reste «fondamentalement sceptique quant à l'externalisation des emplois et à l'exercice de l'autorité en dehors de la Suède», a commenté Teresa Carvalho, responsable des questions de justice et de police auprès du parti. Sans mettre son veto, elle estime qu'il y a beaucoup de questions autour de la législation et d'apprehensions concernant cet arrangement qui doivent être résolues avant que son parti puisse prendre une décision. ■

Les syndicats représentant le personnel pénitentiaire sont, eux, profondément opposés au projet. Ils ne cessent de mettre en garde contre la détérioration des conditions de travail dans les prisons et les risques de violence, liés à la surpopulation carcérale. Mais sous-traiter la prise en charge des détenus suédois, comme compte le faire le Danemark au Kosovo, «présente des risques importants pour la sécurité juridique, les possibilités de réinsertion et l'environnement de travail du personnel», estime Heike Erkers, présidente du syndicat SSR.

Du côté estonien, la ministre de la justice et des affaires numériques, Liisa-Ly Pakosta, se réjouit que l'accord passé avec la Suède permette de garantir 400 emplois

dans la région de Tartu et de résoudre le «problème de la sous-utilisation actuelle» des prisons de son pays, aujourd'hui à moitié vides. Mais en Estonie aussi l'arrangement fait débat, d'autant que le ministre suédois de la justice a affirmé que des meurtriers et des violeurs pourraient être transférés en Estonie. En août 2024, Mme Pakosta avait estimé que l'Etat balte pourrait gagner 30 millions d'euros par an, en louant ses prisons à des pays étrangers. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

## Le président sud-coréen veut renouer avec une diplomatie d'équilibre

Si l'alliance avec les Etats-Unis reste cruciale pour Lee Jae-myung, le nouveau dirigeant entend relancer le dialogue avec la Chine

SÉOUL - envoyé spécial

**Sur la Corée du Nord, l'ouverture au dialogue devrait être plus soumise à conditions, notamment sur la dénucléarisation**

**P**résentée comme «pragmatique» et distante des logiques de bloc, la politique diplomatique du nouveau président sud-coréen, Lee Jae-myung, se heurte déjà aux réalités géopolitiques en cours. Dans son discours d'investiture, mercredi 4 juin, sous la rotonde de l'Assemblée nationale, M. Lee a prononcé le «renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis et la consolidation de la coopération trilatérale avec les Etats-Unis et le Japon», mais aussi l'ouverture de «voies du dialogue» avec la Corée du Nord. Contrairement à ses propos de campagne, quand il appelait à «entretenir des relations amicales avec la Chine et la Russie, à commercer et à coopérer avec elle», M. Lee n'a pas mentionné ces pays explicitement. Il n'y a fait qu'une référence indirecte : «J'aborderai les relations avec les pays voisins dans une perspective d'intérêt national et de pragmatisme.»

Avec sa nouvelle doctrine, le dirigeant, issu d'un Parti démocrate progressiste, veut rompre avec la «diplomatie fondée sur des valeurs communes» (démocratie, droits humains) et sur le durcissement des positions envers la Chine et la Corée du Nord de son prédécesseur, le conservateur Yoon Suk Yeol (2022-2025).

Ce positionnement remonte à la campagne présidentielle de 2022, perdue face à M. Yoon. «L'antagonisme ne sert ni les intérêts de la Corée du Sud ni son alliance avec Washington», écrivait M. Lee, en 2022, dans la revue américaine Foreign Affairs. Sa politique a été formalisée par Wi Sung-lac, diplomate devenu député expert des questions russes et nord-coréennes, qu'il a nommé le 4 juin à la tête du Conseil de sécurité nationale. M. Wi a toujours promu une politique étrangère fondée sur des principes, les intérêts nationaux et des liens avec les grandes puissances régionales. L'approche nuanciert le positionnement traditionnel des démocrates, favorables au dialogue avec Pyongyang et Pékin, hostiles aux Etats-Unis et à un Japon viliend pour ses crimes pendant la période coloniale (1910-1945).

**Tension sur les droits de douane**  
Reprise pour la campagne de 2025, cette stratégie d'équilibre et de distanciation des tensions sino-américaines se heurte à la réalité : Washington est plus attentif que jamais à l'attitude de Séoul dans l'endiguement de Pékin. «Les Etats-Unis et la Corée du Sud partagent un engagement sans faille envers l'alliance fondée sur notre traité de défense mutuelle», a souligné le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, dans ses félicitations à M. Lee, alors que la Maison Blanche a évoqué, après le scrutin, des «interférences chinoises dans les élections».

Le message s'ajoute aux tensions commerciales autour des droits de douane, au risque de voir Washington exiger une hausse de la contribution sud-coréenne à la présence en Corée du Sud de

Sur la Corée du Nord, l'ouverture au dialogue s'inscrit dans la lignée de l'approche traditionnelle des démocrates. Elle devrait toutefois être plus soumise à conditions, en particulier sur la dénucléarisation. Pyongyang a annoncé sans commentaire, jeudi, l'élection de M. Lee et le dirigeant Kim Jong-un recevait le même jour le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Sergueï Choïgou. M. Kim a expliqué que la Corée du Nord «soutiendra inconditionnellement la Russie et ses politiques étrangères dans tous les domaines, y compris la question ukrainienne».

Ayant déjà nuancé ses propos de campagne, M. Lee participera-t-il au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, prévu du 24 au 26 juin ? La Corée du Sud est invitée. Yoon Suk Yeol avait participé aux trois derniers sommets. Tous s'étaient conclus sur des communiqués très fermes envers la Russie et la Chine pour leur rôle dans la guerre en Ukraine et leur alignement stratégique. «La situation intérieure étant chaotique, à moins d'une urgence, je ne suis pas sûr qu'il soit vraiment nécessaire d'y assister», expliquait M. Lee, le 25 mai. C'était avant son discours d'investiture. ■

PHILIPPE MESMER

# Les «Shifters», militants de la décarbonation

Dans le sillage de Jean-Marc Jancovici, des milliers de bénévoles promeuvent la neutralité carbone

## ENQUÊTE

DIJON ET TOULON - envoyée spéciale

**F**ace à la projection de la carte d'une Europe inhéitable, des sourcils se froncent. On est à l'ère glaciaire et la moyenne des températures n'est «que» de 5 °C inférieure à celle des débuts de l'ère industrielle. Quelques minutes plus tard, c'est l'étendue des pays où la vie humaine ne sera plus possible dans un monde à +3 °C qui est mise en avant. Dans l'amphi K, sur le campus de La Garde à Toulon, Arnaud Pietrosemoli qui sent l'intérêt du public, ralentit le débit de sa conférence.

Ce lundi 26 mai, il aura fallu une bonne demi-heure pour que le groupe d'étudiants, impassible à l'entrée dans l'amphi, fende l'armure. Et à eux seuls, ces visages qui trahissent une prise de conscience, justifient pour l'ingénieur en robotique le temps libre qu'il consacre à évangéliser sur le dérèglement climatique. Ce qu'il aime, c'est «faire "shifter" ses auditeurs». Issu du verbe anglais *shift* qui signifie «déplacer», le «Shifter»

veut conduire son prochain à réduire son empreinte carbone jusqu'à la neutralité, que nous sommes supposés atteindre en 2050.

«On rejoint l'asso parce qu'on veut être un accélérateur de la décarbonation du pays», résume Arnaud Pietrosemoli. Avant d'y entrer, il y a trois ans, le quadragénaire avait déjà stoppé l'avion, la viande rouge et construit une maison passive. «J'étais en accord avec mes idées, mais il me manquait quelque chose... la transmission et l'insertion dans un collectif», explique-t-il. Il a rejoint l'association lorsqu'un collègue lui a dit qu'un comité varois se montait. Sans doute aurait-il pu adhérer plus tôt car il connaissait déjà le travail de Jean-Marc Jancovici, et notamment *Le Monde sans fin* (Dargaud, 2021), la bande dessinée vendue à 1 million d'exemplaires qu'il a cosignée avec Christophe Blain.

**Salariés, entrepreneurs, retraités**  
«Janco», c'est le nom magique... le surnom de l'ingénieur qui a inventé le bilan carbone, est membre du Haut Conseil pour le climat, mais s'est surtout fait connaître



par ses conférences pédagogiques sur le réchauffement climatique. En 2010, celui qui est aujourd'hui parfois contesté parmi les défenseurs de l'environnement pour ses positions sur le nucléaire et les énergies renouvelables, crée le Shift Project, un cercle de réflexion qui produit des travaux sur la décarbonation, après avoir monté Carbone 4, son entreprise. «Très tôt, on a été quelques-uns à vouloir aider le Shift Project, mais comme les statuts ne le permettaient pas, on a créé une association loi 1901, Les Shifters, qui fixe à

ses adhérents de se former sur le climat, l'énergie et l'économie d'abord; d'appuyer le Shift Project dans ses travaux et d'en diffuser les idées», rappelle Alexandre Barré, un des trois fondateurs.

Jean-Marc Jancovici reconnaît la puissance de ce très large groupe qui réunit 12 000 cotisants et 30 000 sympathisants. «Depuis plus de dix ans, le Shift Project marche sur deux jambes, explique-t-il, et la deuxième, ce sont tous les bénévoles - les Shifters - qui nous aident à élaborer les propositions et à les faire entendre. Sans eux, nous n'aurions pas cette portée.» En guise de reconnaissance, la figure de proue du mouvement rend visite aux 57 comités locaux et, les samedi 7 et dimanche 8 juin, «Janco» en personne doit ouvrir, à Montpellier, les deux journées annuelles de l'UniversShifté, l'université d'été de l'association.

Le 24 mai, ils sont neuf membres du chapitre varois réunis pour la réunion mensuelle. Aymeric Guillaud récapitule les initiatives en cours : conférences, projections de film sur les mobilités douces, stand à la Fiesta des idées low tech... «On a un bon rythme et c'est important car il faut qu'on recrute», martèle-t-il.

Les 49 adhérents du département, dont une quinzaine de membres actifs, ne suffisent pas à ses yeux pour sensibiliser les candidats aux municipales de 2026. Parmi les plus dynamiques du groupe figurent des salariés, des entrepreneurs, deux enseignantes, deux retraités. Cet été 2025, les apéros organisés sur la plage pour toucher un large public vont recommencer, puis à la rentrée, il est question de remettre en place des présentations techniques internes afin de faire monter en compétence le groupe. La table se félicite surtout que le Shift Project qui cherche de l'argent par crowdfunding pour imposer le thème de la décarbonation dans la campagne présidentielle de 2027, ait dépassé son objectif.

**«Un virage» pour des ingénieurs**  
Dans la petite assemblée, l'échange est bienveillant. Quand Jean-Charles Charton confie son inquiétude face aux mesures anti-climat de Donald Trump ou au recul des politiques de transition écologique en France, ses voisins mettent en avant relocalisations et développement des circuits courts. A un moment, un livre glisse d'un bord de la table à l'autre. On se repasse *Les limites de la croissance dans un monde fini*, le rapport Meadows (1972) à l'origine du concept de développement durable. Il circule autour de la table une énergie positive que Jean-Charles Charton définit comme l'ADN de l'association. «Sans ces rencontres et les actions que nous montons, nous serions bien plus éco-anxieux», plaide l'ex-directeur

longtemps resté éloigné de l'écologie.» Onze ans après, la concentration en ingénieurs s'est cependant diluée, même si l'ont restent encore 41% (enquête 2022).

### «Un bon tiers de femmes»

Désormais, des profils nouveaux les ont rejoints, comme les artistes, qui ont poussé l'association à commencer à réfléchir à la décarbonation de la culture, à travailler sur les «récits de la transition», en créant un festival de cinéma. De même, la présence croissante des femmes, encouragée par la vice-présidente, Mélissa Perez, change les actions menées. «On n'est pas encore à la parité, mais avec un bon tiers de femmes, on avance», se félicite-t-elle, observant au passage qu'avec la montée de la féminisation, d'autres profils professionnels arrivent en nombre : juristes, médecins ou sociologues.

Mardi 6 mai, dans un café parisien une dizaine de Shifters sont rassemblés à l'initiative d'Elles shiftent, un regroupement lancé par Mélissa Perez. Devant un houmous, Isabelle Baran qui a travaillé trente ans comme juriste dans l'industrie pharmaceutique, raconte la préparation du congrès «La Santé en 2050» qui aura lieu le 28 juin, à Lyon. «En cherchant des lieux où me former à la durabilité, pour monter mon entreprise, je suis tombée sur l'association. Depuis, je me suis fait certifier conférencière et je cherche l'équilibre entre mon bénévolat de Shiftuse et ma boîte de conseil», observe-t-elle.

Mélissa Perez ne voit rien de gênant à ce qu'on adhère pour s'inventer un travail qui a du sens. «Nos statuts imposent de se former», rappelle-t-elle simplement, sans voir le côté consumériste d'une frange des membres qui oublient que l'objectif de l'association ne se limite pas à leur évolution professionnelle mais est bien de «faire shifter» tout le pays.

Pourtant, ce ne sont pas les initiatives qui manquent. Le site propose une masse infinie d'activités dans lesquelles les bénévoles peuvent s'engager, une heure par semaine ou huit heures par jour. Certaines sont lancées par un seul Shifter ou par un comité, d'autres émanent du conseil d'administration des Shifters, voire correspondent à une commande du Shift Project. Ainsi, plusieurs centaines de bénévoles ont assuré la grande consultation des paysans pour élaborer un rapport sur la décarbonation de l'agriculture. «Chacun se plonge dans le dossier qui lui fait envie; car, chez les Shifters, on vient pour travailler, sans être payé, ce qui nécessite de se faire plaisir!», résume Alexandre Barré, qui n'aurait jamais imaginé qu'once ans après avoir déposé les statuts de l'association, les trois bénévoles fondateurs verront leur nombre multiplié par 10 000. ■

MARYLINE BAUMARD

## Le Monde | Ateliers

### DE LA NAISSANCE À L'ÂGE ADULTE :

# COMMENT AMÉLIORER SON SOMMEIL ?

avec Armelle Rancillac,  
chercheuse en neurosciences

COURS EN LIGNE

À travers ce cours en ligne, Armelle Rancillac, chercheuse en neurosciences au Collège de France, vous aide à comprendre le fonctionnement du sommeil pour mettre en place de bonnes stratégies. Pourquoi se souvient-on de nos rêves ? Comment endormir son bébé ? Quel rôle joue la caféine ? La sieste est-elle vraiment efficace ? Découvrez les douze modules vidéos à regarder depuis chez vous.

ATELIERS.LEMONDE.FR





## Refusons la haine en ligne

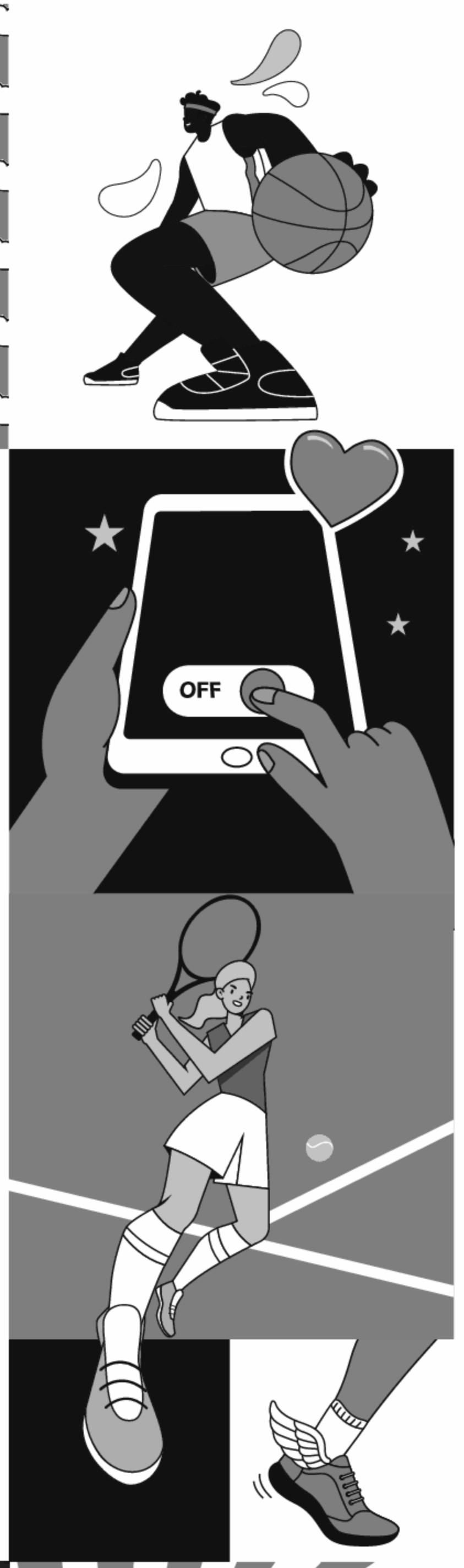
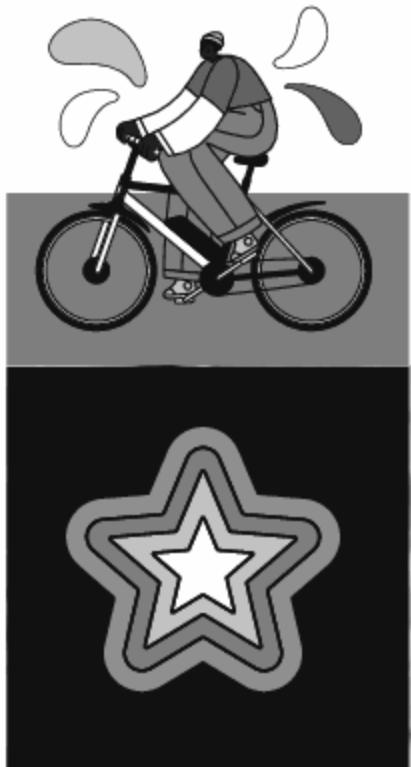
Ensemble, ayons les bons réflexes.  
Orange a lancé l'initiative #ForGoodConnections pour encourager un usage responsable du numérique et organise des journées qui allient sports et ateliers pédagogiques dans 25 pays dans le monde.

Depuis 2021, ce sont plus de 600 000 jeunes sensibilisés dont 500 000 en France.



Nos journées ici

#For Good  
Connections



orange™  
est là

# PS: Olivier Faure, un gagnant en trompe-l'œil

Le premier secrétaire sortant a été reconduit, jeudi, à la tête du parti, à l'issue d'un scrutin plus serré que prévu

**C**omme une ritournelle socialiste... Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol se l'étaient pourtant promis en démarquant ce 81<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste (PS): ne surtout pas reproduire le scénario catastrophe de Marseille en 2023 qui avait laissé le PS coupé en deux, au bord de l'explosion. C'est le même film qui se rejoue. Selon des résultats provisoires publiés dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 juin, le premier secrétaire sortant a été réélu à la tête du parti avec 50,9 % des bulletins, contre 49,1 % pour le maire de Rouen.

Alors que le camp d'Olivier Faure a très vite revendiqué la victoire peu après minuit, les soutiens de Nicolas Mayer-Rossignol ont tenté de temporiser le récit triomphateur de leurs concurrents en organisant une conférence de presse dans la nuit. «Ce n'est pas la réalité. Il y a moins de 200 voix d'écart. Nous sommes dans la marge d'erreur et personne ne peut dire qu'il a gagné», ont assuré Hélène Goffroy et David Assouline, lieutenants de Nicolas Mayer-Rossignol.

Le vendredi, la commission de récolelement du parti doit passer au crible les résultats, mais le courant du maire de Rouen semble déjà reconnaître la défaite. «On nous disait derrière, distancés. Finalement, nous remontons et faisons jeu égal. C'est un vrai désaveu pour la direction sortante», ont-il fait savoir dans un communiqué de presse.

#### Sueurs froides

Très tôt dans la soirée, les premières remontées de résultats ont donné des sueurs froides aux lieutenants d'Olivier Faure. La faute aux militants socialistes électeurs de Boris Vallaud, arrivé troisième lors du premier tour. Ces derniers ne se sont pas massivement reportés vers le député de Seine-et-Marne. «C'est le résultat de la non-campagne d'Olivier qui a enjambé ce congrès, en refusant encore et toujours le débat. Il l'a payé ce soir, quand Mayer-Rossignol a fait campagne très activement, lui», résumait l'entourage du député des Landes, jeudi soir.

Le maigre écart de voix entre les deux hommes – entre 200 et 500 voix donc – rend le triomphe d'Olivier Faure bien moins éclatant qu'il l'espérait. Ses marges de manœuvre au sein du parti s'amenuisent. Un revers à l'aube d'une élection présidentielle de 2027 dans laquelle il espère jouer un rôle prépondérant.

Le député de Seine-et-Marne devrait également perdre sa majorité au sein du conseil national, le



Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, le 18 mai, à Nancy. ALEXANDRE MARCHI/PHOTOPQR/L'EST RÉPUBLICAIN/MAXPPP

#### Les marges de manœuvre d'Olivier Faure au sein du parti s'amenuisent

face à un dilemme : pour exister, il devra s'opposer à Olivier Faure. Dans sa négociation avec ce dernier, le député des Landes a obtenu aussi que le premier secrétaire ouvre la direction à Nicolas Mayer-Rossignol, et à ses partisans. En apparence, l'actuelle direction du PS n'est pas opposée : «Ça n'a jamais été un sujet négatif de notre part», confirme le secrétaire général du PS, Pierre Jovet.

Pour pousser cette collégialité, Boris Vallaud tente de convaincre plusieurs cadres de l'opposition interne à prendre des postes de secrétaires nationaux, ces «mi-

nistres» de l'appareil chargé de l'organisation structurelle et intellectuelle du parti et parallèlement membres de la direction. Une manière de maintenir la pression sur Olivier Faure dans les prochaines années. Au sein du courant de Nicolas Mayer-Rossignol, las d'être dans l'opposition, certains pourraient accepter de prendre du galon. Plusieurs noms d'opposants à Olivier Faure circulent tels l'ex-sénateur David Assouline ou encore l'ancienne députée Valérie Rabault.

**Nouvelle géographie**  
Mais pour le moment, les adversaires d'Olivier Faure restent dans l'expectative. «Est-ce qu'Olivier Faure va proposer une direction de synthèse? Je pense que oui, indique le sénateur du Val-d'Oise Rachid Temal, déjà approché pour participer à une hypothétique direction collégiale. Mais cela suppose de se mettre d'accord sur le

projet de société, la stratégie, et sur la conduite des municipales et de la présidentielle. Rassembler les socialistes est utile pour aider nos copains aux municipales.»

En réalité, jusqu'au vote, le camp d'Olivier Faure posait déjà ses conditions. Ceux qui voudront rejoindre la direction, devront accepter la stratégie d'union de la gauche pour la présidentielle de 2027, incarnée par la formule «de Glucksmann à Ruffin», respectivement leader de Place publique et député (ex-«insoumis») de la Somme. «Il n'est pas question que la direction se transforme en bureau national», confirmait Luc Broussy, proche d'Olivier Faure, en référence à cette instance du PS où s'affrontent chaque semaine les courants du parti.

La direction tentera-t-elle encore d'esquiver la direction collégiale tant espérée par Boris Vallaud? Dans *Le Monde*, le 1<sup>er</sup> juin,

l'élu avait pourtant espéré que l'*«aspiration au changement des militants»* soit mieux prise en compte par la direction du parti. Lui-même ne paraît à ce stade pas tout à fait aligné avec la direction. S'il s'est dit favorable à une «union de la gauche», hors La France insoumise, il a aussi dit son souhait, avant toute discussion avec le reste de la gauche, de désigner «la première ou le premier des socialistes», se démarquant de l'actuelle direction. «Notre stratégie n'est pas de désigner un candidat interne au PS pour le proposer ensuite au reste de la gauche», indique Luc Broussy.

Mais avec Olivier Faure plus affaibli qu'auparavant, la nouvelle géographie du PS risque surtout de changer les espérances du premier secrétaire en vue d'une potentielle primaire de la gauche pour la présidentielle de 2027. ■

SANDRINE CASSINI  
ET OLIVIER PÉROU

## A Rennes, une élection socialiste entre espoirs et tensions

Dans cet historique bastion de gauche, quelque 500 militants ont voté, jeudi, pour choisir le nouveau premier secrétaire du PS

#### REPORTAGE RENNES - correspondant

**M**athieu Aufort scrute son téléphone. Il est 16 h 53, jeudi 5 juin. Posté derrière une urne transparente installée sur une table au sein du siège du Parti socialiste (PS) d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, ce militant réclame encore un peu de patience à ceux qui aimeraient saisir un bulletin de vote pour choisir le prochain premier secrétaire. Le scrutin débute à 17 heures et doit départager Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol, deux candidats arrivés au coude-à-coude lors du premier tour, mardi 27 mai.

Dans cette salle aux murs recouverts d'affiches rappelant les grandes heures du parti, tout le monde sait que Mathieu Aufort soutient Nicolas Mayer-Rossignol. Le fonc-

tionnaire ne s'en cache pas : «Nicolas Mayer-Rossignol est celui qui peut remettre les militants au travail, promet de les consulter davantage et de rénover les outils du PS.» Assise aux côtés du quadragénaire, Monique Robert, retraitée et trésorière de la section du centre-ville rennais, se lance : «Chacun défend son cheval. Moi, je dis qu'Olivier Faure est celui qu'il nous faut pour rassembler la gauche.»

En Ille-et-Vilaine, beaucoup pensent comme elle. Sur les 322 votants du premier tour, la majorité (54 %) a choisi Olivier Faure. Quelque 38 % ont préféré Nicolas Mayer-Rossignol. Dans ce coin de Bretagne, Olivier Faure a profité de l'appui de plusieurs figures socialistes. C'est le cas d'Edmond Hervé, ancien sénateur et maire de Rennes de 1977 à 2008. L'octogénaire est l'un des premiers militants à si-

gner le registre des votants. Après avoir déposé son bulletin dans l'urne, il salue les habitués des lieux : «Il faut reconstruire le Parti socialiste et enfin amorcer un nouveau cycle. L'important, ce n'est pas qui incarnera le parti, mais la philosophie du mouvement.»

**«De Ruffin à Glucksmann»**  
La stratégie de chaque candidat revient en boucle dans les conversations. «Nous n'avons pas d'autre choix que de construire une dynamique large allant de Ruffin à Glucksmann. La position de Nicolas Mayer-Rossignol sur les alliances est plus raide», explique Nathalie Appéré, maire de Rennes depuis 2014. Avant de passer dans l'isolement, Myriam, fonctionnaire de 39 ans qui souhaite rester anonyme, insiste : «Ce vote doit trancher une ligne claire. De Ruffin

à Glucksmann, voilà la gauche pour laquelle je me suis engagée.»

Myriam fait partie des quelque 200 militants locaux qui ne s'étaient pas déplacés au premier tour. Jeudi, l'urne semble se remplir davantage. Laurence Duffaud, première secrétaire fédérale du parti en Ille-et-Vilaine et soutien d'Olivier Faure, raconte ses derniers jours à mobiliser : «Dans chacune des 19 sections du département, les responsables ont appelé les militants pour convaincre de l'importance du scrutin, proposer des rencontres. Chaque voix compte.» Adjointe à la mairie de Rennes et soutien de Nicolas Mayer-Rossignol, Béatrice Hakni-Robin a mené le même travail de conviction : «Cette élection est la dernière avant les municipales et la présidentielle. Nous avons besoin de changements pour ne

pas retomber dans les errements du passé. Je souhaite une alternative pour faire revenir ceux que nous avons perdus.»

Ces dernières années, nombre de militants ont quitté le PS, à l'image du président de région, Loïg Chesnais-Girard, qui défend son idée d'une gauche consensuelle, mais incompatible avec La France insoumise. En mars, il a organisé un débat dans la banlieue rennaise, à Liffré, rassemblant François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem, Carole Delga... Voilà le Parti socialiste qui plaît à Caroline Sasserie, formatrice en nutrition. Avant de partir en vacances, elle a tenu à venir voter : «J'ai trop mal vécu la période Nupes [Nouvelle Union populaire écologique et sociale]. J'attends un vrai changement au Parti socialiste. Si Nicolas Mayer-Rossignol

BENJAMIN KELTZ

# Le pacte Dutreil, niche fiscale intouchable

La proposition de loi visant à mieux encadrer le dispositif a été taillée en pièces à l'Assemblée

**P**as touche au pacte Dutreil! Malgré toutes les critiques, les interrogations, et la nécessité de trouver des dizaines de milliards d'euros pour le futur budget, il n'est pas question de remettre en cause cette niche fiscale, un des principaux dispositifs français permettant d'échapper à la fiscalité sur les successions. Le contexte pouvait paraître favorable à une évolution législative. A la recherche d'économies, Bercy passe au crible toutes les niches fiscales susceptibles d'être supprimées ou resserrées. Or, depuis des années, le pacte Dutreil suscite des interrogations récurrentes. Son coût pour les finances publiques reste étonnamment flou : 800 millions d'euros par an, selon Bercy, plutôt de 2 à 3 milliards d'euros d'après le Conseil d'analyse économique, rattaché à Matignon – un rapport de la Cour des comptes devrait permettre d'y voir plus clair dans les prochains mois.

Spécialiste de l'héritage, le député du Cher Nicolas Sansu espérait profiter de la journée réservée à son groupe pour faire adopter un texte durcissant les conditions d'usage du « Dutreil », la niche fiscale préférée des entrepreneurs. Instauré au début des années 2000, ce dispositif allège nettement la fiscalité sur la transmission des entreprises familiales. Dans le cadre d'un pacte signé entre le propriétaire d'une société et son héritier ou son donataire, il permet d'exonérer d'impôt 75 % de la valeur transmise. En cas de donation avant 70 ans, ce système peut se cumuler avec une réduction de droits de 50 %. Au total, la combinaison des avantages peut ramener le taux effectif d'imposition de 45 % à seu-

lement 6 %, voire moins. Objectif : éviter que les héritiers d'un chef d'entreprise ne soient contraints, pour acquitter les droits de succession, de vendre la société et d'assécher ses finances en prélevant d'énormes dividendes.

Pour « lutter contre les abus », le Conseil d'analyse économique a recommandé, en 2021, de revenir sur la réduction de 50 % pour les donations avant 70 ans, de plafonner l'utilisation du « Dutreil » pour les grandes entreprises, et d'en exclure le patrimoine non professionnel. Le rapporteur général du budget à l'Assemblée, le centriste Charles de Courson (Marne), est également favorable à cette exclusion. Le Haut Conseil du financement de la protection sociale, une commission consultative à laquelle François Bayrou a demandé des pistes d'économies, réfléchit aussi à la façon de « mieux définir le patrimoine professionnel dans le cadre du pacte Dutreil ».

#### « Taxer toujours plus »

Avec son texte et les amendements qui y avaient été ajoutés, M. Sansu proposait plusieurs correctifs. Il souhaitait en particulier ramener l'exonération fiscale de 75 % à 50 % au-dessus de 50 millions d'euros d'actifs, porter de quatre à huit ans la durée durant laquelle le nouvel actionnaire s'engage à conserver ses titres, et exclure les biens non professionnels, « donc le chalet à Megève ».

Quoique limitée, cette réforme s'est heurtée à une résistance vigoureuse. Le patronat a fait passer des messages. « Nous sommes très attentifs à toutes les menaces qui planent sur le pacte Dutreil », a encore prévenu, mercredi, le président du Medef, Patrick Martin. Le

**Les communistes, à l'origine du texte, l'ont retiré avant le vote final, contre l'avis de son auteur**

représentent moins de 50 % du total des biens transmis.

Pour « empêcher le chef d'entreprise de transmettre les clés de sa boutique à sa fille ou son fils », même si seules les « boutiques » valant plus de 50 millions d'euros étaient visées.

**Instauré au début des années 2000, le « Dutreil » allège nettement la fiscalité sur la transmission des entreprises familiales**

gouvernement a tenu une ligne voisine. Le pacte Dutreil constitue « un dispositif absolument essentiel pour notre tissu industriel », il a protégé « des milliers d'entreprises », a plaidé, jeudi, Amélie de Montchalin, la ministre chargée des comptes publics. Selon elle, le retoucher aboutirait à « mettre en danger l'outil de travail des Français ». D'autres pays comme la Suède n'offrent-ils pas des dispositifs encore plus généreux ?

Défendu par toute la gauche au nom de l'égalité devant l'impôt, le texte de Nicolas Sansu a été critiqué avec force par les autres partis. « Une fois de plus, vous nous attaquez à quelque chose qui marche ! », a lancé le député macroniste du Bas-Rhin Charles Sitzneth, dont le groupe veut « sanctuariser cette dépense fiscale ». Même tonalité dans le discours de Pierre Henriet (Horizons), député de la Vendée, très hostile à toute remise en cause de ce qui touche à l'héritage : « Nous croyons à la valeur du travail transmis d'une génération à

DENIS COSNARD

**RECTIFICATIF**  
Dans l'article consacré à la mobilisation syndicale contre la réforme des retraites (*Le Monde* du 6 juin), il aurait dû être écrit « *rapports de force* » et non « *rapports de rapports* » dans la citation attribuée à Murielle Gilbert, codéleguée générale de Solidaires.

**FAIT DIVERS**  
**Guadeloupe :**  
**un cinquième homicide en huit jours**

Un adolescent de 13 ans a été tué par balle, mercredi 4 juin, à Lamentin, en Guadeloupe, a annoncé, jeudi, le parquet de Pointe-à-Pitre. Il s'agit du cinquième meurtre en huit jours dans l'archipel des Antilles, qui possède le deuxième taux d'homicides de France. Le meurtre a eu lieu dans la nuit, à proximité d'une salle des fêtes, en plein centre-ville. Une dizaine de coups de feu ont été entendus, tuant l'adolescent et blessant un jeune homme de 27 ans, dont le pronostic vital n'était pas engagé. A la suite de ce nouvel homicide, la procureure de la République Caroline Calbo a alerté sur une « utilisation très décomplexée des armes à feu », appelant « les familles à être vigilantes sur les armes que pourraient détenir leurs enfants ». Selon le décompte des autorités, ce meurtre est le 27<sup>e</sup> depuis le début de l'année pour la Guadeloupe et les îles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy), et le 16<sup>e</sup> par arme à feu, alors que ces territoires ne comptent que 410 000 habitants. — (AFP)

**PEUGEOT**  
**24 JOURS CHRONO**



**OFFRES EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 24 JUIN**

**JUSQU'À 5 000 € + 8 ANS DE GARANTIE OFFERTS<sup>(2)</sup>**

**A 0g CO<sub>2</sub>/km**

**B**

**C**

**D**

**E**

**F**

**G**

**PEUGEOT RECOMMANDÉ TotalEnergies consommation mixte WLTP (l/100 km) : 0**

(1) Dans le réseau Peugeot participant. (2) Soit 5 000€ d'aides à la commande pour E-5008 GT 210 ch neuf. Offre réservée aux particuliers non cumulable jusqu'au 24/06/25 dans le réseau PEUGEOT participant. Modèle présenté : E-208 GT 136ch avec options : 4 300€ d'avantage client dont 800€ de remise et 3 500€ de primes à la commande. (3) Peugeot Care : 2 ans de garantie constructeur et jusqu'à 6 ans de garantie additionnelle activée à chaque entretien prévu au plan d'entretien effectué dans le réseau Peugeot participant valable jusqu'à l'entretien suivant dans la double limite de 8 ans et 160000km (au 1er des 2 termes atteints). Conditions sur Peugeot.fr. Automobile PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

**Pour les trajets courts, priviliez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer**

# Les sondages, un outil très prisé de l'exécutif

Les études commandées depuis 2022 dévoilent les inquiétudes d'un pouvoir de plus en plus impopulaire

**C**e vendredi 16 mai, dans les couloirs feutrés du service d'information du gouvernement (SIG), règne une agitation inhabituelle. En milieu de matinée, la discrète administration sous tutelle de Matignon, chargée de suivre l'opinion et d'organiser la communication gouvernementale, reçoit la visite inopinée du député «insoumis» de l'Essonne, Antoine Léaumont.

L'élu est venu récupérer les sondages commandés dans le cadre de la commission d'enquête sur «l'organisation des élections en France». «Face à la sensibilité du recours par la puissance publique aux sondages, (...) il apparaît nécessaire de faire preuve [de vigilance] (...) vis-à-vis [de leur] coût et [de leur] opportunité», explique l'élu dans son rapport, publié vendredi 6 juin. En France, les sondages gouvernementaux restent confidentiels, contrairement à d'autres pays, comme l'Allemagne, où ils sont systématiquement publiés avec un délai.

*Le Monde* s'est procuré les quelque 300 sondages diligentés depuis 2022 par le service pour l'exécutif, y compris les éléments supprimés des documents remis au député. Ces coupes portaient sur des réformes récentes: plan contre les déserts médicaux, aide à mourir, référendum sur le budget 2026, mais aussi la perception du niveau de vie des retraités par rapport au reste de la population. Un sujet explosif à l'heure où la contribution des plus âgés est en débat. Interrogé sur ces suppressions, le SIG fait valoir qu'elles concernent «des questions sur lesquelles la décision de l'exécutif est en cours d'instruction, afin d'éviter que leur divulgation ne conduise le Parlement à s'immiscer dans un processus décisionnel de l'exécutif, en méconnaissance du principe de séparation des pouvoirs».

Le rôle premier de cette administration est d'étudier l'acceptabilité de futures mesures gouvernementales et le niveau de connaissance de celles déjà mises en place. Elle sonde également l'opinion sur des sujets liés à la vie démocratique. Mais elle demeure aussi la vigie de l'exécutif et son conseil en cas de crise, quitte à endosser un rôle plus politique.

#### Corps intermédiaires

Les études gérées en propre par le service d'information du gouvernement – un tiers de celles commandées par l'exécutif, le reste étant issu des demandes des ministères pour aider à l'élaboration des politiques publiques – retracent en creux l'appétence de certains premiers ministres à recourir à cet outil de mesure de l'opinion publique et la volonté de la direction de cette administration d'anticiper les envies de l'exécutif. Elles disent aussi les inquiétudes d'un pouvoir de plus en plus impopulaire, isolé des corps intermédiaires et d'autres capteurs lui permettant de mieux saisir l'état d'esprit des Français.

Enfin, elles tendent à révéler, dans le contexte d'une Assemblée nationale fragmentée où le gouvernement n'a plus la majorité, la tentation pour l'exécutif de pousser ses réformes en jouant l'opinion contre le compromis parlementaire et l'expertise de son administration.

Le tout pour des sommes non négligeables. Le montant de ces études commandées en propre par le SIG s'élevait à 1,65 million d'euros en 2022, 1,3 million en 2023, 1,2 million en 2024, et 464 000 euros pour la période s'étendant de janvier à mai 2025. Contacté, l'Elysée n'a pas souhaité réagir. Du côté de Matignon, on fait valoir qu'en toute honnêteté et en toute transparence, ce ne sont pas les sondages qui dictent la politique du premier ministre et celle du gouvernement».

rant le passage à Matignon d'Elisabeth Borne.

Il est aussi l'occasion de tester chaque semaine les Français sur des polémiques concernant des membres éminents du gouvernement. En janvier 2024, le SIG s'interroge sur la «notoriété» et le caractère justifié de la polémique autour de la scolarisation dans le privé des enfants de la ministre de l'éducation, Amélie Oudéa-Castéra. En février 2025, il sonde l'opinion sur la notoriété de l'affaire de Notre-Dame-de-Bétharram. «Certains accusent François Bayrou d'avoir menti en affirmant ne pas être au courant de ces faits alors qu'il était ministre de l'éducation nationale à l'époque du dépôt de la première plainte. Vous, personnellement, en avez-vous entendu parler?»

Est-ce le rôle d'une administration de tester ces polémiques? «Ces questions n'ont pas pour objectif de tester le jugement des sondés à des fins partisanes, elles s'inscrivent strictement dans la mission de "veille et analyse" du service», affirme le service d'information du gouvernement, qui fait valoir qu'il s'agissait «de sujets parmi les plus médiatisés sur les périodes (...) étudiées».

Au début du mois de janvier, le retour au pouvoir de Donald Trump projette une partie des responsables politiques français dans une fascination plus ou moins assumée pour le milliardaire américain. Une question est posée en ce sens aux Français sondés: «Pensez-vous que les acteurs de la vie politique française devraient davantage s'inspirer de Donald Trump?» Ils opposent une fin de non-recevoir à cette idée à 69 %.

En France aussi, la légitimité des juridictions et des autorités indépendantes est questionnée par l'exécutif. En février, quelques jours avant la nomination de Richard Ferrand, proche d'Emmanuel Macron, à la tête du Conseil constitutionnel, le SIG interroge les sondés: cette institution est-elle une «institution indépendante du pouvoir politique? (...) [Est-elle] utile au bon fonctionnement de la démocratie?». En mars, c'est au tour du régulateur indépendant de l'audiovisuel, l'Arcom, d'être le sujet d'une question, après sa décision de ne pas renouveler la fréquence de C8, propriété du milliardaire conservateur Vincent Bollore. «Certains dénoncent "une censure politique" et "une attaque de la liberté d'expression". Selon vous, l'arrêt de C8 est-[il] une bonne ou une mauvaise chose?», demande le SIG.

#### Focalisation sur l'immigration

Mais à la lecture de ces sondages transparaît la focalisation croissante de l'exécutif sur l'immigration, qui a défendu un projet de loi sur ce sujet, à l'hiver 2023. Ce thème arrive pourtant loin derrière le pouvoir d'achat, la santé et l'insécurité dans les baromètres commandés par le gouvernement sur les priorités des Français.

**A Matignon, on fait valoir que «ce ne sont pas les sondages qui dictent la politique»**

En janvier, l'avis des sondés est sollicité sur les propos de François Bayrou, reprenant la rhétorique de l'extrême droite sur le «sentiment d'une submersion» migratoire à Mayotte et dans plusieurs autres départements français. Les sondés acquiescent à 68 %. Ce même mois, indépendamment de toute actualité, le service d'information du gouvernement demandait aux sondés si «l'islam [était] une menace pour la sécurité de la France» et pour «l'identité de la France».

Les sondés approuvent respectivement à 70 % et à 67 %. «Je n'ai pas envie de faire de l'islam un sujet de fixation de la société française», a pourtant affirmé le premier ministre, le 27 mai, sur BFM-TV.

Fin avril, les Français sont questionnés à propos des «phénomènes d'hostilité». Pour la première fois, aux côtés de faits documentés comme le «racisme», l'«antisémitisme» ou l'«islamophobie», figure le «racisme anti-Blancs».

Une notion popularisée au début des années 2000 par les Jeunesse identitaires et Jean-Marie Le Pen. Les sondages hebdomadaires servent aussi à tester la popularité des annonces, avant leur introduction dans le débat public. Lors de son passage à Matignon, Gabriel Attal, grand consommateur de ce type de questions, avait fait évaluer les idées visant à «légaliser la castration chimique pour les personnes reconnues coupables d'acte de pédophilie», ou à «abaisser la majorité pénale de 18 ans à 16 ans».

Ces ballons d'essai ont été rapidement enterrés. «Il serait complètement hypocrite de dire que sentir l'opinion pour mettre en place des politiques publiques, ce n'est pas important, avance l'entourage de

**Fin avril, les Français sont questionnés à propos des «phénomènes d'hostilité», dont le «racisme anti-Blancs»**

Gabriel Attal, c'est important de sentir l'opinion, l'acceptabilité des Français, leurs préoccupations, mais cela reste un élément parmi d'autres de la prise de décision»

Les questions posées par les cabinets revêtent parfois des considérations très techniques, peu accessibles au grand public et qui font déjà l'objet d'un large consensus parmi les experts du sujet. Début 2024, Gabriel Attal teste la popularité de son «choc des savoirs», dont la création de «groupes à effectifs réduits par niveau au collège pour les cours de français ou de mathématiques». Le succès dans l'opinion est franc (autour de 80 %). Les experts et les personnels de terrain alertent pourtant depuis plusieurs mois sur les effets néfastes de ces groupes sur l'accroissement des inégalités.

#### Campagne électorale

Ce recours prospectif aux sondages resurgit sous François Bayrou dans le cadre de la préparation du budget 2026 et de ses 40 milliards d'euros d'économies annoncées. Préférez-vous «un ministre qui réalise des économies pour mener sa politique» ou «un ministre qui se bat pour obtenir plus de crédits/moyens pour mener sa politique?», s'enquiert le SIG auprès des sondés en janvier. Matignon évalue aussi des mesures d'austérité. Le 6 février, les Français sont consultés afin de désigner les ministères à préserver des coupes budgétaires. La justice, l'éducation et l'agriculture sont plébiscitées. Fin mars, le SIG interroge les Français sur leur soutien à l'aide au développement alors qu'elle est attaquée par l'eurodéputée Reconquête! Sarah Knafo ; 59 % des sondés sont favorables à son maintien. Mais une coupe drastique du budget 2025 de l'aide au développement est décidée (- 37 % par rapport à 2024).

Ce pilotage par les sondages devient plus problématique en période de campagne électorale. Si les questions sont moins nombreuses, les études continuent, quitte à déborder sur les thèmes de campagne. Pendant celle de la présidentielle de 2022, les Français seront ainsi testés sur la gratuité des frais d'inscription à l'université (21 janvier), puis par les équipes du candidat Emmanuel Macron deux semaines plus tard.

Après le second tour des législatives anticipées de 2024, des questions apparaissent sur les différents types de gouvernement souhaitables. Le 11 juillet, le service d'information du gouvernement demande aux Français s'ils souhaitent un gouvernement d'experts (64 % pour), une coalition allant du Parti socialiste aux Républicains (52 %), ou un gouvernement issu du Nouveau Front populaire (NFP, 33 %). De nombreuses mesures du programme NFP sont également testées, du blocage des prix à l'augmentation du smic en passant par le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune ou l'interdiction des lanceurs de balles de défense. La semaine suivante, l'IFOP demande aux sondés s'il faut exclure La France insoumise ou le Rassemblement national de l'élection du bureau de l'Assemblée, qui a lieu le 19 juillet. Loin de la «séparation des pouvoirs» brandie par le SIG.

**MARIAMA DARAMÉ, PIERRE JANUEL ET LAURA MOTET**



# Education : un plan réduit au minimum pour l'orientation

La ministre Elisabeth Borne a égrené, jeudi, les dispositifs existants qu'elle souhaite renforcer

**A**vec son plan consacré à l'orientation, présenté jeudi 5 juin dans un lycée d'Eure-et-Loir, Elisabeth Borne affiche sa priorité : l'accompagnement des élèves et des étudiants, souvent considéré comme le point faible des procédures existantes. La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche évoque à peine le rôle de Parcoursup, la plateforme d'admission postbac, source de stress et d'incompréhensions pour nombre d'élèves et leur famille. Le premier ministre, François Bayrou, en avait pourtant fait une « question » lors de sa déclaration de politique générale en janvier. Contraintes budgétaires obligent, les vingt mesures présentées par l'ancienne première ministre sont essentiellement une synthèse ou une généralisation de dispositifs existants.

Les défaillances de la politique d'orientation s'étalent à longueur

de rapports depuis des années. Mardi 3 juin, la Défenseure des droits alertait encore sur les failles d'un système d'orientation « peu visible, morcelé et inégalaire ». Mme Borne reconnaît, dans un entretien au Figaro, jeudi, que ce sujet constitue « un des éléments centraux de reproduction des inégalités ». Aujourd'hui, neuf enfants de cadres sur dix s'orientent vers la voie générale, contre un sur deux parmi les enfants d'ouvriers. Et près d'un lycéen sur deux ne se sent pas bien accompagné.

Or, pour la ministre, « l'orientation, ça s'apprend et ça s'enseigne ». Elle veut faire du sujet un « fil rouge dès le collège ». A partir de la 5<sup>e</sup>, et jusqu'à la terminale, quatre demi-journées par an seront consacrées, dès la prochaine année scolaire, à cette « éducation à l'orientation ». Y seront rassemblées des initiatives existantes et disparates selon les établissements comme les visites d'entre-

prises, les forums des métiers et autres rencontres avec des professionnels. Les compétences acquises chaque année seront formalisées dans un « carnet de bord » sur la plateforme Avenir(s) de l'Onisep. Les cinquante-quatre heures annuelles consacrées à l'orientation prévues par la réforme du lycée en 2018 et jamais mises en œuvre tombent, elles, une nouvelle fois aux oubliettes.

## Réorientation de crédits

Pour renforcer cet accompagnement, Mme Borne mise sur la formation des professeurs principaux, à commencer par ceux des classes de 3<sup>e</sup>, qui seront tous formés une demi-journée à l'automne. Au lycée, une expérimentation doit être lancée pour permettre à un enseignant de devenir référent d'un groupe d'élèves qu'il suivra en 1<sup>re</sup> et en terminale.

Mme Borne ne tranche pas non plus sur la répartition des rôles, souvent source de tensions, entre l'Onisep et les régions, notamment sur le volet de l'information des élèves. La ministre adopte une voie médiane, s'appuyant sur la plateforme Avenir(s) développée par l'opérateur et qualifiée d'*«incontournable»* par la ministre, et signant une charte avec les régions pour préciser le rôle de chacun. Président socialiste de la région Centre-Val de Loire, François Bonneau plaide pour que les régions bénéficient d'une « reconnaissance mutuelle » afin de travailler plus étroitement « avec les principaux de collège, les familles, les enseignants ».

Pour faciliter la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur, deux mesures principales sont affichées : valoriser l'année de césure après le bac et doubler le nombre de formations « propé-

## De la 5<sup>e</sup> à la terminale, quatre demi-journées par an seront consacrées à l'éducation et à l'orientation

deutiques », sorte de remise à niveau avant d'intégrer le supérieur, d'ici à 2027.

Au sujet de la césure, dispositif qui prévoit une interruption d'un an maximum de la formation pour que l'étudiant fasse un stage ou un service civique, l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche est chargée de faire des propositions pour qu'un plus grand nombre d'étudiants s'y projettent. Mme Borne souhaite valoriser cette année avec des crédits de formation européens, les ECTS. Une pratique qui a déjà cours actuellement, les modalités de validation étant définies par l'équipe pédagogique de l'établissement.

Le nombre de formations dites « propédeutiques » telles que le dispositif « Paréo » (passeport pour réussir et s'orienter) doit passer de 22 à 45. « 86 % des étudiants de Paréo valident ensuite leur première année d'études supérieures », a souligné Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Dans au moins un établissement par académie, un BTS en trois ans est également annoncé à partir de la rentrée 2026, avec la création de quelque 5 000 places en « certificat de spécialisation » qui consiste en une année post-bac préalable avant d'intégrer un BTS. Quant aux bacheliers profes-

sionnels, des classes préparatoires ingénieur ou commerce en trois ans leur seront accessibles à la rentrée 2026, avec l'objectif d'au moins une classe de ce type par académie.

Le financement de ces mesures se fera essentiellement par réorientation de crédits, ont déclaré les ministres sans plus de précisions. Instaurer une année de propédeutique « coûte de l'argent et [ils] se mobilisent pour essayer de trouver quelques crédits supplémentaires pour encourager les universités à les mettre en place », a ajouté M. Baptiste.

Pour les syndicats enseignants, le compte n'y est pas. « On peut partager les objectifs et les ambitions, mais comment les mettre en œuvre sans moyens. Les redéploiements ne sont pas suffisants vu l'état global du système éducatif et universitaire », note Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT Education Formation Recherche publiques.

Pour la responsable syndicale, les universités vont « devoir arbitrer entre ouvrir une année de propédeutique ou une licence professorale des écoles ».

« Tout ça pour ça ! », lâche le SE-UNSA. « Ce ne sont pas quatre demi-journées qui vont régler le stress de l'orientation. Il faudrait y aller pas à pas, une heure par semaine ou tous les quinze jours », juge Jérôme Fournier, secrétaire national de ce syndicat. « Sans budget, ce n'est pas vraiment un plan orientation, plutôt une forme d'emballage de mesures existantes », estime pour sa part la secrétaire générale du SNES-FSU, Sophie Vénétitay, pour qui ces « déclarations d'intention » ne peuvent pas « casser le lien entre orientation et inégalités ». ■

SYLVIE LECHERBONNIER  
ET SOAZIG LE NEVÉ

## JUSTICE Plus de 66 000 auteurs de violences conjugales pris en charge entre 2021 et fin 2024

Plus de 66 000 auteurs de violences conjugales ont été suivis entre 2021 et fin 2024 dans des centres de prise en charge des auteurs de ces violences, selon un bilan rendu public vendredi 6 juin. Trente structures de ce type ont été créées depuis 2021 dans le cadre du Grenelle des violences conjugales. Elles visent à lutter contre la récidive et prévenir le passage à l'acte. « Les moyens actuels sont insuffisants pour prendre en charge l'ensemble des flux qui nous sont orientés. Donc, on priorise. » le suivi des personnes adressées par la justice, affirme Claire Haury, qui pilote la coordination des centres. – (AFP)

## Harcèlement à Ubisoft : jusqu'à trois ans de prison avec sursis requis

Le procureur du tribunal correctionnel de Bobigny a requis, jeudi, des peines allant jusqu'à trois ans de prison avec sursis et 45 000 euros d'amende contre les trois anciens hauts cadres d'Ubisoft, société de jeux vidéo, accusés d'avoir mené un harcèlement sexuel et moral systématique envers leurs employés. C'est envers Thomas François, ancien président du service éditorial de l'entreprise, que le représentant du parquet a été le plus sévère, le qualifiant de responsable d'*«un harcèlement particulièrement violent, intense, systématique, inscrit dans le temps, avec une multiplicité de victimes»*. Le tribunal devait rendre sa décision le 2 juillet. – (AFP)

## Gaza : le PNAT se saisit d'une première plainte pour complicité de génocide

L'information judiciaire vise des Franco-Israéliens suspectés d'entraver et d'appeler à intercepter les camions d'aide humanitaire

**I**l a fallu attendre près de huit mois, mais Marion Lafouge et Damia Taharraoui sont aujourd'hui satisfaites. Ces deux jeunes avocates parisIennes avaient déposé, en septembre 2024, une plainte contre X avec constitution de partie civile pour « complicité de génocide » et « incitation au génocide » à Gaza, visant plusieurs personnalités franco-israéliennes accusées de mener des actions d'entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire dans le territoire palestinien. Après un réquisitoire introductif favorable, une information judiciaire a été ouverte le 22 mai et confiée à deux juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris. La plainte a été déposée au nom de l'Union juive française pour la paix et d'une citoyenne franco-palestinienne, Mme S. E., affiliée à Urgence Palestine.

Le réquisitoire introductif du Parquet national antiterroriste, qui est également chargé des faits de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocides, estime qu'il existe « des indices graves et concordants d'avoir, sur le territoire d'Israël, d'Egypte et de Gaza, notamment aux postes-frontières de Nitzana et de Kerem Shalom, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et mai 2024, commis des faits de complicité de génocide, de provocation publique et directe au génocide suivie d'effet et de complicité de crimes de guerre ». L'ouverture de cette information judiciaire est la première en France – et, semble-t-il, en Europe, voire dans le monde dans le cadre de procédures nationales – à se référer à la qualification de génocide concernant Israël. Autre fait notable, la période de prévention débute dès janvier 2024.

## La plainte ne se fonde pas sur la compétence universelle, mais sur la nationalité des auteurs présumés des infractions

*« Nous sommes très satisfaites de ces réquisitions, qui ont été étendues aux crimes de guerre et qui reprennent nos éléments d'enquête, se félicite Mme Marion Lafouge. Dès que les juges auront reçu les parties civiles pour un premier rendez-vous [prévu avant la fin du mois de juin], nous serons en mesure de demander des actes d'enquête. »*

**« Mainmise du Hamas sur l'aide »** La plainte ne se fonde pas sur la compétence universelle, mais sur la nationalité des auteurs présumés des infractions, qui sont tous franco-israéliens. Rachel T., en particulier, joue un rôle actif de porte-parole du collectif Tzav 9, qui rassemble des familles d'otages, de soldats ou de colons et qui a organisé des actions d'entrave à l'acheminement de camions d'aide humanitaire entre janvier et mai 2024 par des sit-in, et même en s'en prenant physiquement aux chauffeurs et aux véhicules. Après avoir été inscrit sur une liste de sanctions américaines, Tzav 9 a mis ses activités en pause à partir de mai 2024.

Jointe par *Le Monde*, Rachel T. estime que « militer pour que l'aide humanitaire ne tombe pas

dans les mains d'une organisation terroriste telle que le Hamas n'est en aucun cas une complicité de génocide. La souffrance palestinienne de Gaza est le résultat direct de la mainmise du Hamas sur l'aide qu'ils pillent et revendent au marché noir ». Elle ajoute qu'« il n'y a pas de génocide à Gaza ».

Mais le collectif Tzav 9 a repris du service tout récemment avec la mise en place chaotique de distributions d'aide à Gaza par une société privée américaine. Nili K.-N., fondatrice de l'association Israel is Forever, qui avait invité le ministre d'extrême droite et suprémaciste israélien Bezalel Smotrich à Paris à l'automne 2024, est aussi visée par la plainte pour son rôle de levée de fonds et de relais des activités de Tzav 9, notamment sur la chaîne francophone i24, où intervient régulièrement l'historien Haïm B., visé par la plainte lui aussi. Sollicitées par *Le Monde*, Nili K.-N. et Haïm B. n'ont pas réagi.

*« Certaines de ces personnes viennent régulièrement en France et rien ne s'oppose à leur convocation par des juges, mais également par le Quai d'Orsay, puisque les appels à entraver l'aide humanitaire sont encore d'actualité et que la reconnaissance par la justice qu'un génocide est en cours entraîne une obligation d'agir pour l'exécutif afin de faire cesser ces entraves et ces incitations », souligne Mme Damia Taharraoui. Les deux avocates insistent sur le fait que rien de ce que contient la plainte n'est caché : « Tout a lieu au grand jour et nous n'avons travaillé que sur des sources ouvertes. » Les deux avocates espèrent que d'autres parties civiles se joindront à leur plainte ou que d'autres plaintes seront déposées. ■*

CHRISTOPHE AYAD

## Le Monde

## Abonnement Week-end + numérique

14 €90 /mois  
la première année



Chaque week-end : 2 quotidiens + tous les suppléments + M le magazine du Monde.  
L'accès à tous les contenus numériques sur le site et l'application.

Abonnez-vous en ligne : [abo.lemonde.fr/MWMPA](http://abo.lemonde.fr/MWMPA)

### Bulletin d'abonnement

à compléter et à renvoyer à : **Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9.**

**OUI je m'abonne un an et je règle par prélèvement automatique : 14,90 €/mois**

et je complète le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous.

Email : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

IMPORTANT : merci de préciser votre adresse e-mail afin de recevoir la confirmation de votre abonnement.

Je souhaite être informé par voie numérique des offres du Monde.  Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du Monde.

### MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société éditrice du Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Société éditrice du Monde. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence unique du mandat (RUM) \_\_\_\_\_

NOM DU TITULAIRE DU COMPTE  M.  Mme

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

### TYPE DE PAIEMENT PAIEMENT RÉPÉTITIF

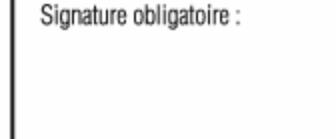
Fait à : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

### IDENTIFICATION DU COMPTE BANCAIRE

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire \_\_\_\_\_

BIC – Code international d'identification de votre banque \_\_\_\_\_

N'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) \_\_\_\_\_



Signature obligatoire :

ORGANISME CRÉANCIER

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE

ICIS : FR18ZZZ134031

67/69 Av. Pierre-Mendès-France

CS 11469 - 75707 PARIS CEDEX 13

Ne pas jeter sur la voie publique

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique et aux libertés, aux fichiers et aux libertés.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67/69 AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE - 75070 PARIS CEDEX 13 - 433 850 RCS Paris - Capital de 124 10 348,70 €. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2026. Tarif par débiteur. Au terme de la première année, votre abonnement se poursuivra et vous pourrez l'interrompre à tout moment. Les tarifs par débiteur sont à la page 4 de ce bulletin. En cas de non-respect de l'obligation de paiement, dans la limite des délais d'opposition et de réclamation, le créancier pourra détenir la totalité des sommes versées et les intérêts correspondants. Il pourra également exercer la recouvrement, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité. Le Monde - DPO - 67/69 Av. Pierre-Mendès-France - CS 11469 - 75707 PARIS CEDEX 13. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ou le site de la CNIL : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

# Attentat du Var : le suspect mis en examen

Christophe Belgembe reconnaît les faits, mais nie l'intention raciste et le caractère terroriste de son crime

**A**l'issue de quatre-vingt-seize heures de garde à vue, Christophe Belgembe, le suspect de l'assassinat du Tunisien Hichem Miraoui, le 31 mai, à Puget-sur-Argens (Var), a été mis en examen, jeudi 5 juin, pour « assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, en raison de la race, de l'ethnie, de la nation ou de la religion ».

Cette information judiciaire est la vingtième ouverte par le Parquet national antiterroriste (PNAT) depuis 2017 concernant des faits inspirés par les idées d'extrême droite, pour l'essentiel des projets d'attentats déjoués. Il s'agit en revanche du premier passage à l'acte – en l'occurrence un assassinat – en lien avec cette idéologie à être traité comme un attentat terroriste par la justice.

Dans un communiqué diffusé jeudi, le PNAT précise que Christophe Belgembe, 53 ans, a reconnu en garde à vue la matérialité des faits. Marié, sans enfant et sans emploi, il a en revanche contesté « toute motivation raciste » ainsi

que « toute intention terroriste ». Mais le PNAT relève qu'il avait diffusé avant sa virée meurtrière une vidéo sur Facebook dans laquelle il lançait : « Français (...) réveillez-vous, allez les chercher là où ils sont », faisait « allégeance au bleu blanc rouge » et annonçait son intention de dire « stop aux islamiques » et de faire « un petit carton déjà rien qu'en sortant de chez [lui], tous les sans-papiers ».

#### Consommation d'alcool

Autant de propos de nature à caractériser, selon les magistrats, la motivation raciste de son acte, mais aussi la dimension terroriste des crimes pour lesquels il a été mis en examen. Le code pénal définit un acte terroriste comme étant de nature à « troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». En encourageant publiquement « son auditoire à d'autres passages à l'acte violents », écrit le PNAT, Christophe Belgembe est donc suspecté d'avoir voulu conférer à son passage à l'acte individuel une portée plus vaste de nature à « troubler l'ordre public par la « terreur ».



Le salon de coiffure où travaillait Hichem Miraoui, à Puget-sur-Argens (Var), le 3 juin. THÉO GIACOMETTI/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

L'enquête de flagrance, d'abord menée par la gendarmerie sous l'autorité du parquet de Draguignan, puis par la direction générale de la sécurité intérieure et la sous-direction antiterroriste sous la direction du PNAT, a permis de retracer le déroulement des faits. Christophe Belgembe a passé la journée du 31 mai avec sa femme et un couple d'amis, « journée au cours de laquelle une consommation d'alcool était relevée ». Après son interpellation, sept heures après les faits, il présentait encore

un taux de 0,08 milligramme d'alcool par litre d'air expiré.

Son épouse a raconté aux enquêteurs qu'une fois rentrés à leur domicile, son mari présentait un « état d'énervernement important ». Amateur de tir sportif, il avait sorti plusieurs armes et avait tiré une première fois dans l'appartement, sans viser personne. Il avait ensuite pris sa voiture et croisé la route d'un de ses voisins, Hichem Miraoui, sur lequel il a tiré à plusieurs reprises depuis son véhicule, selon ses propres déclarations. Hichem Miraoui a été tué de « multiples balles au niveau du thorax », précise le PNAT.

#### Plusieurs armes

A 22h26, les images de la vidéosurveillance révèlent qu'après avoir circulé dans la résidence, Christophe Belgembe stationne devant le logement d'un second voisin et tire à plusieurs reprises sur la baie vitrée avant de redémarrer. Quatre minutes plus tard, alors que deux occupants du logement sont sortis, il revient en voiture et tire à deux reprises dans

**L'examen psychiatrique n'a révélé « aucune pathologie ou anomalie mentale »**

leur direction. Un homme, né en 1990 en Turquie, dont le PNAT n'a pas précisé l'identité, est blessé par balle à la main.

Entre 22h30 et 5 heures du matin, Christophe Belgembe publie sur Facebook quatre nouvelles vidéos, que *Le Monde* a pu consulter. « Là, j'ai dégommé les deux, trois merdes qui étaient près de chez moi pour commencer, parce qu'il fallait les éliminer. (...) Dans le lot, je pense qu'il y en a un ou deux qui ont pas de papiers », lance-t-il. Critiquant « l'Etat », pas capable « de nous protéger » et « de les renvoyer chez eux », il dit également espérer que le Rassemblement national arrive au pouvoir et annonce son intention de mourir « pour la France ». ■

Christophe Belgembe n'a pas été au bout de ses intentions mortifères. Dimanche 1<sup>er</sup> juin, à 5h10, après avoir discuté avec le négociateur du GIGN, il a été interpellé à un barrage de gendarmerie. Dans son véhicule, les gendarmes ont trouvé deux armes de poing semi-automatiques et deux armes d'épaule, cinq chargeurs garnis de munitions et plus de 1000 munitions de divers calibres. A son domicile, une carabine et un pistolet équipé d'un silencieux ont été découverts. Toutes ces armes étaient détenues légalement.

L'examen psychiatrique réalisé en garde à vue n'a révélé « aucune pathologie ou anomalie mentale », précise le PNAT. L'exploitation par les enquêteurs de ses réseaux sociaux a en revanche mis en évidence de « très nombreuses publications » portant notamment sur « le terrorisme, les étrangers, l'islam, l'ultradroite ou ciblant les instances gouvernementales ». Après sa mise en examen, Christophe Belgembe a été placé en détention provisoire. ■

SOREN SEELOW

REVÉLEZ VOTRE SAVOIR-FAIRE  
**CANDIDATEZ**



MÉTIERS DE LA JOAILLERIE ET DE L'HORLOGERIE  
MÉTIERS DE LA VIGNE ET DU VIN  
MÉTIERS DE LA MODE  
MÉTIERS DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE FRANÇAIS  
MÉTIERS DU DESIGN ET DES ARTS DE LA TABLE

POUR PARTICIPER [PRIXDESARTISANES.ELLE.FR](http://PRIXDESARTISANES.ELLE.FR)

ELLE

ELLE

ELLE

LVMH

ARTISANS  
D'YVÉNIR

SAVOIR-  
FAIRE  
FRANÇAIS

france+tv

## Gérald Darmanin annonce la création d'un pôle antimafia en Corse

Cette structure, unique en France, regroupera les enquêtes sur les extorsions, le trafic de stupéfiants et les incendies criminels

**L**a politique est souvent adepte du temps court au détriment du temps long. Serait-elle, en Corse, enfin, en phase avec le sens de l'histoire ? Le ministre de la justice, Gérald Darmanin, en déplacement à Bastia, jeudi 5 juin, a annoncé la création d'un pôle antimafia. Une structure unique en France, a-t-il assuré, qui sera chargée d'enquêter sur les incendies criminels, les extorsions ou les trafics de stupéfiants sur l'île. Les règlements de comptes resteront dans le champ de compétence de la juridiction interrégionale spécialisée de Marseille, chargée de lutter contre le crime organisé.

Il ne s'agit pas d'une simple réorganisation administrative, a-t-il insisté. C'est une véritable offensive de l'Etat pour reconquérir un territoire perdu de la République au profit d'un phénomène mafieux qui a pris en otage une population et une économie. « C'est un message pour dire que l'Etat n'a pas peur de juger en Corse », a relevé le ministre, qui a souligné « le caractère singulier de l'île et le mal qui peut la ronger ».

S'il a acté l'installation, en Corse, de renforts au parquet comme au

siège, il est resté flou sur leur affectation : « 57 membres du ministère de la justice d'ici à 2027, dont 17 magistrats et des arrivées dès septembre (...) ainsi que des places supplémentaires de prison. » Enfin, il a tenu à rappeler que le « nouveau statut du repenti à l'italienne », adopté dans la loi sur le narcotrafic d'avril, permettait aux candidats d'échapper au « régime carcéral extrêmement difficile mis en place » contre le crime organisé.

Gérald Darmanin s'est en revanche peu épanché sur le choix du cadre juridique. Le gouvernement aurait pu opter pour la voie législative et un décret, il a préféré celle d'une circulaire, plus souple, mais moins contraignante et laissant la possibilité aux plus réticents dans l'institution de freiner les bouleversements en cours. Interrogée par *Le Monde*, la première présidente de la cour d'appel de Bastia, Hélène Davo, a écarté cette réserve et s'est félicitée de voir que « l'Etat était au rendez-vous ». « C'est un changement de paradigme, une réponse institutionnelle à l'emprise mafieuse », a-t-elle ajouté.

C'est de fait une avancée du discours des pouvoirs publics sur l'existence d'une mafia en France

et la nécessité d'y répondre. Pris isolément, ces incendies criminels, le trafic de stupéfiants ou les extorsions ne rendent pas compte du préjudice subi par la société corse. Mais, considérées comme différentes branches d'activité d'un même système criminel organisé, profitant aux mêmes personnes, alors la cohérence de cette nouvelle organisation de la justice prend tout son sens. Cette structure pourra s'appuyer sur les moyens techniques et humains du Parquet national anti-criminalité organisée : enquêteurs spécialisés, en particulier en matière financière, outils d'interception des communications cryptées et infiltrations des réseaux.

M. Darmanin a tenu sa promesse, le 27 février, devant l'Assemblée de Corse, de revenir avec des propositions concrètes. Il reste à espérer que cette réponse de l'Etat sera durable. Après l'assassinat du préfet de Corse Claude Erignac, début 1998, les administrations avaient été mobilisées. Fin 2000, la garde des sceaux Marylise Lebranchu avait lâché le dossier corse. L'île avait disparu de l'agenda national. ■

JACQUES FOLLOROU

# A Monaco, l'affaire Palmero prend de l'ampleur

## L'ancien homme de confiance du prince, Claude Palmero, au cœur de plusieurs enquêtes, multiplie les révélations

### ENQUÊTE

**L**a famille souveraine monégasque vit des heures noires et voit ses ennuis s'accumuler. La Commission européenne vient en effet de placer la Principauté sur la liste noire des pays qui ne satisfont pas les exigences de lutte contre le blanchiment et l'argent du terrorisme, et ce alors qu'Emmanuel Macron devait se rendre sur le Rocher, vendredi 7 et samedi 8 juin, pour une visite d'Etat – la première d'un président français depuis François Mitterrand, en 1984. Mais il y a encore plus gênant pour les Grimaldi.

En effet, ce qu'il convenait d'appeler jusqu'ici « l'affaire Palmero », du nom de l'ancien administrateur des biens princiers, prend des allures de « Monacogate ». Les récentes déclarations de ce même Claude Palmero à la police monégasque donnent une idée de la tempête à venir. A commencer par ces propos, datés du 5 février : « Son Altesse Sérénissime [le prince Albert II] voulait qu'il y ait le moins de traces écrites possibles, et que son patrimoine soit opaque. » Et l'expert-comptable de profession de fournir ensuite aux enquêteurs des documents à l'appui de ses accusations.

Avant d'être répudié au printemps 2023, cet homme austère de 68 ans a longtemps été le bras droit du prince Albert II. Curieuse ironie : c'est à l'instigation du souverain lui-même, signataire d'une myriade de plaintes à son encontre, que les policiers de la sûreté monégasque ont interrogé Palmero à de multiples reprises ces derniers mois. Au total, il a subi dix interrogatoires, dont six sous le régime de la garde à vue. Mais en engageant de telles poursuites, Albert a ouvert une boîte de Pandore : cet homme présent à ses côtés durant vingt ans connaît tous les secrets de la famille princière, en particulier ceux concernant les avoirs financiers, dont il avait la gestion.

#### Terrain très glissant

Pour prendre la mesure du conflit en cours, il faut revenir à juin 2023, et à l'éviction brutale de Claude Palmero, qui accuse le prince d'être sous la coupe du magnat monégasque de l'immobilier, Patrice Pastor. Visé par une première série de plaintes émanant du palais, notamment pour « abus de confiance », « vol » ou encore « prise illégale d'intérêts », l'ex-conseiller est en disgrâce. La fureur princière à son encontre est encore plus vive depuis la publication dans *Le Monde*, en janvier 2024, d'une série d'articles dévoilant le contenu des cahiers sur lesquels, en bon expert-comptable, Palmero reportait méticuleusement le contenu de chacun de ses tête-à-tête avec le prince Albert II.

Convaincu que l'ex-grand argentier de la Principauté est à l'origine de ces fuites – ce que ce dernier conteste –, le souverain dépose de nouvelles plaintes, notamment pour « violation du secret professionnel » et « atteinte à la vie privée et familiale ». Pour mener la riposte, il envoie au

front judiciaire le successeur de Claude Palmero à la tête de l'administration des biens princiers, Salim Zeghdar.

Face à des policiers de la Principauté bien embarrassés par la tournure prise par le dossier, M. Zeghdar met en cause Palmero, accusé d'avoir géré les biens de la famille princière – ceux d'Albert II, mais aussi de ses sœurs, Caroline et Stéphanie – dans la plus grande opacité, notamment en mettant à son nom les sociétés chargées de gérer la fortune familiale. « *M. Claude Palmero s'est mis en bénéficiaire économique sur tous les dossiers* », déclare Salim Zeghdar aux enquêteurs, avant de préciser que celui-ci n'avait « *jamais eu l'accord du prince pour faire cela. Et quand le prince l'a su, il assembla qu'on mette immédiatement fin à cette situation* ».

Entendue à son tour par la sûreté de Monaco, Penelope Lepenotdry, l'une des enquêteuses du cabinet d'audit Alvarez & Marsal, mandaté par le palais après le renvoi de Palmero, précise : « *En cas de décès soudain [d'Albert II], il n'y aurait eu aucun moyen de retracer le patrimoine du prince de manière exhaustive et sûrement de longues procédures pour récupérer les actifs*. »

C'est peu dire que ces déclarations, qu'il juge téléguidées par Albert II, ont irrité Palmero. « *SAS [Son Altesse Sérénissime] ne cherche qu'à me nuire et à me harceler* », lance-t-il devant les policiers, affirmant subir « *une iniquité de traitement* », qui se traduit par des « *plaintes absurdes et calomnieuses* ». Ainsi, s'agissant de celle déposée pour « *violation de la vie privée* » et « *violation du secret professionnel* », visant à la fois le contenu et la divulgation de ses fameux cahiers, Palmero rappelle qu'il était « *soumis à la confidentialité, mais pas au secret professionnel* ». « *Je n'ai pas remis mes cahiers [au Monde]* », affirme-t-il, ajoutant que ceux-ci « *n'ont pas été réalisés à l'insu* » du souverain. « *Confirmez-vous que ces cahiers contiennent des informations tenant de la vie privée de la famille princière ?* », insistent les policiers. « *Dès lors que je m'occupais de toutes les affaires de la famille princière, certains aspects étaient privés* », se défend l'expert-comptable.

Les enquêteurs monégasques évoluent sur un terrain très glissant. Palmero leur déclare par exemple, à propos du prince, qu'au printemps 2017 ce dernier lui avait demandé de s'« assurer que sa garçonne seraient bien prêts » car il s'apprêtait à s'y rendre. Dès février 2012, mandaté par Albert II pour lui trouver en toute confidentialité un pied-à-terre à l'abri des regards, Palmero avait

**Claude Palmero est soupçonné d'avoir mis au point un système de facturation de prestations fictives**

noté ceci dans l'un de ses cahiers : « *Appartement en ville à trouver pour SAS. J'en ai vu deux, mais qui n'étaient pas assez discrets* ».

#### Il avait confiance en moi

Afin de brouiller les pistes, le prince Albert aurait obtenu de Palmero qu'il soit le locataire officiel du logement en question. « *Cela atteste du caractère très particulier des missions qu'il me confiait* », précise-t-il à la sûreté. Et qu'il est donc aujourd'hui malvenu de dire que j'ai débordé du cadre de mes fonctions. Pensez-vous que c'est le travail d'un gestionnaire spécialisé dans le domaine financier de s'occuper de sa garçonne et de ce genre de choses ? » Mais alors, « pourquoi vous confier ces missions ? », l'interrogeant les enquêteurs. « *Il avait confiance en moi !* » s'exclame Palmero. Et à qui aurait-il pu s'adresser avec de telles demandes, à part moi ? »

L'expert-comptable fait notamment allusion à un autre cas sensible, celui de Nicole Coste. En 2003, Albert de Monaco a eu un enfant illégitime avec cette ancienne hôtesse de l'air. Selon Palmero, le prince « *savait bien qu'avec Thierry Lacoste [avocat et ami d'enfance d'Albert II, lui aussi répudié], nous avions géré Nicole Coste, la naissance et la reconnaissance d'Alexandre, son fils* ». A l'en croire, le souverain « *était fortement ennuyé et voulait réussir ces opérations sans que rien ne puisse se savoir, ce qui a été fait avec succès* ». Dans ses cahiers, Palmero évoquait cette ancienne liaison, entretenue financièrement par le prince, et dont il soulignait en tant que comptable « *les dépenses excessives* »...

Sur procès-verbal, l'expert-comptable va plus loin. Il assure que le prince lui avait ordonné de prendre en charge « *les salaires des employés* » mis au service de Mme Coste, domiciliée à Londres. Albert II, affirme-t-il, avait requis une nouvelle fois la plus grande discrétion. « *[Il] m'a demandé de gérer tout cela moi-même ! L'entrée sur le territoire britannique, l'hébergement, les licenciements...* » Il narre également les dessous de l'acquisition par ce même Albert, il y a une dizaine d'années, d'un superbe appartement londonien, sur Trevor Square, au bénéfice de Nicole Coste. Montant : 6,5 millions de livres sterling (8,5 millions d'euros). « *Pour que Charlène [son épouse] ne le sache pas, [Albert] a constitué un trust dont j'étais le trustee, ce qui signifie homme de confiance* », révèle Palmero. SAS a signé le trust lui-même et il a gardé comme trustee jusqu'en janvier 2025. Il me faisait donc confiance après mon éviction, et on ne fait pas confiance à un escroc ou un voleur. Cela détruit son argumentation. »

Si, comme l'affirme Claude Palmero, le prince Albert « *ne voulait pas que ses investissements soient connus* », ce dernier risque de tomber de haut. Car, sur procès-verbal, l'expert-comptable s'est montré précis. « *L'essentiel [du] patrimoine de la famille princière, avance-t-il, est logé dans des sociétés civiles qui remontent, au travers d'une chaîne comprenant*

#### « [Le prince Albert II] voulait que son patrimoine soit opaque »

CLAUDE PALMERO  
ancien administrateur des biens de la principauté

parfois des sociétés d'autres pays, à des sociétés panaméennes. (...) Chacun des membres détient sa propre société panaméenne. » Et de détailler les sociétés en question, et d'autres encore, créées aux îles Vierges, le tout au nom d'Albert, Caroline ou Stéphanie. Sans compter une structure, baptisée « Yonne », « détenue par Caroline et les enfants » qu'elle a eus avec Stefano Casiraghi. « *Les actions de toutes ces sociétés, sauf Yonne, étaient en Suisse dans un coffre de la banque Reyl* », a-t-il indiqué aux policiers.

#### Besoins d'espèces fréquentes

Soupçonné par les enquêteurs, sur la base de l'audit du cabinet Alvarez & Marsal, d'avoir mis au point « *un système de facturation de prestations fictives* (...) ayant permis de détourner des fonds au préjudice de la famille princière », Claude Palmero, ulcéré, évoque « *une colossale arnaque* ». Il dénonce au contraire « *les besoins d'espèces fréquentes* » du prince, ce cash qu'Albert II aurait utilisé pour « *régulariser divers problèmes* ».

mes, comme des rachats de photos compromettantes ».

Ses explications sur des opérations de surveillance, dont *Le Monde* avait révélé l'existence en janvier 2024, sont tout aussi embarrassantes pour le prince. En mars 2024, *Mediapart* avait même évoqué la découverte, dans le bureau de Claude Palmero, d'une liste de « *cibles* » à surveiller, parmi lesquelles des ministres, des conseillers du prince, des journalistes. Face aux policiers, l'expert-comptable a affirmé que certaines de ces opérations avaient été commanditées par le prince « *directement* », d'autres par lui-même lorsqu'il s'agissait de « *vérifier les antécédents des personnes* » avec lesquelles SAS était en relation, qu'il s'agisse de futurs employés du palais ou de personnes sollicitant une naturalisation. « *Il fallait savoir à qui nous avions affaire* », a résumé Palmero.

En retour, Salim Zeghdar l'accuse d'avoir créé une « *caisse noire* » destinée à « *payer des indics et des factures d'offices de renseignement* », le tout « *soi-disant à la demande du prince* ». « *Je n'aime pas les caisses noires et les services parallèles* », rétorque Palmero. A l'en croire, « *celui qui est en réalité fasciné par tout cela, c'est le prince lui-même. Pour preuve, au début de son règne, il a monté le Monaco Intelligent Service* ».

Dans le rapport du cabinet Alvarez & Marsal est également évoqué un système de fausses factures susceptibles d'avoir été émises par une société de sécurité intérieure.

GÉRARD DAVET  
ET FABRICE LHOMME

LE GRAND CONCERT D'ÉTÉ DE RADIO CLASSIQUE

20/21 JUIN 2025 À 20H00

AU

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

15 AVENUE MONTAIGNE - PARIS -

RADIO CLASSIQUE

Avec

L'Orchestre national d'Île-de-France

Marc Leroy-Calatayud | Direction

Angélique Boudeville | Soprano

Shani Diluka | Piano

Elias Moncado | Violon

Un concert animé par Jean-Michel Dhuez.

Réervation : 01 49 52 50 50  
theatrechampselysees.fr

Orchestre national d'Ile-de-France

### FAITS DIVERS

#### A Reims, au moins quatre morts dans un incendie d'immeuble

Un incendie à Reims (Marne) a coûté la vie à au moins quatre personnes, dont un enfant, dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 juin. L'incendie s'est déclaré vers 0h30 au quatrième étage d'une tour d'habitation. « *Le bilan définitif ne sera connu qu'à l'issue de la reconnaissance des dégâts* », a

affirmé, vendredi, la préfecture. Une enquête est en cours pour déterminer l'origine du drame. – (AFP)

#### JUSTICE

#### Tags antisémites : trois suspects serbes écroués, soupçons d'ingérence russe

Trois hommes de nationalité serbe ont été mis en examen et écroués à Paris, jeudi 5 juin. Ils sont suspectés d'avoir

dégradé plusieurs lieux juifs, dont deux synagogues, avec de la peinture verte, dans la nuit du samedi 31 mai au dimanche 1<sup>er</sup> juin, « *dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère* », selon une source judiciaire. Les enquêteurs suspectent la Russie d'avoir instigué ces actions. Ils avaient été interpellés, lundi 2 juin, dans les Alpes-Maritimes, alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le territoire. – (AFP)

# Automobile : la guerre chinoise des terres rares

Pékin a restreint les exportations d'aimants en terres rares, pénalisant les usines partout dans le monde

PÉKIN - correspondant

**I**l a fallu quelques semaines pour que le problème se matérialise sur les lignes de production. Imposées par la Chine début avril, les restrictions à l'exportation de certains métaux stratégiques, les terres rares dites «lourdes» et des aimants qui en sont dérivés, créent un goulot d'étranglement pour de nombreuses industries dans le monde qui ne peuvent s'en passer. Dans l'automobile, l'effet est déjà là.

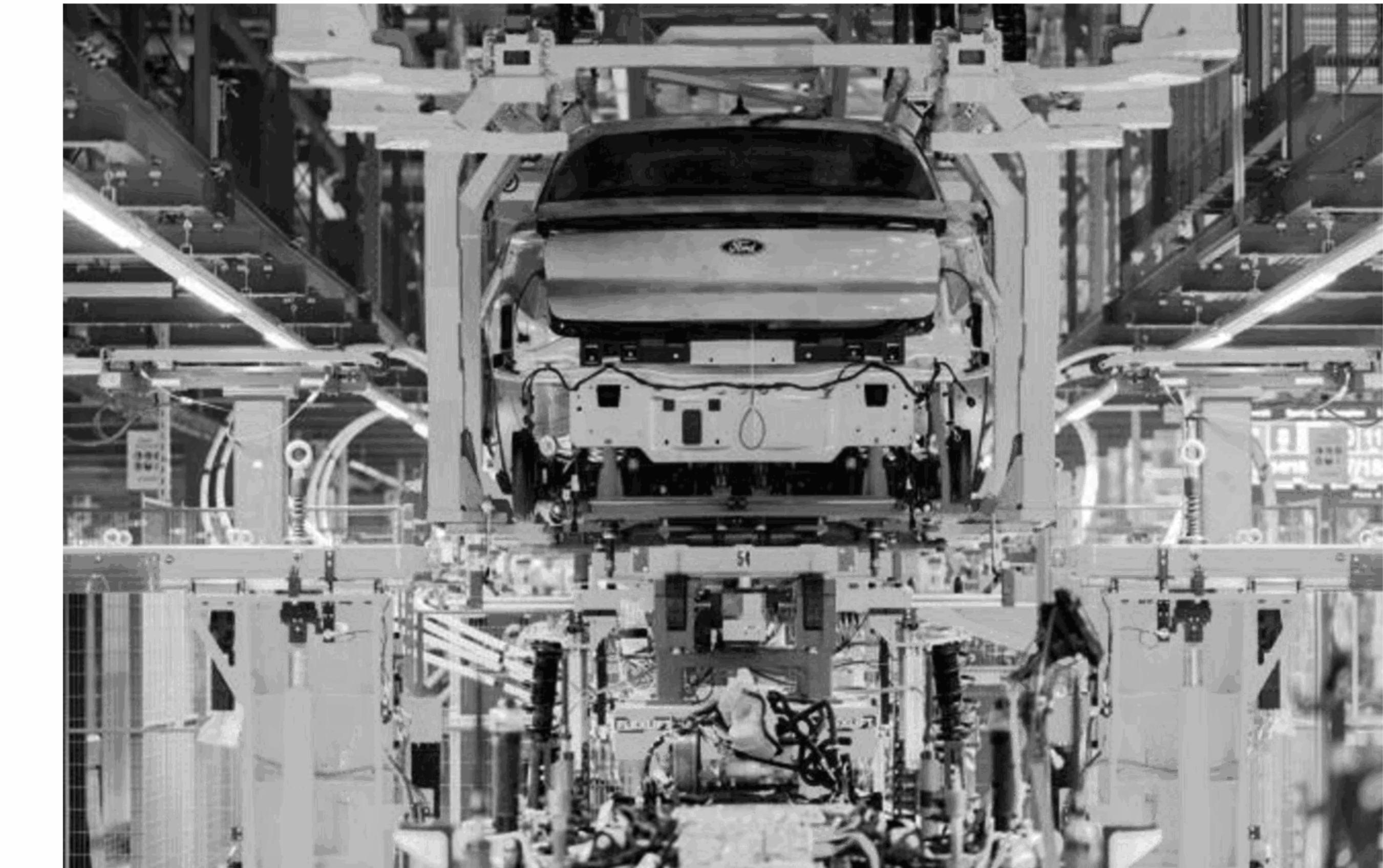
Le constructeur japonais Suzuki a dû suspendre, le 26 mai, la production d'un modèle, la Swift, évoquant le manque de certains composants – des dérivés de terres rares, selon le quotidien économique *Nikkei*. Fin mai, Ford avait arrêté durant une semaine la production de son 4x4 Explorer après l'épuisement du stock d'un fournisseur d'aimants faits à base d'alliages de terres rares, tandis que l'un des principaux constructeurs indiens, Bajaj, assure que, si rien ne change, la pénurie provoquée par la Chine va «lourdement impacter» sa production de véhicules électriques en juillet.

Mercredi 4 juin, l'industrie automobile européenne a également étalé son exposition au risque. Sans citer de cas, le lobby des fournisseurs automobiles européens, le Clepa, a affirmé que «ces restrictions ont conduit à la fermeture de plusieurs lignes de production et d'usines en Europe et que l'impact va aller croissant dans les prochaines semaines à mesure que les stocks se vident». BMW a confirmé que certains de ses fournisseurs étaient affectés. «Nous sommes passés en gestion de crise», dit Sylvain Broux, président du Comité de liaison des industries fournisseurs de l'automobile en France, quand Jean-Louis Pech, président de la Fédération des industries des équipements pour véhicules, fait état d'une «guerre économique dans laquelle l'Europe a aussi des arguments à faire valoir».

#### Situation alarmante

Après s'être entretenu, mardi 3 juin, à Paris avec le ministre du commerce chinois, Wang Wentao, le commissaire européen Maros Sefcovic, s'est, lui aussi, publiquement inquiété de ce blocage: «La situation est alarmante dans l'industrie automobile européenne, mais je dirais dans l'industrie tout court car clairement les terres rares et aimants permanents sont absolument essentiels dans la production industrielle.»

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine touche donc des industriels de pays tiers qui n'avaient rien à voir. Début avril, l'escalade des droits de douane



Un site de production de Ford, à Cologne (Allemagne), le 4 juin 2024. ROLF VENNENBERND/ZUMA-REA

## La Chine assure 90% de la production mondiale d'aimants

quant aux difficultés sur les produits de terres rares. »

Avec cette arme, la Chine montre aussi aux autres pays sa capacité de nuisance. Celle-ci est très forte: Pékin maîtrise environ 70 % de la production mondiale de terres rares et son monopole est encore plus net sur les terres rares lourdes: la Chine assure en effet 99 % de leur raffinage et 90 % de la production mondiale (à 200 000 tonnes) d'aimants permanents, constitués d'alliages métalliques et de terres rares. Leurs propriétés sont uniques. Ceux à base de fer et de néodyme – une terre rare – ont par exemple dix fois plus de force magnétique que ceux en ferrite au compte-gouttes. Les officiels chinois au niveau des provinces

biium, deux métaux de terres rares lourdes, ils résistent à la chaleur et assurent une longue durabilité de leur magnétisme – d'où leur nom d'aimants permanents.

Ces aimants sont aujourd'hui présents dans tous les aspects mécanisés ou technologiques de nos sociétés: grille-pain et micro-ondes, smartphones et écouteurs, éoliennes, imagerie médicale, systèmes de missiles... L'industrie automobile en est une grande consommatrice, ils sont nécessaires pour les enceintes, le mécanisme des essuie-glaces, le système de freinage, ou le réglage électrique des sièges et les moteurs, qu'ils soient électriques ou thermiques.

#### Flux tendus

Un peu partout dans le monde, beaucoup d'industriels ont cru que la Chine couperait l'approvisionnement à l'industrie de défense américaine, mais qu'ils seraient vite épargnés. Ils ont vite déchanté. Les autorisations d'exportation sont accordées au compte-gouttes. Les officiels chinois au niveau des provinces

semblent faire du zèle pour vérifier les dossiers avant de les approuver. Selon le Clepa, des centaines de demandes de licences d'export ont été déposées depuis avril, mais environ un quart seulement ont été approuvées. L'association dénonce des procédures opaques et différentes d'une région chinoise à l'autre, avec, parfois, des refus motivés pour des simples raisons de formalités.

La lenteur de la Chine à débloquer davantage les livraisons s'expliquerait par la crainte des officiels locaux d'être pris en faute par le pouvoir central. «Nous assistons à une surréaction de la bureaucratie chinoise dans laquelle chacun doit s'assurer que des terres rares ne vont pas partir sous son nez vers le complexe militaire américain», estime Thomas Kruemmer, rédacteur à Singapour de la newsletter «The Rare Earth Observer». Un argument balayé par un industriel européen en Chine qui a requis l'anonymat: «La très vaste majorité des terres rares qui partent vers l'Europe sont à usage indéniablement civil, donc il ne serait pas com-

pliqué d'accélérer, on ne me fera pas croire que ce n'est qu'un souci bureaucratique», fait-il valoir.

A la recherche de solutions, «certaines entreprises se tournent vers le Japon, qui a constitué des stocks stratégiques après des tensions avec la Chine en 2016, au cours de laquelle le prix de deux terres rares (deutérium et dysprosium) s'était envolé. Il est aussi envisageable d'acheter des pièces déjà assemblées pour contourner les licences», explique Alexandre Marian, consultant chez le cabinet AlixPartners, à Paris. Au risque d'aggraver les difficultés des équipementiers européens. Pour le consultant, l'industrie automobile est particulièrement touchée car elle fonctionne à flux tendus contrairement à l'aéronautique qui a davantage de stocks.

Pour la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui se rendra à Pékin en juillet, le dossier des terres rares et des aimants sera en haut de la pile des sujets à aborder. ■

SOPHIE FAY (À PARIS)  
ET HAROLD THIBAULT

## En France, 35 000 à 40 000 emplois menacés chez les sous-traitants

Faute d'imposer un taux minimal de pièces locales dans les véhicules européens, les fermetures d'usines risquent de s'accélérer

**L**e chiffre fait peur. Les principales fédérations professionnelles représentant les fournisseurs de l'industrie automobile ont commandé une étude au Groupe d'études et de recherche permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile (Gerpisa), établi à Saclay (Essonne). Dirigé par Tommaso Pardi, il a démarré par une enquête auprès des dirigeants du secteur.

En France, les 108 chefs d'entreprise interrogés sont clairs: compte tenu des exigences formulées par Renault et Stellantis, si rien ne change dans la réglementation européenne, 30 % à 50 % de la production française de com-

posants pour l'automobile va disparaître d'ici cinq ans. Au mieux, elle aura été transférée vers des pays moins chers, au pire, remplacée par des produits chinois. Conséquence immédiate: 35 000 à 40 000 emplois pourraient disparaître. La France est le pays le plus fragile en Europe, mais pas le seul.

Pour montrer l'urgence du problème, le Comité de liaison des industries fournisseurs de l'automobile (les équipementiers, la Fédération forge fonderie, celle des industries mécaniques, le Groupe plasturgie automobile, le centre pour la valorisation du caoutchouc Elanova) donne des exemples. Sylvain Broux, prési-

dent d'Elanova et PDG de Delmon Group (pièces en caoutchouc), parle franchement: «Nous avons une usine à Barcelone [en Espagne] où nous fournissons un équipementier qui fournit le grand constructeur local. Mon client m'a prévenu: si tu augmentes tes prix, je m'approvisionnerai en Chine. C'est ce qui s'est passé, nous fermions cette usine.» Le mouvement n'est pas nouveau. Chez Feu Vert, Norauto et autres prestataires, la moitié des pneus proposés à la vente sont chinois.

Son collègue, Wilfrid Boyault, directeur général de la Fédération forge fonderie, 36 000 salariés en France, rappelle que ses adhé-

rents pèsent 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires, la moitié provenant des commandes du secteur automobile. Et pour la seule activité forge, l'automobile représente 70 % des ventes.

#### Risques de rétorsion de Pékin

«Lorsque vous allez voir une banque ou un fonds d'investissement avec plus de la moitié de votre activité dans l'automobile, il est devenu très difficile de trouver des financements», dit M. Boyault. Or il en faut pour investir, moderniser et décarboner l'outil industriel, et rester dans la course.

Le Gerpisa détaille une solution: demander aux constructeurs qui

veulent vendre en Europe de respecter un minimum de contenu local, fixé à 80 % des pièces du véhicule, hors batteries. Ces dernières ne rentreraient dans le calcul que lorsque la maturité de la filière de production européenne le permettra. «Ce ne serait pas inflationniste, précise M. Pardi, les constructeurs qui produisent en Europe sont au-dessus de ce seuil.»

Pour lui, ce ne serait pas non plus antichinois, puisque les constructeurs de ce pays pourraient vendre en Europe en respectant cette condition. Pas antiaméricain non plus, puisque les Etats-Unis appliquent déjà cette règle au sein de l'Accord Canada - Etats-Unis -

Mexique. Et pas compliqué, techniquement, puisque des «règles d'origine» sont déjà utilisées dans le commerce international: «Si on exporte une voiture européenne au Japon, pour qu'elle bénéficie de l'accord de libre-échange et donc de droits de douane réduits, elle doit avoir 60 % de contenu européen», détaille M. Pardi.

Reste une question cruciale: celle du consensus, ou à tout le moins de la majorité, en Europe, pour parvenir à mettre en place un mécanisme de ce type, compte tenu des risques de rétorsion de Pékin. «Il n'y en a pas encore, mais cela change vite», dit M. Pardi. ■

S. FA

# L'inquiétante fringale de dette des grands pays

En 2024, les 38 pays de l'OCDE ont émis 15 700 milliards de dollars de dette. Un record absolu

**A**u rythme actuel, la dette des Etats-Unis va croître de 2 400 milliards de dollars (2100 milliards d'euros) au cours des dix prochaines années. D'ici à trois ans, son niveau devrait dépasser le record atteint au lendemain de la seconde guerre mondiale. En France, l'endettement public, actuellement à 116 % du produit intérieur brut (PIB), est à son plus haut historique hors périodes de guerre. Au Japon, il est du double, à 237 %.

Depuis la grande crise financière de 2008, et plus encore depuis la pandémie de Covid-19, le monde occidental ploie sous une montagne de dette publique qui n'en finit pas de grimper. Au point d'en arriver à un trop-plein ? Coup sur coup, deux événements au Japon et aux Etats-Unis ont inquiété les spécialistes. Lors d'émissions de dette, ces deux puissances ont dû faire face à un certain scepticisme des prêteurs. Rien de catastrophique, les gouvernements ont réussi à se financer, mais les grands investisseurs (fonds de pension, assureurs-vie...) se sont montrés moins intéressés que d'habitude. Même chose en Australie et en Corée du Sud.

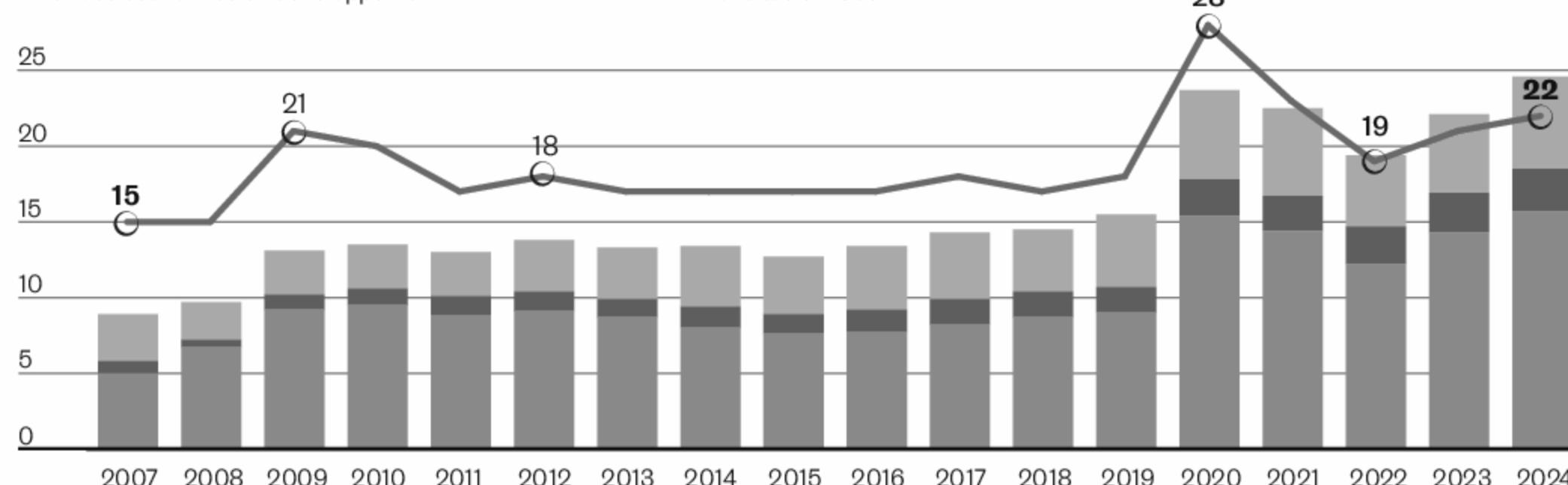
Résultat, les taux d'intérêt s'envolent à des niveaux que le monde n'avait pas connus depuis près de deux décennies. «La question n'est pas de savoir s'il y a trop de dette, mais quel est le prix que les marchés sont prêts à accepter pour l'acheter», explique George Cole, économiste à Goldman Sachs, une banque américaine. En clair, les Etats arriveront à se financer, mais à un coût qui risque de faire mal.

## On va avoir un krach

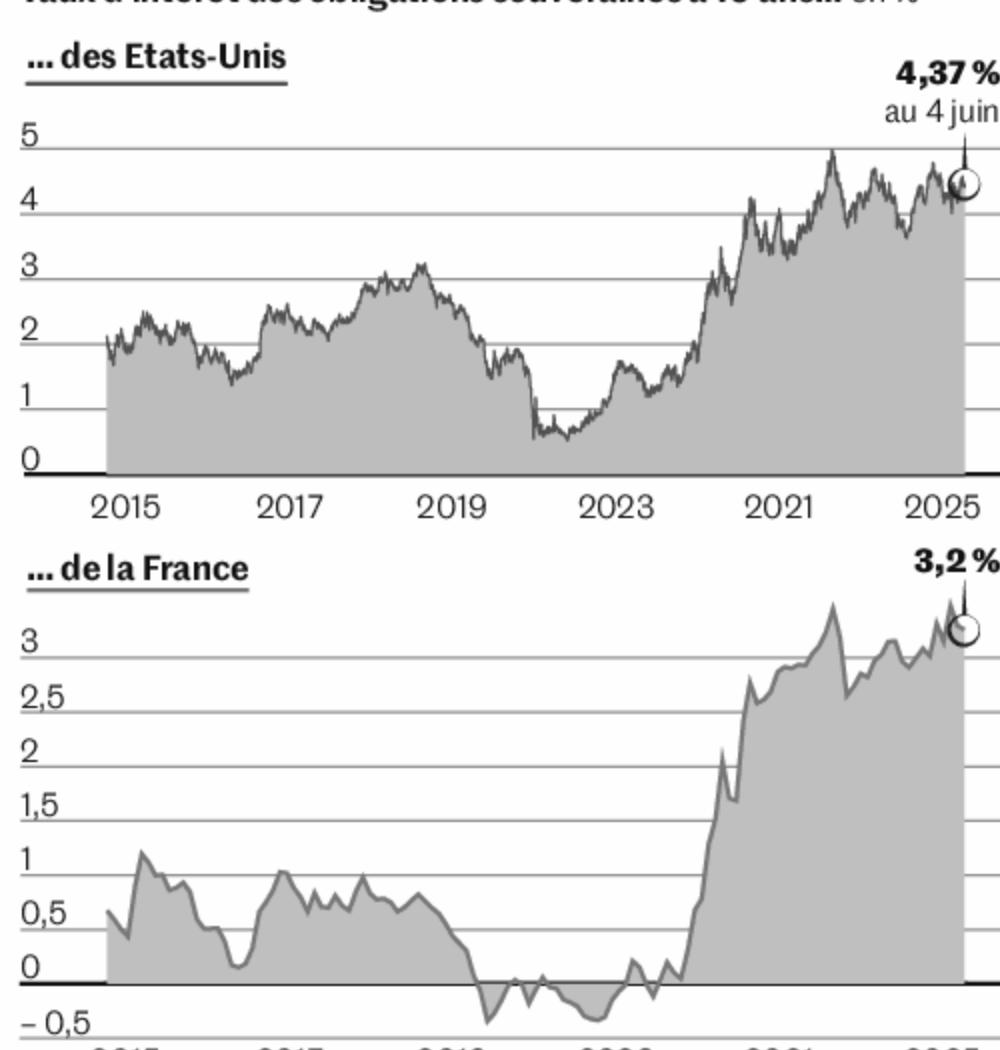
L'envolée des taux d'intérêt à travers le monde ces derniers mois est spectaculaire, particulièrement pour les emprunts les plus longs, sur trente ou quarante ans. Les taux américains à trente ans ont atteint 5 %, leur plus haut niveau depuis 2007. Au Japon, pays où les taux d'intérêt ont longtemps frôlé 0 %, ils ont atteint 3 % sur la même maturité. Au Royaume-Uni, ils ont dépassé brièvement 5,5 %, et il faut remonter aux années 1990 pour retrouver de tels niveaux. En France, toujours sur trente ans, ils ont excédé 4 %, leur record depuis 2012.

Même des marchés jusqu'ici extrêmement solides commencent à vaciller. Et notamment le plus gros de tous, celui des bons du Trésor américains, qui est, en principe, la valeur refuge par excellence. «On va voir un krach dans le

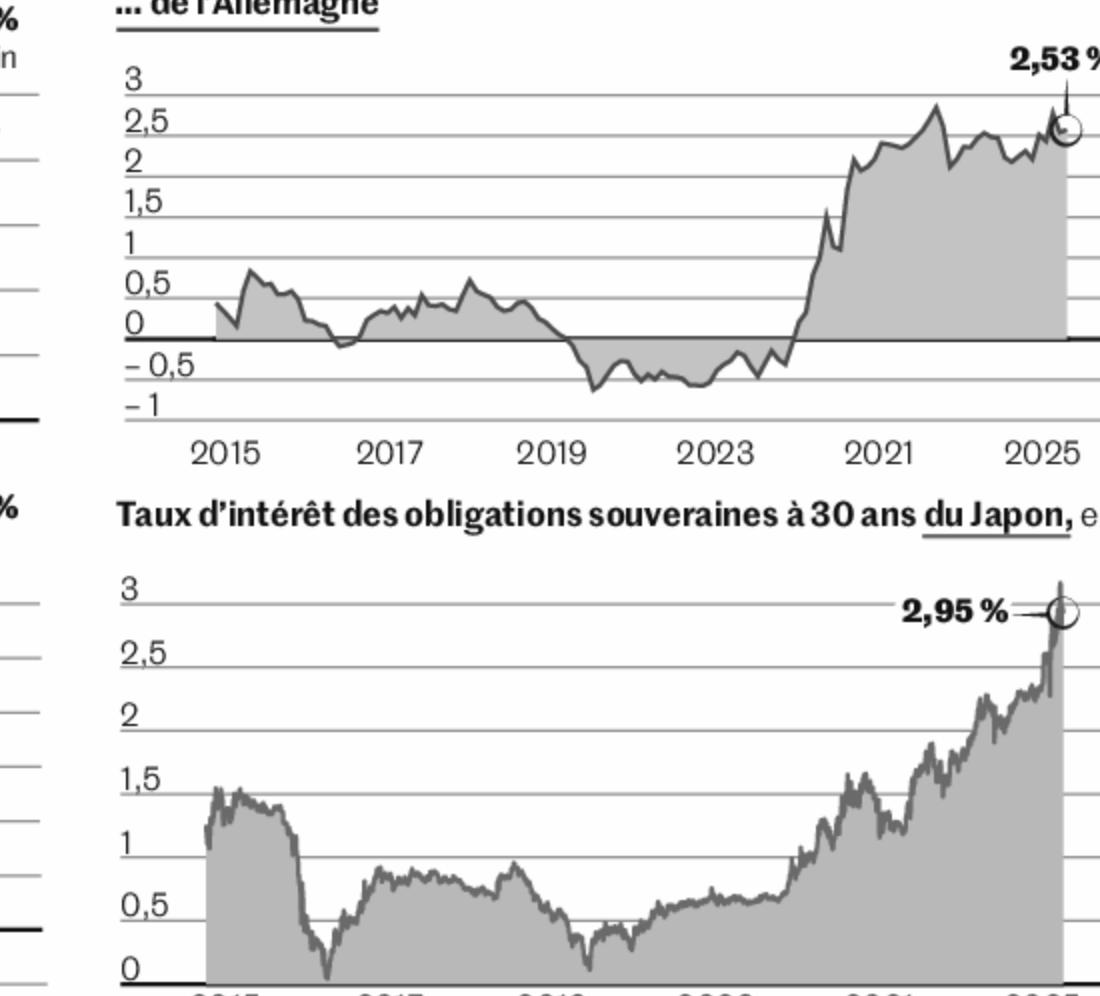
**Dettes émises par les entreprises et les Etats dans le monde**, en milliers de milliards de dollars américains



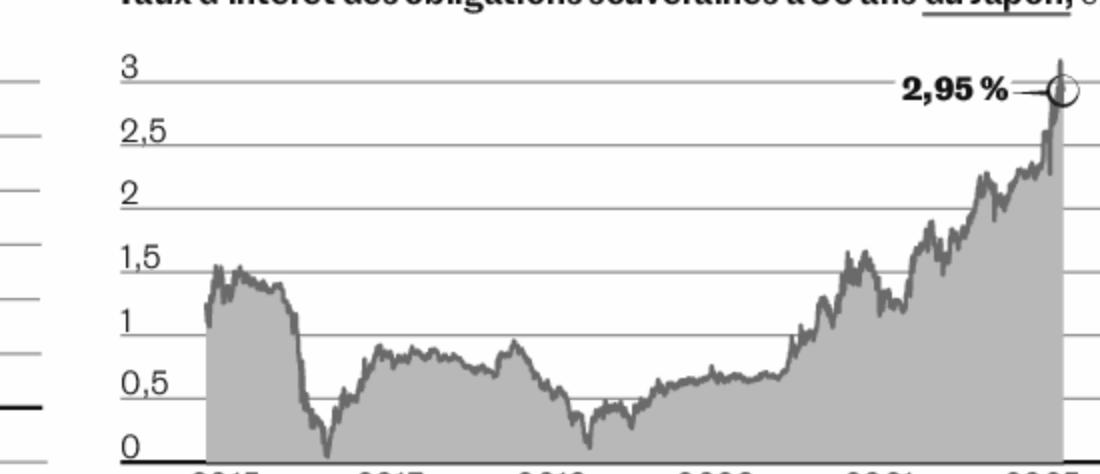
**Taux d'intérêt des obligations souveraines à 10 ans... en %**



**... de l'Allemagne**



**Taux d'intérêt des obligations souveraines à 30 ans du Japon, en %**



**Les investisseurs sont nettement moins intéressés par la dette de très long terme, plus risquée**

A cela s'ajoute le retrait des banques centrales. A partir de 2008, celles-ci étaient intervenues très activement sur les marchés, achetant à tour de bras des obligations pour tenter de faire baisser les taux d'intérêt. L'objectif, particulièrement au Japon et en zone euro, était de sortir du risque de déflation. Le grand retour de l'inflation en 2022, lors de la sortie de crise sanitaire et du début de la guerre en Ukraine, a mis fin à cette politique. Désormais, les banques centrales ont cessé d'acheter de la dette, et certaines se mettent même à en vendre activement.

## «Perte d'appétit»

Enfin, un phénomène purement financier mais essentiel vient compléter le retrait des acheteurs de dette : les fonds de pension et les assureurs-vie se retirent partiellement. L'explication vient encore une fois des banques centrales. Toujours pour lutter contre l'inflation, celles-ci, en plus de cesser leurs achats de dette, ont augmenté leurs taux d'intérêt directs, qui sont des taux de refinancement à court terme. La Banque centrale européenne a ainsi fait passer ses taux de -0,5 % en 2022 à 4 % en juin 2024, avant de les établir à 2 %. La Fed, aux Etats-Unis, est passée de 0 % en mars 2021 à 5,25 % en juillet 2024, avant de redescendre à 4,25 %.

Du coup, les investisseurs institutionnels peuvent acheter de la dette de court terme (allant de quelques mois à cinq ans), qui rapporte des rendements intéressants. Ils sont nettement moins intéressés par la dette de très long terme, plus risquée. «Il y a une perte d'appétit sur la partie longue de la dette», note Kevin Thozet, membre du comité d'investissement de Carmignac.

Déluge d'émissions de dette, méfiance dans les institutions américaines, fin de l'activisme des banques centrales, retrait des fonds de pension : «L'un dans l'autre, ça veut dire des taux d'intérêt plus élevés, pour plus longtemps», conclut M. Cole. Lentement mais inéluctablement, le poids du remboursement de la dette va continuer à croître. ■

ÉRIC ALBERT

marché obligataire [américain], prédit même Jamie Dimon, le patron de JP Morgan, la première banque des Etats-Unis. Cela va avoir lieu (...), je ne sais juste pas si ce sera dans six mois ou dans six ans. » Raphaël Gallardo, chef économiste à Carmignac, un gérant d'actifs français, tire, lui aussi, la sonnette d'alarme : «Les Etats-Unis sont dans l'irresponsabilité budgétaire. Il n'y a plus aucun garde-fou. On va vers 7 % de déficit.» Il épingle aussi la France, «dans une situation pas si différente», avec 5,4 % de déficit prévus en 2025.

Ces tensions sur les taux d'intérêt ont un impact direct sur le financement des Etats. Année après année, la charge des intérêts

de la dette augmente pour la plupart des pays occidentaux. En moyenne, entre 2015 et 2019, elle tournait autour de 2,7 % pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En 2023, elle était montée à 3 %, en 2024, elle était de 3,3 %. Désormais, la charge de la dette est quatre à cinq fois plus importante que les budgets consacrés à la culture, à l'environnement ou au logement, note l'OCDE. Elle est aussi une fois et demi plus que ce qui est dépensé dans la défense ou le maintien de l'ordre (police, justice...).

Au cœur de cette flambée des taux d'intérêt se trouve un déséquilibre entre l'offre et la de-

mande. D'un côté, les Etats s'endent plus que jamais. L'envolée a commencé au moment de la grande crise financière de 2008, puis s'est accentuée lors de la pandémie. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'elle ne s'est pas arrêtée quand la croissance est revenue. En 2024, les 38 pays de l'OCDE, qui regroupe les économies les plus riches, ont émis 15 700 milliards de dollars de dette, un record absolu. C'est même un triplement depuis 2007. Des déficits de 5 %, 6 %, voire 7 % du PIB sont devenus courants. «Ce qui est inhabituel est que les déficits sont restés élevés alors que [la crise est passée], le chômage est bas et la croissance est relativement robuste», souligne M. Cole.

De l'autre côté, face à cette avalanche de dette, les investisseurs commencent à devenir méfiants. S'ils continuent à prêter leur argent, ils demandent en échange un meilleur rendement. Les coups de boutoir du président américain, Donald Trump, contre l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed) participent à cette inquiétude générale autour des Etats-Unis. Les investisseurs font donc la seule chose logique : ils quittent partiellement les Etats-Unis, et choisissent d'aller vers le Japon ou l'Europe. Ils sont donc moins nombreux à acheter de la dette américaine, et ceux qui restent demandent en échange un meilleur rendement.

## En Europe, la fin de la baisse des taux d'intérêt se rapproche

Le taux d'intérêt directeur a été réduit d'un quart de point, à 2 %, mais le cycle monétaire « se termine », a répété la présidente de la BCE

**E**n langage de banquier central, cela s'appelle crier victoire. «La plupart des indicateurs suggèrent que l'inflation va se stabiliser autour de notre objectif de 2 %», a affirmé, jeudi 5 juin, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Dans ce monde financier extrêmement prudent, il est rare de prendre moins de précautions oratoires.

L'inflation, qui avait flambé à plus de 10 % en zone euro fin 2022, est désormais officiellement maîtrisée. En mai, elle était de 1,9 % sur les douze mois précédents. Même les tensions persistantes dans le secteur des services semblent refluer : la hausse des prix y est passée de 4 %, en avril, à 3,2 %, en mai. «L'inflation sous-jacente bouge à peine», note Mme Lagarde. Dans ces conditions, la BCE a an-

noncé, jeudi, sa huitième baisse de taux d'intérêt en un an, mais elle laisse entendre qu'elle s'apprête de la fin. Comme chaque fois, la réduction est d'un quart de point, désormais à 2 %. Depuis juin 2024, la baisse atteint donc un total de deux points.

### Incertitudes élevées

Mais ensuite ? «Nous arrivons à la fin d'un cycle monétaire», a répété Mme Lagarde à plusieurs reprises pendant sa conférence de presse. Est-ce un point final aux baisses des taux ? Elle refuse bien entendu de répondre. Chaque décision sera prise «réunion par réunion, en fonction des données économiques», comme elle le dit chaque fois. Elle se sait l'otage d'événements incontrôlables. Les discussions sur les droits de douane entre les Etats-Unis et

l'Union européenne ne sont pas finies, et qui sait à quel niveau elles se concluront ? Une crise financière, venant en particulier des Etats-Unis, n'est pas exclue. «Les incertitudes sont élevées», résume Mme Lagarde.

### Christine Lagarde s'engage à rester à son poste jusqu'à la fin de son mandat

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a tenté de mettre fin aux rumeurs : elle restera à son poste jusqu'à la fin de son mandat fin 2027. «Je suis déterminée à [le] terminer», a-t-elle dit. Ce démenti fait suite aux révélations de Klaus Schwab, le patron du World Economic Forum, qui organise le forum de Davos. Il a affirmé au *Financial Times*, fin mai, que Mme Lagarde avait accepté le principe de prendre sa succession, «au plus tard début 2027», dix mois avant la fin de son mandat à la BCE. M. Schwab explique l'avoir rencontrée à Francfort en avril pour en discuter. Même la future résidence de Mme Lagarde près du lac Léman avait été évoquée. Mme Lagarde n'a pas démenti la conversation, mais affirme «suivre son mandat (...) point final».

for Economics and Business Research, un cabinet de consultants en économie.

De fait, après la surchauffe des prix, l'institution monétaire fait désormais face à un problème inverse. Selon les projections de la BCE, l'inflation ne devrait être que de 1,6 % en 2026, avant de revenir à 2 % en 2027. Elle serait donc au-dessous de son objectif de 2 %. L'explication est avant tout une conjonction de deux phénomènes extérieurs, venant tous les deux du président américain, Donald Trump. Le premier est une forte hausse de l'euro, qui a gagné près de 10 % face au dollar. Cela baisse mécaniquement le prix des importations. Le second est la chute du baril de pétrole, passé de 80 à 65 dollars (de 70 à 55 euros environ) depuis le début de l'année.

Par ailleurs, l'économie de la zone euro reste médiocre. La croissance devrait avoisiner 0,9 % en 2025 et 1,1 % en 2026. Depuis les dernières projections de la BCE, en mars, les perspectives se sont dégradées. Mais, dans le même temps, l'économie au premier trimestre s'est révélée relativement robuste (croissance de 0,3 % en zone euro), les prêts aux entreprises augmentent, et le taux de chômage, à 6,2 %, reste au plus bas depuis la création de la monnaie unique.

Autant de raisons qui poussent la BCE à l'attentisme. Avec ses taux à 2 %, proches du «niveau neutre» (qui ne soutient pas, mais ne restreint pas non plus l'économie), l'institution s'estime à l'équilibre : «Nous sommes dans une bonne position pour faire face aux difficiles circonstances à venir.» ■

É. A.

# « Riks », le porte-voix de l'extrême droite suédoise

L'ESSOR DES MÉDIAS RÉACTIONNAIRES EN EUROPE 5/9 La chaîne YouTube, qui se dit indépendante, sert d'outil de propagande aux Démocrates de Suède

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

C'est un matin comme un autre, jeudi 15 mai, sur le plateau de « Riks », la chaîne suédoise d'extrême droite diffusée sur YouTube depuis un studio à Bromma, dans l'ouest de Stockholm. Assis sur un canapé, deux élus locaux du parti des Démocrates de Suède (SD, droite populiste) discutent de la crise de l'éolien – un marronnier pour la chaîne, qui ne jure que par le nucléaire. Puis, ils s'interrogent : pourquoi autant d'appartements fraîchement bâties restent-ils vides, quand tellement de gens cherchent à se loger ? Pour Elias Norgren, élu municipal à Västerås, la réponse est toute trouvée : « Les Suédois ne veulent pas de combattants de l'Etat islamique [organisation Etat islamique] comme voisins. Ils ne veulent pas de casards qui sèment le chaos. »

Ce genre de propos n'a rien d'inhabituel sur cette chaîne, lancée en novembre 2020 par le service de communication des SD, et qui compte aujourd'hui 148 000 abonnés. Officiellement, la rédaction de « Riks » et ses 11 salariés, dont aucun n'est journaliste, sont devenus indépendants de la formation d'extrême droite, à l'été 2023. En réalité, la chaîne continue de servir de mégaphone au parti, allié de la coalition gouvernementale de droite libérale conservatrice, depuis l'automne 2022.

« Avant sa formation, il existait déjà des médias d'extrême droite favorables aux Démocrates de Suède sur Internet, mais ceux-ci étaient jugés comme trop extrêmes

par le parti, qui ne voulait pas y être associé », explique le journaliste David Baas, auteur de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite suédoise. Mais, pour un tel projet, les SD ont besoin d'argent et de compétences. Finalement, « Riks » verra le jour onze ans après l'entrée du parti au Parlement.

Au début, précise Max Vesterlund Karlsson, journaliste au quotidien national *Dagens ETC*, classé à gauche, qui suit la chaîne depuis sa création, « l'idée était de faire un média de masse, qui engendrerait des clics et du contenu viral, attirerait des abonnés et permettrait de recruter de nouveaux militants ». Ce ne sera jamais le cas. La fonction de la chaîne change alors, constate le journaliste : « Son rôle est de fixer les éléments de langage, pour ceux qui la regardent, en adéquation avec le parti. Elle permet aussi à ses responsables d'éviter les autres médias, qu'ils accusent de les traiter injustement, en sachant qu'ils n'auront jamais à subir des questions critiques sur "Riks". »

#### Cordon sanitaire rompu

En septembre 2022, les élections législatives marquent un tournant. Avec 20,5 % des voix, la formation, arrivée deuxième derrière les Sociaux-démocrates, s'impose comme un allié incontournable pour la droite libérale conservatrice, qui s'empresse de négocier un accord de coalition avec son chef de file, Jimmie Åkesson. Le cordon sanitaire est rompu. Sur « Riks », les responsables du parti expliquent les décisions du gouvernement, après avoir participé aux conférences de presse avec les ministres.

#### « Riks » s'attaque aux médias de service public et semble obsédé par l'idée d'une « guerre culturelle »

Mais les critiques se multiplient contre la chaîne, qui pousse les limites toujours plus loin. Juste avant les élections, « Riks » avait été mise en cause après l'arrestation d'un homme accusé du meurtre d'une psychologue et qui prévoyait d'assassiner la leader du parti centriste, Annie Lööf. La chaîne avait rebaptisé celle-ci « Sharia-Annie » et publié des dizaines de contenus dénigrant la seule leader de droite qui refusait de s'allier avec l'extrême droite. En juin 2023, les SD annoncent qu'ils se séparent de la chaîne, rachetée par Jacob Hagnell. En 2015, ce membre du parti populiste avait dû démissionner de ses fonctions de conseiller municipal et régional à Stockholm après avoir tenu des propos xénophobes sur le média en ligne d'extrême droite *Fria Tider*. Mais il avait continué à travailler pour les SD. La séparation, cependant, n'est qu'une façade. « Le parti est le seul financeur de "Riks" et son seul client », assure M. Karlsson. Quant au service de communication des SD, il est installé dans le même bâtiment que la chaîne : « Une seule porte les sépare, et rien n'est diffusé sans l'accord de Joakim Wallerstein, le directeur

du service de communication », poursuit le journaliste. Avant d'y être embauchés, la plupart des collaborateurs de « Riks » ont été actifs au sein du parti.

Le sujet de prédilection de la chaîne est l'immigration. « Les immigrés y sont systématiquement présentés sous le prisme de la criminalité, ou comme des parasites pour la société », observe M. Baas. « Riks » s'attaque aussi aux médias de service public et semble obsédé par l'idée d'une « guerre culturelle ». Enquêteur pour la fondation antiraciste Expo et pour son magazine trimestriel du même nom, Jonathan Leman y observe la percée d'un « discours ethnonationaliste », avec lequel les SD avaient pourtant rompu il y a plus d'une décennie, mais qui commence à refaire surface au sein du parti, depuis septembre 2022 et l'alliance avec la coalition au pouvoir. Y sont invitées des personnalités ayant des liens avec la mouvance identitaire ou des formations néonazies, sans que cela ne produise le moindre débat en Suède.

L'impact de la chaîne sur le débat public est difficile à évaluer. Mais, pour M. Karlsson, il est bien réel : « Des élus reprennent les idées discutées sur "Riks", et le parti partage des vidéos de la chaîne, sur ses comptes sociaux, en atténuant souvent le message, le faisant passer pour équilibré à côté de ce qui est dit sur "Riks". » L'agenda de la chaîne, désormais : porter les SD au gouvernement, en 2026, en multipliant les attaques contre ses partenaires de la coalition libérale conservatrice, ce que le parti ne peut pas faire publiquement. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

# Le français Rivolier reprend le fabricant d'armes Verney-Carron

Avec ce rapprochement, le groupe veut relancer l'industrie de défense stéphanoise

**A**maud Van Robais, le PDG du groupe familial Rivolier, met enfin la main sur Verney-Carron. Le 4 juin, le tribunal de commerce de Saint-Etienne a confié à sa société la reprise du dernier fabricant français d'armes de petit calibre, en redressement judiciaire depuis février. Une première tentative, en 2022, avait échoué : le tribunal de commerce avait choisi Cybergun. Le dirigeant n'avait jamais réussi à convaincre la famille Verney-Carron de rapprocher ces deux entreprises, nées au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans la région de Saint-Etienne, ancien bastion des manufactures d'armes.

« Cette reprise concrétise les liens qui unissent les deux entreprises depuis des années », dit M. Van Robais.

Ensemble, elles avaient gagné, en 1995, le contrat de fourniture du Flash-Ball, un lanceur de balle de défense fabriqué par Verney-Carron pour le ministère de l'intérieur, avant de le perdre en 2019. Une arme toujours vendue aux polices municipales. Les sociétés ont aussi signé, en 2024, un contrat pour la fourniture de 3 000 lanceurs de balles de défense Cobra pour les forces de l'ordre. Cent cinquante exemplaires ont été livrés au ministère de l'intérieur, mais Verney-Carron n'avait plus les moyens de poursuivre la production. « Celle-ci a repris dès le 5 juin », selon M. Van Robais. Deux millions d'euros seront rapidement réinjectés pour relancer l'outil industriel. Cinquante-cinq des 67 salariés de la manufacture d'armes seront repris.

Rivolier a « une très bonne connaissance de la société » et a « des commandes en attente de fabrication pour des volumes importants ». ■

OLIVIER PINAUD

# L'indemnisation des passagers en cas de retard d'avion va baisser en Europe

Les pays membres se sont entendus sur le sujet. Le Parlement doit encore se prononcer

BRUXELLES - bureau européen

Une fois n'est pas coutume, les Vingt-Sept se sont entendus, jeudi 5 juin, sur l'indemnisation en cas de retard d'avion ou d'annulation de leur vol. Le sujet est à haut risque politique, tant il est grand public. Il a aussi de lourdes implications économiques pour les compagnies aériennes. Il est tellement inflammable que les pays membres auront mis plus de dix ans pour s'entendre. Et il s'en est fallu de peu que la réunion des ministres des transports, qui se tenait jeudi à Luxembourg, vire au fiasco.

Aujourd'hui, dès qu'un vol a au moins trois heures de retard, les passagers peuvent se faire indemniser jusqu'à 600 euros. Dans la pratique, les transporteurs informent rarement leurs clients de leurs droits, se reposant sur un règlement communautaire, qui date de 2004 et que les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (UE) ont précisément fait. Un maquis juridique sur lequel ont prospéré les agences de recouvrement.

Les Etats membres ont relevé ces seuils. A l'avenir, il faudra plus de quatre heures de retard pour toucher une compensation financière de 300 euros sur un trajet intra-européen. Si le voyage dépasse les 3 500 kilomètres, les indemnités monteront à 500 euros et seront exigibles au-delà de six

heures de retard. Les vols à destination des territoires d'outre-mer sont traités comme des vols intrasympathiques, mais leur retard donne lieu à la compensation prévue pour les long-courriers.

Ces règles s'appliqueront aux compagnies européennes. Leurs concurrentes internationales ne sont finalement concernées que pour les vols au départ de l'Europe. Au-delà de la pression imaginable des Etats-Unis, de la Chine ou des pays du Golfe, « les Allemands ne souhaitaient pas pénaliser Turkish Airlines, qui assure une large part de la connectivité chez eux », commente une source.

#### « Démantèlement ciblé »

Ces nouvelles conditions « signifient une moindre protection des consommateurs », déplore Patrick Schnieder, le ministre des transports allemand, alors que Berlin s'est battu pour conserver le seuil de déclenchement des trois heures. Sur la même position, l'Espagne a, néanmoins, obtenu gain de cause sur une vieille revendication que l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE a longtemps empêchée : même si cela n'a pas grande chose à voir avec l'objet du texte, celui-ci mentionne que le jour où Madrid obtiendra le contrôle de l'aéroport de Gibraltar, ce point sera publié au *Journal officiel*.

Dans la dernière ligne droite, certains pays ont rallié le camp du oui, emmené par la France. No-

tamment la Belgique, qui s'est félicitée qu'en fine les Vingt-Sept demandent aux compagnies, en cas de retard, d'informer « automatiquement » les passagers de leurs droits. Auparavant, la Commission devra néanmoins se livrer à une « étude d'impact » pour en évaluer la faisabilité. « Si l'on automatise, 100 % des passagers demanderont une indemnité en cas de retard, contre 30 % aujourd'hui », explique un diplomate européen sous le couvert de l'anonymat et cela pourrait coûter très cher aux transporteurs.

Ces nouvelles règles sont « alignées » sur les intérêts des compagnies aériennes, accusait, fin mai, la ministre chargée de la protection des consommateurs allemande, Stefanie Hubig. Les associations de consommateurs sont aussi très critiques, tout comme les agences de recouvrement, dont le modèle est menacé par l'accord. « C'est un démantèlement ciblé et massif des droits des passagers », dénonce Jan-Fredrik Arnold, PDG de Flightright. Si cette version révisée devait entrer en vigueur, jusqu'à 60 % des cas d'indemnisation actuels disparaîtraient. ■

« Il nous fallait trouver un équilibre entre la stabilité financière des compagnies aériennes et de fortes protections pour les passagers », argue le commissaire aux transports européen, Apostolos Tzitzikostas. De fait, le système actuel coûte cher aux compagnies

aériennes, de 2 % à 4 % de leur chiffre d'affaires. Pour des groupes comme Air France, qui fait partie des mauvais élèves en matière de ponctualité en Europe et dont la situation financière n'est pas toujours florissante, l'enjeu est réel.

La France et ses alliés se défendent d'avoir œuvré dans l'intérêt exclusif du secteur aérien, qui, d'ailleurs, réclamait des retards plus longs pour le déclenchement des droits à compensation que ceux agréés. Ils font valoir qu'aujourd'hui les compagnies préfèrent souvent annuler des vols, quand ils sont trop en retard. En leur laissant plus de temps, elles peuvent s'organiser, par exemple, pour préparer un nouvel avion, sans qu'à ce surcoût s'ajoute celui des indemnités.

« On crée 31 nouveaux droits pour les passagers », insiste le ministre français Philippe Tabarot, comme la possibilité de changer un nom sur un billet d'avion, l'interdiction d'annuler le vol retour d'une personne qui aurait raté son aller, la gratuité des petits bagages en cabine ou encore des protections pour les personnes handicapées.

Les nouvelles règles doivent être discutées avec le Parlement européen et la bataille s'annonce difficile. A n'en pas douter, compagnies aériennes, associations de consommateurs et autres agences de recouvrement essaieront de faire valoir leurs arguments. ■

VIRGINIE MALINGRE

C'est l'une des scènes cultes du film *Sacré Graal* (1975) des Monty Python. Le chevalier noir se bat contre le roi Arthur et ne cesse de l'invectiver même lorsque son adversaire lui coupe un bras, puis une jambe, jusqu'à le transformer en homme-tronc. Le chevalier noir, c'est Elon Musk qui s'est colleté verbalement, jeudi 5 juin, avec Donald Trump, alias le roi Arthur. Certes, l'intégrité physique du patron de Tesla et de SpaceX n'a pas été compromise, mais ses entreprises risquent de ne pas en sortir indemnes.

Cela faisait plusieurs jours qu'Elon Musk critiquait la « grande, belle loi » budgétaire du président républicain. Ce dernier a choisi de contre-attaquer jeudi. Et, aussitôt, le cours de Tesla est parti en torches. Dans la séance, l'action a perdu 14 %, effaçant 150 milliards de dollars (131 milliards d'euros) de valeur boursière. Tout un symbole, la capitalisation du constructeur automobile est passée sous la barre des 1 000 milliards de dollars.

Quand l'homme le plus riche du monde et le président américain avaient affiché leur complémenté, les investisseurs avaient misé sur Tesla en pensant que cette relation privilégiée allait bénéficier au constructeur. Mais ils craignent désormais que M. Musk perde sur les deux tableaux de bord : d'un côté, il a fait le « sale boulot » en supprimant les crédits aux programmes de lutte contre la pauvreté dans le monde, ce qui a terni son image et entraîné une chute des ventes de Tesla en particulier en Europe, et, de l'autre, il ne peut plus compter sur le soutien de son « ami » pour aplatis les obstacles réglementaires.

Jeudi, M. Trump a suggéré que c'était sa décision de mettre fin aux politiques en faveur des véhicules électriques qui avait provoqué la colère de M. Musk, ce que ce dernier a démenti. Le constructeur, surtout, dépend du feu vert des autorités sur le développement de la voiture autonome. Le cours de Tesla avait d'ailleurs grimpé ces dernières semaines, après l'annonce d'un test de robot-taxi à Austin (Texas).

Même SpaceX s'est retrouvé au milieu de la querelle. M. Trump ayant indiqué que « le plus simple » pour réduire le déficit était de supprimer les subventions versées à M. Musk, ce dernier a répliqué qu'il allait mettre à l'arrêt son vaisseau spatial Dragon, indispensable pour acheminer les astronautes à la Station spatiale internationale, avant de faire marche arrière. De quoi rappeler, au moment où une petite musique laisse entendre qu'un chef d'entreprise est le plus à même de diriger la France, que la politique et les affaires font rarement bon ménage. ■

#### PERTES & PROFITS

| ÉTATS-UNIS

PAR ISABELLE CHAPERON

# Les Monty Python à la Maison Blanche



Isabelle Chaperon est une journaliste française spécialisée dans l'actualité internationale. Elle travaille pour *Le Monde* et a couvert de nombreux événements politiques et diplomatiques à l'étranger.

# En crise, la filière cognac s'interroge sur son avenir

Les ventes aux Etats-Unis et en Chine reculent fortement à cause des taxes mises en place par les deux pays

**L**e compte à rebours est lancé et la pression monte dans la région de Cognac. La Chine a fixé au 5 juillet la date butoir pour appliquer définitivement des droits de douane compris entre 35 % et 39 % sur les importations de l'eau-de-vie charentaise, imposés temporairement depuis octobre 2024. Un coup très dur pour la filière. Ils s'ajouteraient à la taxation américaine frappant ce spiritueux français à ses frontières établies, depuis avril, à 10 %, un niveau qui pourrait être revu à la hausse si les négociations commerciales entre les Washington et Bruxelles, dont la date limite a été fixée au 9 juillet par Donald Trump, échouaient ou s'avéraient défavorables au secteur. Prise dans ce double état, la filière traverse une crise profonde et s'interroge sur son avenir.

«*J'ai le sentiment qu'en France, on n'est pas pleinement conscient du problème : 80 % des ventes de cognac dans le monde sont réalisées en Chine et aux Etats-Unis*», a dit Bernard Arnault, lors de son audition devant le Sénat, le 21 mai, évoquant un «*risque majeur*». Le patron du groupe de luxe LVMH, propriétaire de la marque Hennessy, leader incontesté du marché, a ajouté que, dans un scénario du pire, «*avec une augmentation des droits de douane d'environ 40 % pour la Chine et l'absence d'accord avec les Etats-Unis, il y aurait des répercussions dramatiques sur la viticulture de la Charente, qui emploie environ 80 000 personnes*».

Les viticulteurs ressentent, en fait, les premiers effets du ralentissement du marché depuis plus de deux ans déjà. En 2022, alors que les ventes du spiritueux charpentais tutoyaient encore le record, atteint un an plus tôt, de 223 millions de bouteilles écoulées dans le monde entier, le rendement fixé par l'interprofession était de 14,7 hectolitres pur par hectare. Il est passé à 10,5 hectolitres en 2023, puis à 8,64 hectolitres en 2024. Soit une réduction de 40 % depuis 2022 pour s'adapter au brusque coup de frein de l'activité encaissé par les négociants.

«*Cette année, le rendement a été fixé en février, et non plus au plus*

*proche des vendanges, comme c'est le cas habituellement, pour répondre à la demande de la viticulture, désireuse de plus de visibilité. Il a encore été abaissé et fixé à 7,65 hectolitres d'alcool pur par hectare*», explique Anthony Brun, président de l'Union générale des viticulteurs pour l'AOP cognac (UGCV), soulignant «*que la situation pour la prochaine campagne s'est encore dégradée*». Il explique que des «*maisons de négoce activent des clauses contractuelles pour abaisser leur volume d'achat de 25 % à 45 % auprès des viticulteurs*».

Daniel Sauvaitre, arboriculteur et viticulteur en Charente, vient d'en faire l'expérience. «*La maison Martell m'a prévenu, à la mi-mai, d'une réduction de volume de mon contrat de 30 %, en faisant jouer des clauses de révision en cas de conjoncture difficile*», explique-t-il. L'UGCV veille à ce qu'il n'y ait pas de rupture abusive ou de baisse excessive des volumes contractés. Mais M. Arnault n'a pas hésité à brandir la menace au Sénat : «*Nous achetons de l'eau-de-vie à des petits producteurs et si la demande s'arrête, nous serons dans l'obligation d'arrêter d'acheter*».

**Le droit d'arracher des vignes**  
En parallèle, l'interprofession a validé, en décembre, un «*plan d'adaptation du vignoble*». Il donne le droit aux viticulteurs d'arracher des vignes pour concentrer un volume de production inchangé sur une surface réduite pour diminuer les coûts de production et d'améliorer la trésorerie. Sachant qu'ils gardent le droit de replanter plus tard, si besoin.

«*Il est trop tôt pour faire un premier bilan de ces arrachages*», souligne M. Brun. «*Je prévois d'arracher de 7 à 8 hectares en 2026, soit près de 10 % de mon vignoble*», envisage M. Sauvaitre. S'il explique que l'impact de la crise sur la viticulture est souvent décalé dans le temps du fait de la livraison des eaux-de-vie aux négociants après leur vieillissement, il met toutefois en exergue une conséquence très concrète de ce trou d'air : la chute du prix des vignes. «*Un hectare de vigne à Cognac a pu atteindre jusqu'à*

*60 000, voire 100 000 euros. Sans contrat, il ne vaut plus que le prix de la terre moins le coût de l'arrachage*», estime-t-il. Selon les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, le recul du prix moyen de 1 hectare de vigne pour la production d'eaux-de-vie, amorcé en 2023 (- 6,4 %) s'est accentué en 2024 (- 9,8 %). Il avoisine les 5100 euros.

Un renversement soudain de tendance qui a pris les maisons de cognac à contre-pied. Alors que, sous l'impulsion de la première d'entre elles, Hennessy, filiale du géant du luxe LVMH, mais aussi de Martell, propriété de Pernod Ricard et de Rémy Martin, marque emblématique de Rémy Cointreau, elles s'étaient fixé un objectif de 350 millions de bouteilles en 2025, elles ont, au contraire, subi un repli brutal de leurs ventes. Celles-ci sont, en effet, tombées à 165 millions de bouteilles en 2023, à cause du ralentissement des marchés américain et chinois.

## «80 % des ventes de cognac dans le monde sont réalisées en Chine et aux Etats-Unis»

BERNARD ARNAULT  
PDG de LVMH

Aux Etats-Unis, une euphorie post-Covid-19 a entraîné un surstockage dans les réseaux de distribution alors que les consommateurs, confrontés à l'inflation, ont effectué des arbitrages et opté pour des alcools moins onéreux, au moment où les marques de cognac continuaient à augmenter leurs prix. En Chine, face à une économie moins dynamique, les clients ont limité leurs dépenses. A ce contexte de consommation plus morose sont venues s'ajouter

les tensions géopolitiques. En janvier 2024, en représailles face à la décision bruxelloise de taxer les importations de voitures chinoises électriques en Europe, Pékin a ouvert une enquête antidumping sur les exportations européennes d'eaux-de-vie à base de vin, touchant essentiellement le cognac. Le bras de fer s'est traduit par la mise en place d'une taxation provisoire du cognac en octobre. L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche a ouvert un nouveau front, côté Etats-Unis.

**Salariés inquiets**  
Les maisons de cognac tentent de naviguer dans la tempête. Elles ont toutes changé de capitaine. L'ancien directeur financier de LVMH, Jean-Jacques Guiony, a repris les rênes de Moët Hennessy, pôle vins et spiritueux du groupe. Rémy Cointreau a sélectionné un spécialiste du luxe, Franck Marilly, comme directeur général. Il devra tracer une nouvelle feuille de

route, alors que le groupe de spiritueux familial vient de retirer ses objectifs 2029-2030. Quant à Pernod Ricard, il a confirmé le remplacement de son vice-président de l'activité cognac. Chaque groupe serre les coûts, même si les marges restent plantureuses. Les salariés sont donc inquiets. LVMH a annoncé un plan de suppression de 1200 postes chez Moët Hennessy, soit 12 % de ses effectifs, sans départ contraint. Rémy Cointreau a recours au chômage partiel. Et la Maison Camus a dû se résoudre à supprimer 35 des 96 postes de son site de Cognac.

«*Dans le meilleur des cas, si l'on trouve une solution avec la Chine et si les taxes américaines restent à 10 %, la situation devrait rester encore compliquée pendant deux à trois ans. Il faut régler le problème de la baisse de la consommation*», conclut Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac. ■

LAURENCE GIRARD

## Les vins et spiritueux de LVMH frappés de plein fouet

**LE GROUPE DE LUXE LVMH** peut s'enorgueillir de détenir de prestigieuses marques de vins et de spiritueux. Le cognac Hennessy, les champagnes Moët & Chandon, Veuve Clicquot, Krug ou Dom Pérignon sont les fleurons de ce pôle baptisé Moët Hennessy. De quoi asseoir sa position de numéro un du cognac et du champagne. Source de fierté, quand les flacons s'écoulent dans un flot continu, cette activité est devenue un foyer de tensions depuis que la crise du cognac et le trou d'air du champagne bousculent les prévisions.

Après un premier coup de frein en 2023, Moët Hennessy, dont le britannique Diageo, leader mondial des spiritueux, détient 34 %, a affiché, en 2024, un chiffre d'affaires de 5,9 milliards d'euros (- 11 %). Au premier trimestre 2025, la tendance s'est poursuivie avec une nouvelle baisse des ventes de 9 %, à 1,3 milliard d'euros.

**Changements de consommation**  
Le pôle vins et spiritueux peut sembler un poids léger dans le portefeuille du groupe dirigé par Bernard Arnault. Il ne pèse qu'environ 7 % des ventes totales, loin derrière le paquet de la mode et de la maroquinerie et distancé par la distribution, les montres et la joaillerie ou les parfums et cosmétiques. Mais sa part dans le résultat opérationnel est significative. Avec leur marge plantureuse,

cognac et champagne ne détonnent pas dans l'univers du luxe.

Toutefois, en 2024, le résultat opérationnel courant de Moët Hennessy a décroché de 36 %, passant de 2,1 milliards à 1,35 milliard d'euros. La filiale de LVMH a pris de plein fouet les changements de consommation aux Etats-Unis et en Chine. Outre-Atlantique, après l'euphorie postpandémie de Covid-19, les Américains ont été touchés par l'inflation. Ils ont arbitré et privilégié des alcools plus abordables. Or, les marques de cognac comme Hennessy continuaient à augmenter leurs prix. Prises à contre-pied, elles ont dû faire marche arrière et le marché a été déstabilisé. Le champagne a aussi perdu des bulles au profit du prosecco. En Chine, les clients sont aussi devenus moins dépensiers, alors que le moteur économique ralentit. A cela, viennent s'ajouter les menaces américaines de droits de douane pénalisants et les taxes que brandit Pékin sur le cognac.

L'ancien directeur financier de LVMH, Jean-Jacques Guiony, a été nommé PDG de Moët Hennessy, en février, pour en reprendre les rênes, en cette période agitée. En mai, il a annoncé un plan de 1200 suppressions de poste (12 % des effectifs de la filiale), sans départ contraint. L'heure n'est plus à l'expansion des vignobles mais à la réduction des coûts. ■



## ON NE RETIENT PAS LES SALARIÉS AVEC UNE MACHINE À CAFÉ.

Parce qu'il en faut plus pour fidéliser les collaborateurs,  
**Crédit Agricole présente La Banque des Ressources Humaines**

Dirigeants d'entreprise, découvrez la première solution sur-mesure

qui facilite, protège et améliore la vie de vos salariés :

- Épargne salariale et retraite collective<sup>(1)</sup>
- Titres-restaurants et autres avantages<sup>(2)</sup>
- Complémentaire Santé et Prévoyance<sup>(3)</sup>



ENTREPRISES

(1) Solutions proposées par Amundi Asset Management (SAS au capital de 1 143 615 555 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris) et Crédit Agricole Assurances Retraite (SA au capital social de 350 929 580 € - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des Assurances - Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 905 383 667 RCS Paris).

(2) Solutions proposées par Worklife (SAS et capital de 38 906 € - Siège social : 10, rue de la Vacquerie, 75011 Paris - 533 592 051 RCS Paris).

(3) Solutions assurées par PREDICA (S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €. Entreprise régie par le Code des assurances - Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 334 028 123 RCS Paris).

Renseignez-vous auprès de votre Caisse régionale pour connaître la disponibilité et les conditions des solutions de La Banque des Ressources Humaines.

06/2025 - Publié par Crédit Agricole S.A., agréé en tant qu'établissement de crédit - Siège social : 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex - Capital social : 9 123 093 081 € - 784 608 416 RCS Nanterre. ■

## Comment changer de plan épargne-retraite

Les PER de cinq ans et plus sont transférables sans frais. Faire jouer la concurrence s'impose

**L**es épargnantes qui ont ouvert, parfois trop vite, un plan d'épargne-retraite (PER) au cours des mois qui ont suivi le lancement de ce produit, en octobre 2019, ont désormais toute latitude pour faire jouer la concurrence et remplacer leur plan initial par une offre plus attractive.

En effet, la portabilité est forcément gratuite au bout de cinq ans, les compagnies n'étant pas autorisées à facturer de frais de transfert passée cette durée de détention (avant ces cinq années, ils sont plafonnés à 1%). « Les PER les plus récents sont souvent moins coûteux et plus riches en options de gestion que les premières générations de produits », confirme Patrick Thibierge, président de Meilleurtaux Placement. Quelques précautions d'usage s'imposent toutefois pour mener à bien cette opération.

La première chose à comprendre, c'est le caractère composite du PER. Devenu, en octobre 2020, le seul produit d'épargne spécifiquement ouvert à la commercialisation, ce plan se décline, sous un même intitulé, sous trois formes :

– Le PER individuel (PERin) est souscrit par l'épargnant auprès de sa banque, son assureur, un courtier, etc.

– Le PER collectif (PERcol) est mis en place par l'entreprise pour

le compte de ses salariés et alimenté par des primes d'intérêt-participation, etc.

– Le PER obligatoire (PERo), enfin, est à l'initiative de l'employeur pour certaines catégories de collaborateurs.

Pour être transférables entre eux, ces PER comportent trois « tiroirs », respectivement alloués à l'accueil des versements volontaires et individuels (déductibles du revenu imposable), des primes d'épargne salariale et des cotisations obligatoires du PERo. Le contenu de ces tiroirs peut être reversé dans le compartiment correspondant du nouveau PER, afin que l'épargne constituée continue de fructifier dans un seul silo.

### Départ de l'entreprise

« Un salarié qui quitte son entreprise et se retrouve avec un PERcol au rendement médiocre, plombé par des frais de gestion dont il doit désormais assumer seul la charge, peut avoir intérêt à ouvrir un PER individuel offrant un meilleur rapport rendement-coût dans la durée. L'épargne cumulée dans le PER collectif sera logée dans le compartiment 2 du PERin et grossira le capital retraite du souscripteur », illustre Olivier Rull, cofondateur de la fintech Caravel (Indexa Capital Group).

La manœuvre est aussi envisageable pour un salarié restant en poste au sein de son entreprise : il

### LE CHOIX DE LA NOUVELLE OFFRE DOIT SE FAIRE SUR LA BASE DE PLUSIEURS CRITÈRES : SUPPORTS D'INVESTISSEMENT VARIÉS, FRAIS RÉDUITS, RENDEMENT ATTRACTIF...

a la possibilité, tous les trois ans, de troquer son offre collective contre un plan individuel jugé plus performant. Pour le PERo, en revanche, le transfert exige que le salarié ait quitté l'entreprise. Quant aux mouvements entre PER individuels, ils sont libres.

Dans tous les cas de figure, le choix de la nouvelle offre doit se faire sur la base des critères convergents – « des frais réduits, un rendement attractif, y compris du fonds en euros accessible en gestion libre ou inclus dans des offres profilées, un large choix de supports d'investissement, des modes d'allocations d'actifs affinés enrichis d'options et de garanties adaptées à la situation de chacun, et bien sûr une interface digitale de qualité », synthétise M. Thibierge.

Comme nombre de ses pairs, ce dernier insiste sur l'impact que peuvent avoir les frais sur la rentabilité, donc la capitalisation finale, du PER. Des frais « d'autant plus pénalisants que le dénouement du plan sera lointain », souligne-t-il. Certes, les promoteurs de PER doivent publier sur leur site Internet un récapitulatif des différentes charges de leurs offres, qu'elles soient contractuelles (frais sur cotisations, de gestion annuelle, d'arbitrage) ou propres aux supports proposés.

Mais, aussi indispensables soient-elles, ces fiches normées indiquent des frais moyens par grandes classes d'actifs (actions, obligations, etc.). Elles ne per-

mettent pas toujours d'identifier le coût réel des fonds constitutifs des différentes formules de gestion proposées, notamment celles pilotées par horizon (sécurisées par l'assureur au fur et à mesure que l'échéance de la retraite approche), qui s'imposent par défaut dans leur version profilée équilibrée.

### Quinze jours de réflexion

« Les composants financiers et les frais associés à ces offres clé en main varient sensiblement d'un PER à l'autre et un examen de l'historique de performances est recommandé avant souscription », souligne Jean-Baptiste de Pascal, directeur général d'Inter Invest, l'un des rares acteurs du marché à proposer un PER individuel sous forme de compte-titres (les offres étant, pour l'essentiel, de nature assurantelle).

Son choix effectué, l'épargnant n'a plus qu'à franchir les dernières étapes du transfert. « Il faut d'abord souscrire le plan repéré, puis renseigner auprès du nouveau distributeur une demande de transfert, d'une dizaine de pages environ, qui, une fois signée manuellement et accompagnée d'une pièce d'identité, sera envoyée à la compagnie en charge du premier PER », explique Arthur Fleury, cofondateur de PERmuter, une plateforme dévolue à l'automatisation de ces opérations entre assureurs.

L'épargnant a quinze jours pour revenir sur sa décision, à compter de la notification du montant du transfert. La compagnie, elle, « dispose, à réception de la demande, d'un délai pour s'exécuter de deux mois pour un PER individuel et de trois mois pour un PER collectif. Au-delà, des intérêts commencent à courir, calculés sur le taux légal (7,21 % actuellement), majoré de moitié durant deux mois, puis doublé au-delà », précise M. Fleury. ■

LAURENCE DAVID

# 1 039 euros

C'est l'économie générée en dix ans par un plan d'épargne-retraite (PER) avec 0 % de frais sur versement et 0,5 % de frais de gestion annuels, comparé à une offre prélevant 3 % sur les cotisations et 1 % de frais de gestion, selon Meilleurtaux Placement. Le calcul se base sur un investissement initial unique de 10 000 euros et un rendement annuel moyen de 3 % (13 040 euros cumulés dans le premier cas, 12 001 euros dans l'autre). Sur vingt ans, le gain atteint 2 063 euros. Economie sur vingt ans si le PER rapporte 6 % : 3 677 euros (37 % du capital initial).

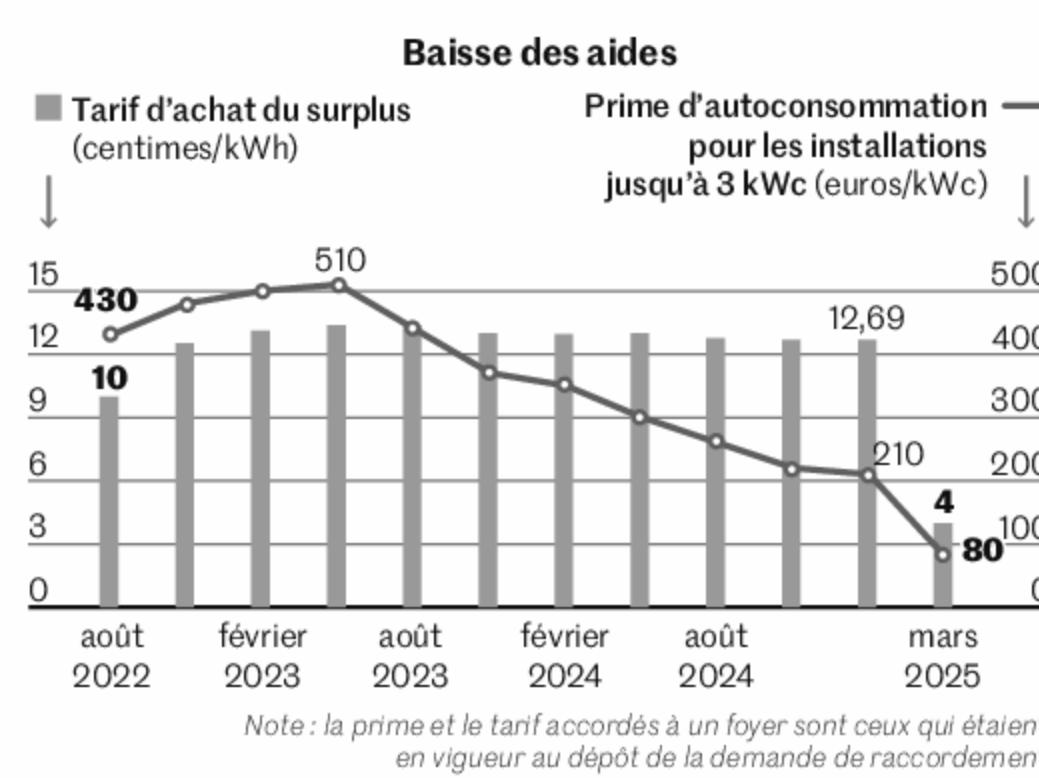
## ÉNERGIE

### Installer des panneaux photovoltaïques reste-t-il rentable ?

**D**epuis le 28 mars, les ménages s'équipant de panneaux photovoltaïques sont moins aidés par l'Etat. Un arrêté gouvernemental a divisé par deux ou trois (selon les foyers) la « prime à l'autoconsommation », une aide touchée au premier anniversaire du raccordement de l'installation et qui permet à posteriori de réduire le coût de la démarche.

Elle est désormais fixée à 80 euros par kilowatt-crête (kWc, l'unité mesurant la capacité de production d'un panneau dans des conditions idéales) pour les installations dont la puissance est inférieure à 9 kWc, contre 210 euros (jusqu'à 3 kWc) ou 160 euros (entre 3 et 9 kWc) auparavant. Le montant de la prime avait atteint 510 euros en 2023 pour les plus petites installations mais avait progressivement été raboté depuis. Les particuliers optent souvent pour une puissance « de 3 à 4 kWc », précise Marine de Lamotte, directrice de la stratégie et de l'innovation chez EDF solutions solaires. L'arrêté a en outre divisé par trois le tarif de rachat du surplus, l'électricité non consommée par les foyers, de 12,69 centimes d'euro le kilowattheure (kWh) à 4 centimes.

Les panneaux sont-ils encore rentables ? Certes, l'importation de produits chinois a fait chuter les prix, mais ils restent élevés. Une installation de 3 kWc coûte entre 6 500 et 8 500 euros, selon le fabricant français DualSun,



d'où un long délai avant de rentrer dans ses frais. « Les dernières mesures ont simplement allongé le temps de retour sur investissement. Avant l'arrêté, il oscillait entre huit et dix ans. Désormais, c'est entre dix et douze ans », calcule Audrey Zermati, directrice de la stratégie et porte-parole d'Effy, entreprise spécialisée dans la rénovation énergétique.

#### Taux d'autoconsommation

« Le rachat du surplus d'électricité était la cerise sur le gâteau pour les foyers. La baisse du tarif fera perdre une centaine d'euros par an en moyenne mais ne devrait pas enrayer l'essor du photovoltaïque, abonde Mme de Lamotte. L'autoconsommation s'est ancrée dans l'esprit des Français. » Plus l'élec-

tricité est chère, plus la rentabilité est atteinte rapidement.

Plusieurs paramètres peuvent accélérer le retour sur investissement. « Le client idéal habite dans une maison dans la moitié sud de la France, détaille Laurent Fournié, expert du solaire au sein de l'association Watt Watchers, qui aide les particuliers à réduire leur facture d'énergie. Sa toiture doit être orientée sud pour profiter d'un ensoleillement maximal. » Bien qu'importe, la zone géographique n'est pas rédhibitoire, nuance Mme Zermati : « La condition n'est pas le soleil mais la luminosité. » Autre paramètre : votre taux d'autoconsommation, c'est-à-dire la part de l'électricité produite que vous consommez durant les heures d'ensoleillement.

Plus ce taux est élevé, plus vite l'investissement sera amorti. Un kilowattheure au tarif réglementé étant facturé 20,16 centimes d'euro, l'énergie produite et consommée sur place est cinq fois plus rentable que sa revente.

Le taux d'autoconsommation moyen des foyers est d'environ 40 %, d'après les acteurs interrogés. Mais il est possible de l'augmenter, note Mme Zermati : « On peut gagner dix points en programmant tout ce qui est programmable manuellement – lave-vaisselle, machine à laver, séchage. On en gagne dix autres en automatisant la période de consommation du chauffe-eau ou la borne de recharge de la voiture électrique. » Chauffage, voiture, plaque de cuisson : plus le foyer est électrifié, plus il dispose de gains d'économies.

Pour les ménages dotés d'une trésorerie suffisante, l'achat d'une batterie – pouvant dépasser les 1 000 euros par kWh de stockage – permettra de conserver l'électricité produite pour l'utiliser le soir. D'autant que le coût de ce produit a baissé ces dernières années. Une batterie de 2 kWh permet de disposer d'environ quatre heures de consommation, précise Effy. EDF indique qu'il commercialisera son propre produit dans les « semaines qui suivent ». Effy et le fournisseur Octopus viennent de lancer le leur, avec la promesse d'atteindre 70 % à 80 % d'autoconsommation. ■

ALEXANDRE LOUKIL



## SOS CONSO

CHRONIQUE PAR RAFAAËLÉ RIVAISS

### Site industriel pollué et héritage

**L'**héritier qui accepte une succession déficiente sait qu'il devra payer les dettes du défunt. De même, celui qui accepte la succession d'un industriel ayant exploité une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) doit savoir qu'il devra, tôt ou tard, faire dépolluer, à la place du défunt, le site sur lequel cette dernière se trouvait. En effet, la jurisprudence liée aux ICPE dit que « l'obligation de remise en état pèse sur l'ayant droit, lorsque l'exploitant a disparu ». C'est ce que rappelle l'affaire suivante. En 2019, un couple de Grézieu-la-Varenne (Rhône) se plaint auprès de la préfecture de la découverte d'une nappe d'hydrocarbures sur le terrain de sa maison, achetée en 2010.

Les analyses que le préfet ordonne permettent d'attribuer cette pollution à l'activité d'une blanchisserie industrielle exploitée entre 1959 et 2010 par deux sociétés, Etablissements Mercier et Dégraissage application silicone ignifugation (DASI), qui n'ont ni déclaré leur arrêt ni, a fortiori, remis leurs parcelles en état. En dépit d'une première contamination découverte en 1982, l'Etat ne les a pas contraintes à le faire, alors qu'elles ont transformé une partie des bâtiments en logements.

Quarante-trois ans après, la préfecture part donc à la recherche de leurs ayants droit. Celui qui a racheté ses parts au cours des années 2000. Mais l'autre donne lieu à un véritable jeu de piste, au cours duquel la préfecture poursuit une société de manière erronée.

Finalement, elle identifie les enfants du fondateur comme ses ayants droit. Qualité que la fille de celui-ci récuse. Quand elle est mise en demeure de verser une provision de 107 000 euros, elle saisit le tribunal administratif de Lyon, en référé.

Elle affirme que son père a, en 1993, transmis son activité d'exploitant à son épouse – ce que la préfecture conteste – et qu'elle a refusé la succession de cette dernière, en 2023. Elle soutient qu'il y a « urgence » à suspendre l'arrêté, qui porterait atteinte à sa situation financière, ses revenus d'« assistance maternelle » étant de « 20 000 euros par an ».

Elle ne dit mot de son patrimoine, dont la préfecture lui demande de céder une partie. Le tribunal administratif de Lyon suspend l'arrêté, mais le Conseil d'Etat, saisi par la ministre de la transition écologique, annule sa décision, le 2 mai 2025 : il juge que « l'intérêt général » invoqué par la préfecture, qui a déjà dû reloger deux familles, devait être pris en compte. Et considère que si la justiciable a bien refusé la succession de sa mère, elle n'avait pas, en 2008, renoncé à celle de son père... dans laquelle se trouvait l'actif litigieux. Héritière au regard du code civil, elle serait donc bien ayant droit, selon le code de l'environnement. ■

## CLIGNOTANT



### FISCALITÉ

#### Moins de solidarité entre les ex-conjointes

Le ministère de l'économie a dressé, le 2 juin, un bilan positif de la première année d'application de la loi de mai 2024 sur la « justice patrimoniale au sein de la famille ». Elle permet désormais à l'administration de décharger les ex-conjointes du paiement solidaire des dettes fiscales en cas de « violences conjugales ou [de] dettes résultant d'activités de l'ex-conjoint auxquelles la personne séparée n'a ni participé ni tiré profit », explique Bercy, notant une hausse des demandes de décharge (484) et des réponses positives (88 %), et soulignant que la mesure bénéficie surtout aux femmes.

## QUESTION À UN EXPERT

### Donations: qu'est-ce que le droit de retour ?

CAROLINE EMERIQUE, notaire associée, KL Conseil

Quand le bénéficiaire d'une donation meurt avant le donateur, le bien transmis peut échapper à la famille d'origine. Un mécanisme permet d'éviter cela : le droit de retour. Il en existe deux types. Le premier est prévu par le code civil. Il ne joue que dans un cas : si le bénéficiaire de la donation décède sans laisser de descendance. Ce droit de retour légal s'applique dans la limite des droits des parents dans la succession de leur enfant. Les parents ne peuvent y renoncer du vivant de leur enfant. Il est conseillé d'insérer un droit de retour conventionnel directement dans l'acte de donation, une option plus souple et plus efficace. Cet outil de sécurisation est très utile, notamment dans les familles recomposées ou dotées d'un patrimoine important. Les cas dans lesquels ce droit de retour conventionnel pourra s'activer sont discutés en famille, selon la situation de chaque enfant. Ce droit de retour pourra ainsi être étendu au décès de l'enfant donataire qui a ses propres enfants. Il pourra jouer aussi si le bien donné a été apporté en société, ou même vendu, le retour se faisant alors en numéraire. Enfin, le droit de retour pourra être prévu de façon optionnelle, laissant libre choix au donateur d'utiliser ce droit. Fiscalement, quand le droit de retour est mis en œuvre, il n'y a pas de droit de mutation à payer. ■

# A Roland-Garros, la révélation Loïs Boisson

Invitée par la fédération et 361<sup>e</sup> mondiale, la Française aura réussi à se hisser jusqu'aux demi-finales

## TENNIS

Il s'agit au moins trois spectateurs à n'avoir été qu'à moitié surpris. Eux, ce sont les trois donateurs qui ont offert quelques dizaines d'euros à Loïs Boisson en début d'année, quand la tennismwoman dijonnaise avait lancé une cagnotte en ligne pour l'aider à financer sa saison. Quelques mois plus tard, ils peuvent considérer avoir eu le nez creux. Jeudi, la Française de 22 ans a conclu son premier Roland-Garros par une défaite séche mais pleine de promesses en demi-finales, face à l'Américaine Coco Gauff (1-6, 2-6). Loïs Boisson, invitée par les organisateurs, avait beau avoir renversé sur sa route l'Américaine Jessica Pegula (3<sup>e</sup> mondiale) et la Russe Mirra Andreeva (6<sup>e</sup>), la marche était cette fois un peu haute face à la vainqueure de l'US Open 2023, qui défiera la Biélorusse Aryna Sabalenka en finale, samedi.

Devant sa télé ou loin d'une quelconque raquette ce jour-là, la 36<sup>e</sup> joueuse mondiale – plus pour longtemps, elle sera aux alentours de la 65<sup>e</sup> place lundi – pourra, elle, rembobiner le fil d'un tournoi qui l'a fait entrer dans le salon des Français et dans le cœur des supporteurs jour après jour. Elle pourra même regarder plus loin en arrière, et s'arrêter précisément au 13 mai 2024. A cette époque, Loïs Boisson glisse de victoire en victoire sur la terre battue. Elle en signe 23 en 24 matchs dans différents tournois, au point de décrocher une invitation à Roland-Garros de la part d'une Fédération française de tennis désespérément en quête de nouveaux visages. Avant de faire ses premiers pas porte d'Auteuil, elle se rend quelques kilomètres plus au nord, au trophée Clarins de Paris, pour une ultime répétition générale.

### Le modèle Nadal

Mais son premier tour face à sa compatriote Fiona Ferro tourne au cauchemar. Dans le deuxième jeu du troisième set, son genou gauche tourne, craque et lâche, emportant avec lui ses rêves d'un premier grand tableau dans un tournoi du Grand Chelem. Un retour en béquilles plus tard, elle apprend qu'elle est victime d'une rupture d'un ligament croisé du



La Française Loïs Boisson, lors de sa demi-finale de Roland-Garros, face à l'Américaine Coco Gauff, jeudi 5 juin. JULIEN DE ROSA/AFP

genou gauche, hantise de tout sportif. « Il y a eu un moment où je n'y croyais plus », confessa-t-elle plus tard. Ce sentiment ne tarda pas à s'estomper. « Pendant ma blessure, j'ai énormément travaillé sur moi, pour gérer mes émotions. » La Dijonnaise a la résilience chevillée au corps, au point de s'en être fait tatouer les dix lettres derrière le bras droit. « Elle est ultraprofessionnelle, elle a une capacité impressionnante à bien faire les choses au quotidien, apprécie son préparateur physique, Sébastien Durand, qui n'a guère vu de différences lors des longs mois de rééducation. Entre le suivi des protocoles, les visites chez le kiné, les rendez-vous médicaux... Elle a tout suivi à la lettre, jusqu'à rendre une copie 10 sur 10. »

Une note qui n'étonnera pas grand monde dans les allées de Roland-Garros, tant Loïs Boisson a détonné par son calme durant près de deux semaines. Tout juste s'est-elle accordé un hurlement à pleins poumons après sa victoire

en huitièmes de finale, puis quelques secondes allongée sur l'ocre du court Philippe-Chatrier pour célébrer son accession dans le dernier carré. La Française est comme ça, elle préfère laisser l'emballage aux autres.

« [A Roland-Garros] ou ailleurs, c'est pareil. C'est un match de tennis, on essaie de les gérer [les émotions] du mieux possible », se borrait-elle à expliquer mercredi, après avoir ferré Mirra Andreeva dans une tempête qui l'a complètement fait chavirer. Hormis « quelques frissons » provoqués par une Marseillaise descendue des gradins lors de l'échauffement, rien n'avait fait dévier la Dijonnaise de son cap ce jour-là. Le week-end précédent, elle n'avait pas davantage paniqué quand son genou gauche se montrait de nouveau douloureux, au cours de son duel face à sa compatriote Elsa Jacquemot. Difficile de croire que la fille de l'ancien basketteur professionnel Yann Boisson a pu manquer de carac-

tère à ses débuts. Lorsqu'elle a 11 ans, il est acté qu'elle n'est pas capable de gérer ses émotions et n'est pas prise dans le giron fédéral. La jeune Française est travailleuse, mais du genre à envoyer valdinguer une raquette pour trois balles dans le couloir. « Quand j'étais petite, j'étais assez nerveuse sur un terrain, très émotionnelle, beaucoup trop, et ça me desservait beaucoup », relatait-elle en milieu de quinzaine.

Alors elle a tracé son chemin de son côté, quittant Dijon pour le Sud-Est où la terre battue est reine dans les clubs de tennis. Dans l'anonymat, celle qui est désormais licenciée du Tennis Club Nice Giordan prend goût à la brique pilée, terrain de jeu préféré de son idole, Rafael Nadal. Comme le Majorquin, Loïs Boisson apprécie les longs rallyes du fond de court, où sa vitesse de déplacement fait des merveilles. Elle emprunte aussi à la légende espagnole son appétence pour le coup droit de décalage, qu'elle n'hésite pas à

frapper de toutes ses forces dans n'importe quelle position du court. « Elle a un punch énorme en coup droit et une capacité à créer en permanence, entre des balles hautes, coupées ou accélérées », note l'ancien directeur de Roland-Garros, Guy Forget. « On reproche parfois aux joueurs français de manquer un peu de ce côté physique, complète l'ancien numéro 5 mondial Jo-Wilfried Tsonga. Je la trouve en avance sur ce point : elle est très difficile à déborder. »

### Garder les pieds sur terre

Seule Coco Gauff y est finalement parvenue, jeudi, et a empêché Loïs Boisson d'imiter un peu plus Rafael Nadal en remportant le tournoi parisien dès sa première tentative. Kim Clijsters n'y aurait de toute façon pas cru. « On dirait qu'elle joue son dixième Roland-Garros ! », s'émerveillait déjà la Belge aux quatre titres en tournois du Grand Chelem, après le huitième de finale de la Française. Si elle a juré tout le long du

tournoi ne pas regarder les réseaux sociaux ni « les médias » et « rester dans sa bulle », la Dijonnaise va devoir finir par en sortir. Elle découvrira alors que son nombre d'abonnés sur Instagram – 6 000 avant le tournoi – a suivi une courbe exponentielle pour culminer à plus de 26 000 au soir de sa demi-finale. Une preuve de plus que Loïs Boisson va dorénavant être plus suivie, et ses résultats davantage scrutés.

Et ça n'a pas l'air de l'effrayer le moins du monde. « Je suis très bien entourée (...). Je vais garder les pieds sur terre et tout se passera bien. » Son équipe, constituée essentiellement d'un entraîneur, d'un préparateur physique et de sa famille, ne devrait pas non plus être remodelée. « Si je suis là aujourd'hui, c'est que ça marche bien. Je ne vois pas pourquoi je changerais beaucoup de choses », confie-t-elle. « C'est important de rester comme elle est, de ne pas perdre pied et de continuer les méthodes qui l'ont fait progresser », confirme Jo-Wilfried Tsonga, qui avait connu une situation similaire après s'être invité, sans y être attendu, en finale de l'Open d'Australie en 2008. Loïs Boisson ne pourra plus profiter de l'effet de surprise face à des adversaires qui la découvraient. Surtout sur des terrains qui lui seront probablement moins favorables que l'ocre, à commencer par le gazon dont la saison vient de s'ouvrir.

Suivront des voyages aux quatre coins du monde pour s'aligner sur tous les plus beaux tournois de la planète tennis. Tout cela à un coût, mais Loïs Boisson n'aura pas besoin de s'en inquiéter dans l'immédiat. Grâce à sa demi-finale à Roland-Garros, la révélation française va empocher 69 000 euros. De quoi fermer sans regret la cagnotte ouverte en début d'année. ■

VALENTIN MOINARD

# Un virevoltant Lamine Yamal écoûre encore l'équipe de France

Grâce à son prodige de 17 ans, auteur d'un doublé, l'Espagne a pris le meilleur, jeudi, sur les Bleus (4-5) en demi-finale de la Ligue des nations

## FOOTBALL

STUTTGART (ALLEMAGNE) - envoyé spécial

Le contre-coup est rude pour le football tricolore, sur un petit nuage depuis cinq jours et le sacre du Paris Saint-Germain en Ligue des champions. A l'issue d'une rencontre spectaculaire et riche en rebondissements, l'équipe de France masculine s'est inclinée, jeudi, face à l'Espagne (4-5), à Stuttgart (Allemagne), en demi-finale de la Ligue des nations. Un score final qui ne reflète pas le scénario d'une rencontre ayant vu les Bleus menés 0-4, puis 1-5 en seconde période, avant d'espérer refaire leur retard dans une folle fin de match. Une remontée – finalement incomplète – insufflée par Rayan Cherki, brillant pour sa première sélection.

Si Kylian Mbappé a inscrit le premier but français, réduisant l'écart alors abyssal entre les deux voisins pyrénéens, en moins de quinze minutes, le jeune attaquant lyonnais (21 ans) a marqué

(une sublime reprise de volée), provoqué un but contre son camp, puis délivré une passe décisive pour Randal Kolo Muani, ramenant les Bleus sur les talons de la Roja dans le temps additionnel.

Ce pic d'adrénaline en fin de rencontre n'a pas suffi à inverser le scénario. Car jeudi, l'Espagne a longtemps fait cavalier seul. Tour à tour, Nico Williams, Mikel Merino ou encore Pedri ont profité des errements d'une défense française aux abois. Privée de trois de ses quatre titulaires habituels (William Saliba, Jules Koundé et Dayot Upamecano), cette arrière-garde expérimentale, formée entre autres joueurs du néophyte Pierre Kalulu et du revenant Clément Lenglet, plus appelé depuis 2021, a été bringuébâlé tout le match. Une date donne la mesure de la correction : il faut remonter au 12 mars 1969 pour trouver trace de cinq buts encaissés par les Bleus, lors d'une défaite en amical contre l'Angleterre (0-5). Une éternité. Éliminés aux portes de la finale, les Français disputeront,

### L'Espagne a longtemps fait cavalier seul en profitant des errements d'une défense française aux abois

dimanche, le match pour la troisième place de la Ligue des nations face à l'Allemagne (15 heures). Tenant du titre, l'Espagne, défendra sa couronne face au Portugal.

Cette défaite, qui a pris par moments des allures de déroute, porte une nouvelle fois la signature de Lamine Yamal. A 17 ans, le prodige du FC Barcelone a livré une nouvelle prestation étincelante, écourtant la défense française d'un doublé sur un penalty qu'il a lui-même provoqué, puis en trompant le gardien tricolore, Mike Maignan, dans un angle fermé. Déjà buteur lors de la

victoire de la Roja face aux Bleus en demi-finale de l'Euro 2024 (1-2), il y a onze mois, avant de mener l'Espagne au titre, l'ailier virevoltant s'impose comme le bourreau des Français. Auteur de six buts en sélection, le gamin du Barça en a donc inscrit la moitié face aux Bleus, devenant le premier joueur mineur à marquer au moins trois buts à l'équipe de France depuis le Brésilien Pelé, en 1958. Avant le match, Didier Deschamps insistait à raison sur la difficulté de bloquer Lamine Yamal, évoquant un joueur faisant des « choses hors du commun ».

Doté d'une technique rare lui permettant de se défaire de ses adversaires avec une facilité déconcertante, le virtuose a fait vivre un cauchemar aux défenseurs français, souvent contraints de faire faute pour l'arrêter. Comme un aveu d'impuissance face au phénomène espagnol, auteur d'une performance complète. L'adolescent, qui honorait déjà sa vingtième sélection, s'est imposé comme la pierre angulaire de

l'équipe espagnole, le joueur qui apporte le plus de créativité et de danger. Les supporters des rouge et jaune en ont d'ailleurs fait leur favori, s'enflammant à chacune de ses prises de balle, puis scandant longuement son nom.

### Un duel avec Dembélé

Candidat au Ballon d'or, Lamine Yamal a marqué des points dans le duel qui l'oppose à Ousmane Dembélé, son principal concurrent pour ce titre de meilleur joueur de la saison. Si le Parisien s'est créé plusieurs occasions, trouvant même le poteau en fin de match, il n'a pas pesé sur la rencontre ni été décisif, à l'inverse de la pépite espagnole. « Dembélé est un très grand joueur, on l'a vu en Ligue des champions, mais c'est nous qui allons en finale », a déclaré Lamine Yamal, à l'issue du match, au micro de la télévision espagnole RTVE. Pur produit de la formation barcelonaise, l'ailier a d'ailleurs montré qu'il souhaitait décrocher le trophée – qui sera décerné le 22 septembre, après le

vote de cent journalistes internationaux –, lorsqu'il a pris le ballon des mains de son coéquipier, Nico Williams, pour tirer et inscrire un penalty, en seconde période.

Avant le match, le Catalan avait fait monter la pression dans son duel à distance avec Dembélé, en estimant que la distinction se déciderait en partie lors de cette rencontre France-Espagne. « Si les gens veulent le jouer jeudi, alors on le joue jeudi », avait-il déclaré, mardi, largement lancé sur le sujet par la presse espagnole. La veille du match, il avait récidivé, en postant sur Instagram un message rappelant son but inscrit face à la France à l'Euro 2024. Si le match de jeudi soir ne devrait pas être décisif dans l'attribution du Ballon d'or, qui prend en compte les prestations des joueurs sur la saison entière, Lamine Yamal le provocateur – aussi bien dans ses messages que balle au pied – a en tout cas fait vivre une sale soirée aux Bleus. Et fait redescendre le football français de son nuage. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

**M** en vente  
actuellement

■ En kiosque



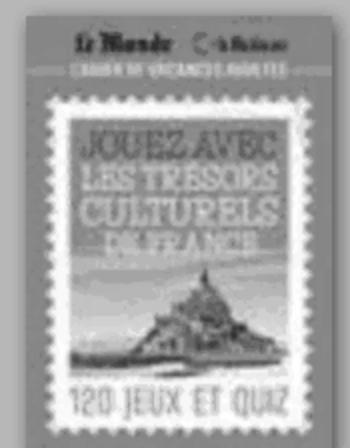
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Cahier de vacances adultes



Parution le mardi 11 juin

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS  
[www.souscours.fr](http://www.souscours.fr)

**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)**

**soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mpublicite.fr  
<https://carnet.lemonde.fr>**

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Naissance**

Aix-en-Provence, le 30 mai 2025,

**Lily**  
en mai,

que de chansons et musiques évoquées dans cette combinaison magique.

Merci aux artistes  
**Constance BALLIET et Antoine MICHEL.**

**Décès**

Paris. Toulouse. Bucarest. La Chârcie. Marseille.

**Mme Marie-Josée Cautain, son épouse, MM. Baptiste, Paul, Martin et Victorien, ses enfants, MM. Pierre et François, ses beaux-frères, Ses belles-filles Et tous ses proches,**  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Pierre, Jean, Maurice CAUTAIN,**

survenu le 1<sup>er</sup> juin 2025, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 7 juin, à 14 heures, à La Motte-Chalancon (Drôme).

Claire, Dominique, Françoise, Didier, Gilles et Sophie, enfants de

**Monique CHABANET, née TURIN,**

Ses petits-enfants Et son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 2 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 6 juin, à 10 heures, au funérarium, 177, avenue Berthelot, Lyon 7<sup>e</sup>.

L'enterrement a lieu au cimetière de Villore-Ville (Puy-de-Dôme), à 15 h 30.

La famille adresse ses plus sincères remerciements à tous les soignants et accompagnants de ces cinq dernières années.

Pascal, Sophie et Laurence, ses enfants,

Élise, Colin, Perrine, Léa et Clément, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Françoise CRIBIER, née FLEURY-BERNHEIM, avril 1930 - mai 2025, géographe, directrice de recherche au CNRS.**

Ses cendres seront dispersées auprès de celles de son époux durant cinquante-sept ans.

**Daniel,**

décédé en 2010.

**famille.cribier@orange.fr**

**Mme Roger Feinstein, née Marie-Claude Soldat, son épouse,**

Fabrice et Françoise Feinstein, Olivier Feinstein et Sylvie Renaudin, Anne et Sébastien Bonnet,

Claire Feinstein Et Alexandre Blainville,

ses enfants,

Florian, Iannis, Guillaume, Léonore, Dorian, Clémie, Victor,

ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

**M. Roger FEINSTEIN,**

le 2 juin 2025, à Villemomble (Seine-Saint-Denis), à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 10 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Louis de Villemomble.

**rfeinstein@orange.fr**

Les familles Guyon et Latrelle

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 3 juin 2025, de

**Madeleine GUYON, née LATRELLE.**

« Écoute ton cœur. Il connaît toute chose, parce qu'il vient de l'Âme du Monde, et qu'un jour il y retournera. » Paulo Coelho, *L'alchimiste*.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 juin, à 10 h 30, en l'église de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial, au cimetière de Bron (Rhône), le mercredi 11 juin, à 14 h 30.

Senlis. Arromanches-les-Bains.

Christine Joly, son épouse, Elsa et Laurent Malhomme, Julie et Ronan Lauzel, Antoine Joly,

ses enfants, Ses huit petits-enfants

Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès du

**docteur Hervé JOLY,**

survenu le mardi 3 juin 2025, en son domicile, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 juin, à 10 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Senlis.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arromanches-les-Bains.

Antoine Gallimard, Les Éditions Gallimard,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Philippe LABRO.**

Si Philippe Labro a été un grand journaliste, il était avant tout un écrivain qui avait mis sa plume au service de l'écriture pour montrer les aspects de la comédie humaine. L'ambition, l'amour, les relations complexes entre les hommes et les femmes, les blessures qui ne cicatrisent pas comme *Des feux mal éteints* depuis la guerre d'Algérie ou *Tombé sept fois, se relever huit*, sur son expérience de la dépression. C'était un grand homme de médias, rien ne lui était étranger. Il a su faire profiter son expérience aux générations suivantes dans son goût de la transmission. Il a excellé dans l'art de la chronique comme dans les romans de fond. Il appréciait à la fois les grands romans du 20<sup>e</sup> siècle, comme ceux de Joseph Kessel et Romain Gary, et les nouveaux venus.

L'essentielle de son œuvre a été publiée aux Éditions Gallimard.

Nous présentons nos condoléances les plus vives à Françoise, son épouse, et à ses enfants.

*(Le Monde du 5 juin).*

Paris.

Jean-Claude Lemaire, son époux,

Pascale et Juliette, ses filles,

Garance et Areski, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Maryvonne LEMAIRE, née PÉPIN,**

à Constantine (Algérie), psychologue, psychanalyste,

survenue le 27 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie a lieu le 6 juin, à 15 h 30, au cimetière parisien de Pantin (Seine-Saint-Denis).

Paris.

Son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants

Et ses arrière-petits-enfants,

Sa belle-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Pierre MANDRIN, cinéaste et chercheur,**

survenu le 2 juin 2025, à Paris, à l'âge de cent ans.

La crémation aura lieu le 11 juin, à 12 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Le secrétaire perpétuel Et les membres de l'Académie française,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère

**Pierre NORA,**

grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres,

décédé le 2 juin 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Antoine Gallimard, Les Éditions Gallimard,

ont l'infinie tristesse de faire part du décès de

**Pierre NORA**

de l'Académie française, historien, éditeur et directeur de collections chez Gallimard depuis 1965, directeur-fondateur de la revue *Le Débat* (1980-2020), directeur scientifique des *Lieux de mémoire* (1984-1992), directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales.

Pierre Nora était un homme de franchise et de tolérance, d'amitié et d'exigence, un être curieux de toutes choses humaines, excellant dans la conversation et le débat, un grand amateur de poésie, d'art et de liberté.

Éditeur jusqu'à ses derniers jours, académicien investi dans la vie de l'Institution où il avait accueilli récemment Pascal Ory et Antoine Compagnon, il avait œuvré ses dernières années à l'écriture de ses mémoires : *Jeunesse* (2021) et *Une étrange obstination* (2022).

Nous présentons nos condoléances les plus émues à sa famille ainsi qu'à son épouse, Anne Sinclair.

*(Le Monde du 5 juin).*

Paris.

M. Gérard Thurnauer (†), son père,

Mme Loïse Barbey-Caussé, sa mère,

Agnès et Marie Thurnauer, ses sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Rémi THURNAUER,**

survenu le 25 mai 2025.

L'incinération d'adieu aura lieu dans la plus grande intimité.

Mme Sabine Woltner, son épouse, Cyrille Woltner, son fils Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Pierre WOLTNER,**

survenu le 30 mai 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 juin, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président Mithouard, Paris 7<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

Annik Théry,

son épouse, Pascal, Virginie, François-Florent, Céline et Flavien, ses enfants

Ainsi que ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-François THÉRY,** président de section honoraire au Conseil d'État, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur national du Mérite, officier de l'ordre du Mérite maritime, officier de l'ordre des Arts et des Lettres, chevalier de l'ordre des Palmes académiques, grand-croix de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire Le Grand,

survenu le 1<sup>er</sup> juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

# « C'est l'ubérisation du crime »

En avril, un homme de 19 ans est tué près de Lyon. Il avait été recruté sur Telegram pour tenir un point de deal. Comme son meurtrier présumé, qui a diffusé la scène sur Snapchat

LYON - correspondant

**U**n jeune homme, en survêtement noir et tee-shirt Lacoste rouge, apparaît pétifié sur un siège de camping, les bras écartés, la tête renversée. La vidéo en gros plan a été enregistrée juste après une série de coups de feu, le 7 avril, à 13 h 10, et diffusée sur le réseau social Snapchat. La scène se déroule promenade Lénine, dans le quartier du Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin (Rhône), près d'un site connu pour son habitat vétuste et son intense trafic de drogue. Une incrustation horizontale barre l'image, comme le permet l'application de partage de vidéos éphémères entre amis. L'auteur du film a écrit : « *La folie* ». La séquence, d'une durée de sept secondes, circule avant même l'arrivée des secours et de la police. Lorsqu'elle s'achève, on entend les sirènes de l'ambulance qui approche.

La première secouriste arrivée sur place découvre la même situation, en vrai : le jeune homme figé sur son fauteuil pliable en toile Quechua, la foule tout autour. Elle soulève sa cagoule gorgée de sang et découvre son visage, défiguré par trois trous rouges. Des riverains ont tendu des draps, par respect pour la victime autant que pour éviter aux enfants de voir la scène. L'école primaire Angelina-Courcelles est située à moins de 100 mètres. C'est son directeur qui a appelé le 17, après avoir entendu des coups de feu. Dans la conversation enregistrée, il explique aux policiers qu'un événement grave vient de se produire, tout en donnant ses consignes au portail de l'école : « Allez, rentrez vite les enfants ! »

Selon les médecins légistes, le jeune homme

a été tué de trois balles dans la tête, d'un calibre 9 mm Luger. La victime a été rapidement identifiée : Abdel Hakim B., 19 ans, né à Gleizé (Rhône), dans le Beaujolais. L'étudiant, connu de la police pour consommation de stupéfiants, devait passer son brevet de technicien supérieur en informatique au mois de juin. Après le lycée Notre-Dame de Limas (Rhône) et une école technique à Villeurbanne (Rhône), il attendait un contrat d'alternance pour se lancer dans la vie professionnelle. Son père vivait en Algérie depuis quelques années, sa mère était morte d'un cancer deux ans auparavant. « C'est un drame absolu. Son parcours est à mi-lieu du banditisme et d'un tel carnage. Ses frères et sœurs vivent un cauchemar, ils ne comprennent pas », confie Florence Vincent, avocate de la famille. Pour la pénaliste expérimentée, l'affaire relève d'une violence débridée, d'un niveau jamais atteint dans la région lyonnaise : « La vie des autres n'a plus aucun prix, c'est effarant. »

Par un sinistre coup du destin, Abdel Hakim B. avait été recruté la veille pour tenir le point de deal. Il avait répondu à une « offre d'emploi » sur la messagerie Telegram, selon l'exploitation de son téléphone, un iPhone 12. Les discours offensifs de la maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy (Parti socialiste), ses plans de lutte contre la délinquance et les incivilités, signés avec les autorités judiciaires, n'y ont rien fait, ou si peu : le point de deal du 2, chemin des Barques, voisin d'un autre, situé au 13, restait parmi les plus actifs de la commune de la banlieue lyonnaise. Un lieu convoité, au chiffre d'affaires de plusieurs milliers d'euros par jour, d'où s'écoulait « kahla » et « baïda », héroïne et cocaïne en langage codé. Un « four », dans l'argot des trafiquants. Depuis la résidence familiale du Beaujolais, Abdel Hakim B. n'a pas su résister à l'annonce proposée sur Telegram, promettant un

gain de 220 euros par jour pour un poste de « grattier », l'intermédiaire entre dealers et acheteurs. Horaires : 9 heures-23 heures. Ses proches ont du mal à concevoir ce basculement du virtuel au réel. « On ne nous a pas appris à voler, à dealer », a confié son frère aux enquêteurs. Son cousin lui avait déconseillé de postuler dans ce lieu réputé dangereux.

En fouillant la mémoire numérique des caméras de surveillance du quartier, les policiers ont détecté la silhouette du tueur présumé, le pas rapide et souple. Le personnage, tout de noir vêtu, avait rabattu sa capuche sur sa casquette. Ils l'ont vu faire demi-tour, dans le hall du 2, chemin des Barques. A l'arrière du bâtiment, les portes donnant sur le point de deal de la promenade Lénine étaient verrouillées. Il a traversé le hall de l'adresse suivante, les mains gantées. La droite dans la poche, la gauche plaquant son téléphone à l'oreille, comme s'il recevait ses ultimes consignes en direct. Les policiers ont vu son visage d'adolescent passer sous une caméra positionnée dans le hall : fine moustache, duvet au menton, regard en alerte. Ils ont compris qu'il était arrivé à Vaulx-en-Velin dans une Kia rouge, un taxi commandé sur l'application Bolt. Le chauffeur s'est souvenu de ce curieux client, qui lui avait laissé un billet de 50 euros pour une course chiffrée à 20. Il lui avait demandé de descendre 150 mètres avant l'adresse mentionnée dans l'application : 2, chemin des Barques, le lieu du crime. Il était parti du quartier de la gare de Lyon-Part-Dieu, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement. Les policiers ont rembobiné toutes les vidéos de surveillance du secteur. Ils ont pu le voir descendre d'un TGV Trenitalia, parti de Paris à 9 h 55 le jour même, avec une réservation à son nom.

## LE PRIX D'UNE VIE : 2500 EUROS

Avec ces indices de Petit Poucet semés sur son itinéraire, les policiers de la division de la criminalité organisée et spécialisée (ex-police judiciaire) de Lyon ont identifié le suspect en huit jours. Localisé à 500 kilomètres de distance, Mohamed G., 18 ans, a été interpellé chez ses parents, à Taverny (Val-d'Oise). Les policiers ont retrouvé sa tenue sombre de marque Under Armour dans sa chambre en désordre. Quand ils ont inspecté son iPhone 13, ils ont réalisé que le jeune homme avait, lui aussi, probablement été recruté sur Telegram, pour une unique mission de « tueur à gages », accomplie en une seule journée dans une ville où il n'avait jamais mis les pieds. L'adresse était mentionnée sur une boucle WhatsApp intitulée « Crèche 69120, 2 chemin des Barques », avec un dessin de biberon en guise d'avatar, en référence à l'école proche.

Mohamed G. a communiqué sur Snapchat et Signal avec une intermédiaire, retrouvée par les enquêteurs dans un foyer situé rue Maurice-Flandrin, près de la gare de la Part-Dieu. Agée de 18 ans et originaire du Kosovo, cette jeune cuisinière en apprentissage est soupçonnée d'avoir préparé toute la logistique du tueur : réservation du train et des taxis, achat des gants, fourniture d'un sac ayant pu contenir l'arme, contre une rétribution de 700 euros. Ce qu'elle conteste. « Elle n'a jamais su ce qui se préparait, ni eu l'intention d'apporter son aide à ce projet criminel, elle n'a pas vu d'arme », assure Elise Rey-Jacquot, son avocate. Ma cliente n'a absolument pas l'envergure qu'on lui prête. » Dans sa messagerie, la jeune femme reçoit la consigne de récolter 2500 euros et de les convoyer jusqu'à Paris. La rémunération du meurtre selon les enquêteurs, le prix d'une vie. Ce qu'elle réfute aussi. En étudiant la téléphonie, les policiers ont



STÉPHANE OIRY

## L'AFFAIRE MARQUE UN BASCULEMENT DE LA CRIMINALITÉ LYONNAISE DANS UNE FORME INÉDITE DE VIOLENCE SANS LIMITES

détecté la ligne possible du commanditaire. Elle a borné près de la maison d'arrêt de Corbas, au sud-est de l'agglomération lyonnaise, laissant supposer qu'il téléguidait le crime depuis l'établissement pénitentiaire. Un trafiquant voulant éliminer ses concurrents ? Impossible de l'identifier parmi les pseudonymes des applications, ni de le retrouver parmi les 700 détenus se passant les téléphones de main en main. Pour les policiers, l'affaire marque un basculement de la criminalité lyonnaise dans une forme inédite de violence sans limites, surgie de la virtualité des réseaux sociaux, tel un diable de sa boîte.

« Depuis trois ou quatre ans, on voit monter en puissance l'utilisation des applications et des réseaux dans la délinquance, constate un haut cadre de la police lyonnaise. Les trafiquants proposent de tout sur Telegram. Ils vendent des produits, donnent des missions, commanditent des expéditions punitives. Ils trouvent des candidats prêts à tout pour un billet. C'est l'ubérisation du crime. » Le temps des gangs structurés et des clans familiaux semble dépassé, ajoute un enquêteur spécialisé. Le banditisme mute à grande vitesse. Les règlements de comptes se déclinent par impulsion, en quelques échanges. C'est imprévisible, sans aucun état d'âme. » Dans l'affaire du chemin des Barques, les jeunes gens impliqués ne se sont jamais vus. Ils se contactent par Snapchat, se croisent furtivement. Sans passé judiciaire, ils grillent toutes les étapes criminelles à la vitesse d'une commande par Internet. L'assassin présumé, son intermédiaire supposée et un troisième suspect présent dans la chambre de la jeune femme ont été mis en examen et écroués pour « meurtre en bande organisée » et « complicités ».

Le cas de Mohamed G. est édifiant. « Vous n'avez absolument pas le profil habituel qu'on peut retrouver dans pareille affaire (...). Votre profil est très atypique », insiste le policier qui l'interroge en garde à vue, en espérant humaniser le jeune homme mutique. L'enquêteur détaille son acte : l'arrivée en taxi, son apparence sang-froid au téléphone, son approche furtive, dans le dos de la victime, et les trois coups de feu dans la tête, la première balle qui traverse sa capuche et lui casse la nuque :

« Une vraie exécution. » Quand le policier étaie les photos de la victime défigurée, Mohamed G. croise les bras, comme s'il voulait tenir à distance cette réalité. Il vomit lors de son transfert à Lyon. Son avocat, Naguin Zekkouti, justifie son droit au silence. « On lui demande de prendre du recul, mais c'est compliqué pour lui d'expliquer son geste. Il n'a aucun passé délinquant, encore moins de professionnel du banditisme. Le décalage est total entre l'acte qu'on lui reproche et sa vie personnelle. Ses parents et ses sœurs sont catastrophés. Il n'était jamais sorti de chez lui, jamais sorti de Paris ! », confie-t-il au *Monde*.

## DEMANDE DE CONSEIL À CHATGPT

Mohamed G. cherchait un emploi en alternance depuis plusieurs mois, après avoir passé un bac professionnel d'assistant de gestion des organisations. Mis à part une convocation restée sans suite pour une affaire de harcèlement au collège, il menait une existence lisse et sans histoire. Aîné de trois sœurs, il aidait sa mère à faire le ménage et les courses. Ses parents finançaient son téléphone, ses Nike, son abonnement de 25 euros à la salle de sport, qu'il fréquentait deux à trois fois par semaine.

« Il ne traîne pas avec les jeunes. Il ne fume pas de shit ou de cigarettes », a rapporté aux enquêteurs son père, ancien agent de sécurité, âgé de 64 ans. Jamais il ne dépassait 23 heures lorsqu'il sortait le soir. D'ailleurs, les parents ne lui laissaient pas de clé et son père lui coupait le Wi-Fi après minuit. « Il reste dans sa chambre. Il se réveille vers 10-11 heures. Il joue à l'ordinateur. Il ne sort pas beaucoup », a décrit sa mère. Sa principale distraction : les réseaux. Snapchat, TikTok, WhatsApp, Signal, Telegram. Parfois des jeux vidéo, comme Valorant, « un jeu de tir », précise-t-il dans une rare confidence aux policiers. Le lendemain de l'assassinat, Mohamed G. a demandé conseil à ChatGPT pour effacer toutes ses données personnelles des réseaux. Il a changé de téléphone, appelé Apple et Google en leur demandant d'appliquer son droit à l'oubli, rapidement, sans attendre le délai de rétractation. Trop tard, il était déjà sur écoute. ■

RICHARD SCHITTLY

# Donovan, le «gamin» des «sixties»

Le chanteur écossais, en concert samedi à l'Athénaïs-Théâtre Louis-Jouvet, à Paris, fête en solitaire ses soixante ans de carrière

## RENCONTRE

**T**oute la nuit on s'aimait/ Quand Donovan chantait/ Un truc qui me colle encore au cœur et au corps », susurrerait Laurent Voulzy, en 1977, dans son tube *Rockollection*. En associant dans sa mémoire musicale le chanteur écossais aux grands des années 1960, Beatles ou Bob Dylan. Le «true» se nommait *Mellow Yellow*, un blues joué par une fanfare, arrangé par John Paul Jones, futur bassiste de Led Zeppelin, et sexuellement connoté avec sa «banane électrique». Donovan Leitch affichait sa couleur, un jaune tendre en harmonie avec celles du psychédélisme qui régnait à Londres et San Francisco en 1966.

Une décennie plus tard, sa voix douce et son humeur joviale n'étaient pourtant plus dans l'air du temps. Ses albums avaient disparu des classements de ventes après la parenthèse glam rock de *Cosmic Wheels* (1973), qui l'avait vu duettiser avec Alice Cooper, dans *Billion Dollar Babies*. En pleine déflagration punk, Donovan incarnait surtout la quintessence de cet esprit hippie célébré par Michel Delpech dans *Wight Is Wight - Dylan Is Dylan/Viva Donovan* -, mais désormais honni.

Cet ambassadeur de la méditation transcendante n'avait-il pas accompagné les Beatles en 1968, lors de leur séjour au ashram du Maharishi Mahesh Yogi, à Rishikesh, dans le nord de l'Inde? A la même époque, Donovan fondait aussi une communauté sur l'île de Skye, dans sa chère Ecosse. On ne remerciera en tout cas jamais assez le guitariste d'avoir enseigné à John Lennon une technique de *picking* dont le Beatle ferait aussitôt usage dans l'Album blanc.

### Rencontre avec Dylan

A 79 ans, c'est donc un troubadour des temps anciens qui se présentera, samedi 7 juin, sur la scène de l'Athénaïs-Théâtre Louis-Jouvet, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement parisien. Dans un contexte autrement favorable puisque les raves des années 1990 ont remis au goût du jour le psychédélisme, notamment la joyeuse chanson *Barabajagal/Love Is Hot*, enregistrée en 1969 avec le Jeff Beck Group. Quand l'intemporalité du folk, le genre avec lequel il s'est fait connaître, lui a profité rétrospectivement.

C'est d'ailleurs en solitaire que Donovan célèbre aujourd'hui ses soixante ans de carrière, avec une formule - voix et guitare acoustique - le ramenant à ses débuts.

C'était en février 1965 avec la ballade *Catch the Wind*. La parenté mélodique avec le *Chimes of Freedom*, de Bob Dylan, valut aussitôt au jeune homme de 18 ans d'être considéré comme un épigone du conteur venu du Minnesota.

Le vétéran revient sur ce moment dans un hôtel montmartrois : «En fait, ma première apparition nationale avait eu lieu un peu plus tôt, dans l'émission "Ready Steady Go!". A l'époque, le play-back était généralisé. J'ai chanté en live avec ma guitare et je n'avais pas le trac. J'avais perçu que la télévision allait bientôt prendre le pas sur la radio et que c'était avec des singles que le folk pourrait toucher un public populaire. Dans ce petit milieu, seul comptait l'album, considéré comme un objet intellectuel. Quand *Catch the Wind* est entré directement à la quatrième place, les gens du folk se sont mis rapidement à me détester. Et puis Bob Dylan et Joan Baez ont débarqué en mai au Royaume-Uni...»

La séquence est restée célèbre, qui figure dans *Dont Look Back* (1967), le documentaire de D. A. Pennebaker, consacré à cette tournée de Dylan. Sur place, la nouvelle star américaine demande à son entourage qui peut bien-être ce Donovan évoqué par la presse insulaire. La rencontre a finalement lieu dans la suite de

Dylan, au Savoy Hotel de Londres. On l'a décrite comme une audience accordée par le suzerain au vassal - ce qu'ont démenti les intéressés. Les songwriters chantent l'un après l'autre sur une même guitare. La confrontation entre *To Sing for You*, de Donovan, et *It's All Over Now, Baby Blue*, de Dylan, indique la distance entre le charme et l'éloquence, le talent et le génie.

L'affaire est entendue. A quoi bon les comparer, d'autant que les chemins vont se séparer? Anachronique, l'ascension de Donovan intervient peu avant que Dylan ne «trahisse» la cause du folk en se présentant avec une formation électrique au Festival de folk de Newport (Rhode Island). Episode relaté dans *Un parfait inconnu* (2024), de James Mangold, avec Timothée Chalamet.

**Cette machine tue**

On n'y voit pas Donovan, qui a pourtant participé à cette édition en remplaçant l'insoumis puisqu'il a chanté son *Colours* en duo avec... Joan Baez. «Je me souviens aussi qu'elle était furieuse parce que Dylan, à Londres, avait refusé de l'accompagner à un rassemblement sur Trafalgar Square pour protester contre la guerre du Vietnam, se souvient-il. Je lui ai dit: "Pas de problème, Joanie, moi je viens!" Comme l'aurait fait un petit frère.

Donovan rappelle en effet une donnée démographique: au sein de cette génération, il était le «gamin», de cinq ans le cadet de Baez et Dylan. Mais il avait été nourri aux mêmes sources transatlantiques. «J'ai passé ces deux dernières années à réaliser un essai visuel, *The Tale of the Gael, mis en ligne sur mon site [Donovan.ie]*, qui évoque la riche connexion culturelle entre les îles britanniques et l'Amérique», ajoute-t-il. Né et grandi dans le Glasgow de l'après-guerre, d'ascendance irlandaise avec «deux grands-mères qui s'appelaient Kelly et O'Brien», le jeune Donovan a entendu son père réciter de la poésie, sa mère et ses tantes chanter des airs traditionnels. «Ceux-ci racontaient la famine, l'émigration, l'oppression et les combats syndicaux. La Révolution industrielle, qui a débuté en Ecosse, a laissé des histoires sur les machines à vapeur, le chemin de fer, les chantiers navals... C'est le même type de répertoire que Woody Guthrie [1912-1967] chantait plus tard en Amérique.»

Car le héros de Dylan est aussi celui de Donovan. Lors de son passage à «Ready Steady Go!», le débutant joue même d'une guitare ornée, en lettres gothiques, de la formule «*Cette machine tue*». Reprise à Guthrie, elle a été amputée de la suite: «les fascistes». Le naïf croit alors le monde débarrassé de ce fléau. Comme Dylan, il aime la vie nomade et revendique l'héritage beatnik de Jack Kerouac (1922-1969) et Allen Ginsberg (1926-1997). «Avec mon copain Gypsy Dave, on a pris la route et fait le stop. On avait 17 ans, et la police nous a ramenés plusieurs fois à la maison... A St Ives, en Cornouailles, on s'est lié à la bohème artistique. J'ai commencé à jouer sur la plage, c'est d'ailleurs là qu'on dormait.» De pub en club, il finit par signer un contrat avec Pye Records, la maison de disques des Kinks.

Chez lui aussi, le folk pour puristes ne durera qu'un temps. Celui des deux premiers albums

(*What's Bin Did and What's Bin Hid* et *Fairytales*), tous deux publiés en 1965. Le second ouvre déjà une fenêtre prometteuse vers le jazz nocturne avec la poésie urbaine de *Sunny Goodbye Street*.

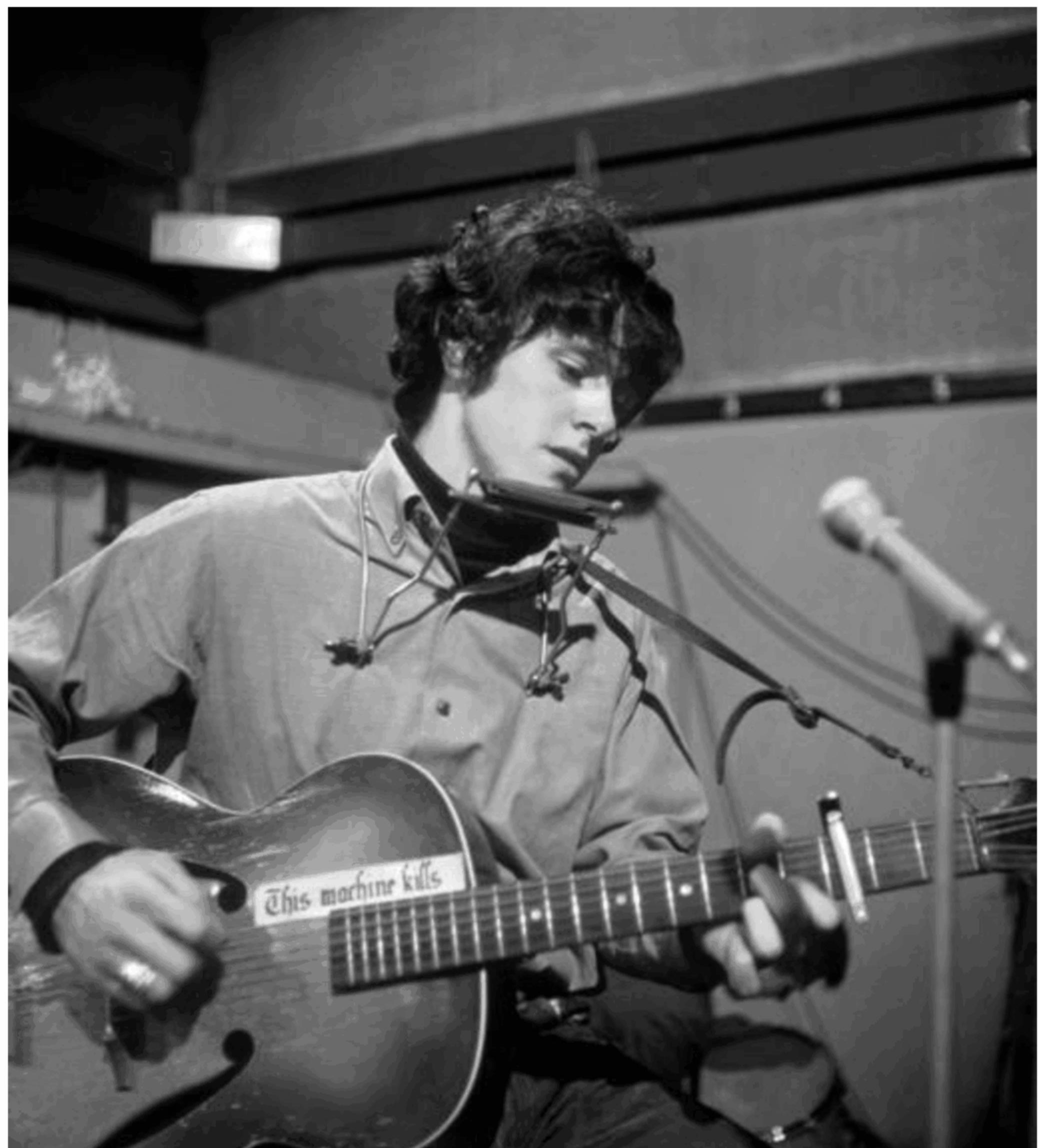
### Reprise de Lana del Rey

Après quoi, Donovan se tourne délibérément vers ce public que les folkeux dénigraient comme «stupide, arriéré et inculte», celui de la pop. Sa collaboration avec le producteur Mickie Most (The Animals, Herman's Hermits) enrichira son répertoire de hits colorés, *Sunshine Superman* (numéro un aux Etats-Unis), *Jennifer Juniper* et le chef-d'œuvre *Hurdy Gurdy Man* (1968), composé en Inde aux côtés de George Harrison.

La casquette de prolétaire tombe, des fleurs poussent sur ses chemises, et Donovan devient une figure du Swinging London, spécialisée dans la «mélancolie optimiste» et le médiévalisme. C'est logiquement à lui que Jacques Demy s'adressera pour la bande originale et le rôle-titre du *Joueur de flûte* (1972), d'après la terrible légende du *Rattenfänger* («attrapeur de rats»), de Hamelin, rapportée par les frères Grimm.

Avec l'avènement du numérique, *Mellow Yellow*, également une comptine pour les enfants, a perdu la première place de la popularité. Au profit de *Season of the Witch*, classique d'Halloween depuis que Lana del Rey l'a repris en 2019. La chanteuse américaine a sans doute été séduite par cette ambiance de sorcellerie à la Lewis Carroll, avec ces «lapins courant dans le caniveau» et ces mots: «Et quand je regarde dans ma fenêtre/je peux être tant de personnes différentes/ Que c'en est étrange.» ■

BRUNO LESPRIT



Donovan, lors de ses débuts dans l'émission « Ready Steady Go! », à Londres, en janvier 1965. CA/REDFERN/GETTY

GrandPalais d'été

**Hervé X MazelFreter**

Danse et DJ Set  
7 & 8 juin 25  
Grand Palais

GrandPalais théâtre national de la danse

**«Quand "Catch the Wind" est entré, en 1965, directement à la quatrième place, les gens du folk se sont mis rapidement à me détester»**

Concert samedi 7 juin, à 19 h 30, à l'Athénaïs-Théâtre Louis-Jouvet, Paris 9<sup>e</sup>.

# Polémiques autour de la Grande-Chaumière

Cette école parisienne, foyer de la vie artistique au XX<sup>e</sup> siècle, doit quitter ses locaux, qui ont changé de main

C'est un petit coin de bohème, un vestige de cette époque bénie des Années folles, où Montparnasse attirait les artistes du monde entier. Fondée en 1904 par deux peintres, la Suissesse Martha Stettler (1870-1945) et la Russe Alice Dannenberg (1861-1948), l'Académie de la Grande-Chaumière occupait alors un rôle central dans ce quartier parisien du 6<sup>e</sup> arrondissement, où résonnaient l'esprit de la fête et le goût de la liberté. Amedeo Modigliani, Balthus, Alberto Giacometti, Germaine Richier, Gérard Garouste ou Serge Gainsbourg y ont fait leurs classes. Des pointures comme Antoine Bourdelle, Fernand Léger ou Ossip Zadkine y ont enseigné. En 1957, l'Académie Charpentier, fondée douze ans plus tôt, se greffait à la Grande-Chaumière pour former des architectes d'intérieur.

Présidées depuis 2018 par le psychanalyste Serge Zagdanski, ces deux écoles cohabitaient sans peine. Du côté Charpentier, on accueillait une centaine d'étudiants par an. Quelque 8 000 amateurs fréquentaient chaque année la Grande-Chaumière, moyennant un droit d'entrée de 22 euros pour une séance libre de deux heures de dessin d'après modèle vivant. Ce rituel centenaire va bientôt s'achever : les deux académies ont été priées de quitter leurs murs au 31 juillet, le propriétaire du site, Alexandre Garèse, ayant l'intention d'y développer son propre projet culturel.

#### Projet de meublé touristique

Les défenseurs du patrimoine, qui, en 2018, ont obtenu l'inscription à l'inventaire des monuments historiques de plusieurs façades de la Grande-Chaumière, du grand couloir et de ses casiers, ainsi que le volume intérieur de l'atelier et sa mezzanine, sont amers. D'autant qu'un projet de meublé touristique est prévu au rez-de-chaussée et au premier étage du site. «Pouvons-nous laisser détruire cet atelier, son at-



Projet de réhabilitation de l'Académie de la Grande-Chaumière, par le cabinet d'architecture Franklin Azzi. FRANKLIN AZZI ARCHITECTURE

#### «On tue un lieu vivant pour faire fructifier économiquement le mythe et l'histoire»

PHILIPPE KHAYAT  
association SOS Paris

mosphère, un patrimoine... encore vivant?», s'insurgent les associations SOS Paris et Monts 14, dans une lettre ouverte publiée en avril. Le même mois, Céline Hervieu, députée socialiste de Paris, s'inquiète aussi, dans un courrier adressé à la ministre de la culture, Rachida Dati. «On espère un classement du bâtiment au titre des monuments historiques», confie l'élué.

«Une tempête dans un verre d'eau», réplique Jean-Pierre Lecoq, maire (Les Républicains) du 6<sup>e</sup> arrondissement. Lui fait valoir une concertation constante avec Alexandre Garèse et les pouvoirs publics concernés, et l'obtention

Charpentier, ainsi que plusieurs associations de défense du patrimoine alertent alors la Ville de Paris dans l'espérance que celle-ci fasse valoir son droit de préemption. En vain. La plus grande partie des lots est vendue à Alexandre Garèse, un avocat français résidant en Suisse, dont la fortune est évaluée, en 2024, à 300 millions d'euros par le magazine *Challenge*. Pour les deux académies, la messe est dite. En 2021, l'homme d'affaires leur annonce qu'il ne renouvellera pas leur bail. S'ensuit un long contentieux devant les tribunaux, soldé par un protocole d'accord signé en novembre 2024 et une indemnisation des occupants.

**Appétit immobilier**  
Le profil du nouvel acquéreur fait tiquer l'opposition municipale comme les défenseurs du patrimoine. Propriétaire de deux fonds dans les énergies décarbonées, Alexandre Garèse a fait fortune à Moscou, dans les années 1990 et 2000, et côtoyé plusieurs milliardaires russes. Il s'est aussi fait connaître par son appétit immobilier, avec l'achat, il y a dix ans, du château de Groussay, dans les Yvelines, et, plus récemment, en Suisse, de deux villas évaluées chacune autour de 40 millions de francs suisses (43 millions d'euros).

L'affaire remonte au décès, en 2017, du précédent propriétaire de l'immeuble, le notaire Yves Salats. Ses trois légitataires, l'association de prévoyance du notariat de France et deux œuvres à caractère spirituel et caritatif, les Apprentis d'Auteuil et la Fondation des Bernardins, décident de vendre l'immeuble aux enchères à la bougie en différents lots, en octobre 2018.

Serge Zagdanski, qui préside la Grande-Chaumière et l'Académie

l'ensemble immobilier de la Grande-Chaumière alors qu'il était menacé par la vente à la découpe. Il a fait travailler des spécialistes du patrimoine pour le réhabiliter et transformer l'actuelle académie en un espace muséal ouvert sur le quartier et rayonnant à l'international», insiste sa garde rapprochée, qui précise que 3 millions d'euros ont été investis dans les travaux. «Tout a été entrepris dans les règles de l'art et le respect de l'esprit des lieux.»

L'architecte Franklin Azzi, recruté par Alexandre Garèse, est catégorique : «Le bâtiment est en bout de course. On est dans une zone de carrière, les fondations

«On espère un classement du bâtiment au titre des monuments historiques»

CÉLINE HERVIEU  
députée socialiste de Paris

sont médiocres, les bâtisses s'affaissent, les toitures ne sont pas étanches», précise-t-il. L'état sanitaire de la structure exige de nombreuses interventions, afin qu'elle réponde aux normes de sécurité incendie et à l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Le flou domine, pour l'heure, quant à sa future programmation. Le dossier de l'opération de réhabilitation mentionne «un ensemble mixte alliant des usages d'école, d'exposition, de bureaux, de restauration et de commerces». Entre-temps, l'usage pédagogique a disparu. Et on préfère ne pas insister sur le volet commercial. L'entourage d'Alexandre Garèse parle désormais d'«expositions» et d'«ateliers éphémères» «en lien avec des résidences d'artistes». Une profession de foi qui ne désarme pas les croisés du patrimoine. «On tue un lieu vivant pour faire fructifier économiquement le mythe et l'histoire. La culture, ce n'est pas que les musées, c'est aussi les pratiques», tonne Philippe Khayat, membre de l'association SOS Paris.

Les pratiques des deux académies vont se poursuivre, mais ailleurs. Serge Zagdanski, qui possède la marque Académie de la Grande-Chaumière, va transférer l'activité de cours libres quelques rues plus loin, rue Jules-Chaplain (6<sup>e</sup> arrondissement), dans un espace de 300 mètres carrés dont il avait déjà la jouissance. L'Académie Charpentier, quant à elle, s'installera dès la rentrée dans un ancien dojo réaménagé, en bordure des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements. ■

ROXANA AZIMI

UN HORS-SÉRIE

Le Monde

**Michel Vaillant**  
Les coulisses d'une BD culte

GRATON

MICHEL VAILLANT  
LES COULISSES D'UNE BD À 100 À L'HEURE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](http://LEMONDE.FR/BOUTIQUE) - 11,99 € - 124 PAGES

#### LITTÉRATURE Le prix Emile Guimet de la littérature asiatique décerné au Sri-Lankais Shehan Karunatilaka

L'écrivain sri-lankais Shehan Karunatilaka a reçu le prix Guimet de littérature asiatique, pour son roman *Les Sept Lunes de Maali Almeida* (Calmann-Lévy, 2024), annoncé le musée parisien, jeudi 5 juin. Dans la catégorie bande dessinée, le prix Emile Guimet a consacré *Hana* (Çà et Là, 2024), des Sud-Coréens Jeong Yi-yong et Lee Dong-eun. Le Prix des étudiants de l'Inalco pour le manga a été attribué à Taiyo Matsumoto pour *Tokyo, ces jours-ci* (Kana, 2024). — (AFP)

#### PATRIMOINE La bibliothèque Choiseul de Versailles labellisée «patrimoine de la diplomatie»

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barot, a inauguré, jeudi 5 juin, le premier site labellisé «patrimoine de la diplomatie» avec la bibliothèque Choiseul de Versailles. Le Quai d'Orsay a recensé les lieux, en France, qui ont été le théâtre de grands événements diplomatiques comme des rencontres entre souverains et chefs d'Etat, des conférences internationales, des négociations et signatures d'accords et de traités. — (AFP)

# "ROBERT GUEDIGUIAN À SON MEILLEUR"

Télérama

ECRIT PAR SERGE VALLETI ET ROBERT GUEDIGUIAN  
MUSIQUE ORIGINALE MICHAEL PETROSSIAN

DISPONIBLE EN DVD, BLU-RAY & VOD

diaphana EDITION VIDÉO Le Monde universcine

# Le Grand Palais d'été s'ouvre sur une installation arachnéenne

«Vertige», conçu par Rachid Ouramadane, réunit acrobates et chanteurs

## SPECTACLE

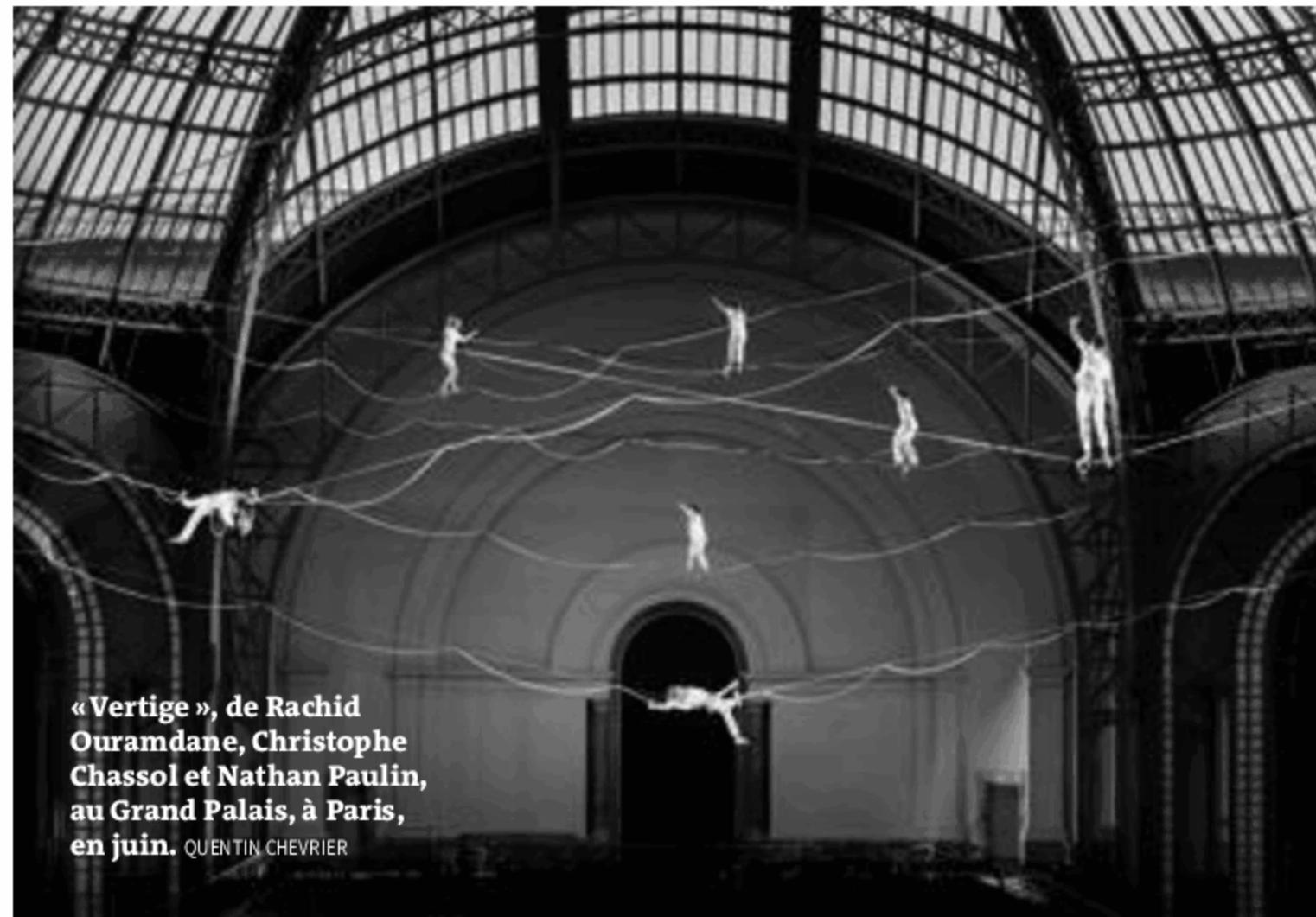
**L**a verrière du Grand Palais, à Paris, rutille au soleil. A peine perceptibles, des fils traversent l'espace, rythmant la vision du bâtiment qui culmine à quelque 60 mètres. Ce faisceau de lignes délicatement tressées accueille huit highliners sous la houlette de Nathan Paulin. Détenteur de records mondiaux, le funambule, qui a parcouru sur une slackline les 670 mètres séparant la tour Eiffel et le Trocadéro pour le Téléthon, en 2017, collabore avec le chorégraphe Rachid Ouramadane. «Rachid parlait souvent de créer une toile d'araignée d'highlines, raconte Nathan Paulin. On a réussi à concrétiser ce rêve. C'était un peu effrayant au départ d'accrocher les sangles, car cela implique beaucoup de travail technique, mais ça s'est révélé finalement plus facile que la tour Eiffel ou le Mont-Saint-Michel.»

Cette installation arachnéenne et monumentale, qui rassemble une quinzaine d'acrobates et 25 jeunes chanteurs de la Maîtrise de Radio-France, s'intitule *Vertige*. Elle fête, du 6 au 8 juin, la réouverture du Grand Palais, en même temps que le nouveau festival conçu par Didier Fusillier, président de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, sous le nom de Grand Palais d'été. Mardi 3 juin, le compositeur Christophe Chassol fait des gammes sur son clavier et une répétition de *Vertige* se met tranquillement en place.

### S'allonger sur des tatamis

«C'est un puzzle que nous allons assembler», décrit Ouramadane. Chacun a progressé dans son coin, et nous articurons les morceaux de ce geste collectif. J'aime dire que *Vertige* est un mouvement spécialement imaginé pour révéler autrement l'architecture du Grand Palais au public. Huit cents spectateurs sur les 1 500 accueillis pourront s'allonger sur des tatamis pour contempler le spectacle se déroulant à côté et au-dessus d'eux.

Rachid Ouramadane, directeur de Chaillot-Théâtre national de la danse, et Nathan Paulin se con-



«Vertige», de Rachid Ouramadane, Christophe Chassol et Nathan Paulin, au Grand Palais, à Paris, en juin. QUENTIN CHEVRIER

naissent de longue date. En 2020, le premier a mis en scène le second dans un cirque de verdure, près d'Annecy. Cette performance sublime, intitulée *Les Traceurs*, a été reconduite dans différents endroits, notamment au Brésil. «Chaque rencontre avec d'autres artistes me transforme», confie Ouramadane. Celle avec Nathan a ouvert mon travail chorégraphique à l'aérien auquel je n'avais pas accès. J'ai découvert avec lui la poétique du vide qui me bouleverse.»

Dans cet élan spectaculaire, Nathan Paulin a été interprète de plusieurs pièces d'Ouramadane, dont *Corps extrêmes* (2021), qui vient de fêter sa centième repré-

sentation à Hongkong, et *Outsider* (2024), pour le Ballet du Grand Théâtre de Genève. Il a aussi participé à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, avec le chorégraphe sous la direction de Thomas Jolly. «Nous allons d'ailleurs tenter de prolonger ici ce que nous n'avons pas pu complètement réaliser sous la pluie, en juillet 2024», poursuit-il. Ce qui est incroyable et paradoxal dans ce Grand Palais, c'est qu'on y retrouve les dimensions d'un paysage naturel, tout en étant à l'abri dans un monument.» Et Rachid Ouramadane d'ajouter : «Contempler les petites silhouettes des funambules sur les huit highlines entrecroisées joue sur le rapport entre l'infiniment petit et le gigantesque en soulignant la vulnérabilité des corps.»

Cet événement d'envergure qu'est *Vertige* introduit une foule de rendez-vous dans l'immense nef découpée en trois espaces. A l'affiche pendant tout l'été, l'exposition «Euphoria. Art Is in the Air», déjà programmée à la Grande Halle de La Villette, en 2022, reprend son envol avec 22 nouvelles œuvres gonflables. Le Brésil sera célébré avec l'instal-

lation *Nosso Barco Tambor Terra*, d'Ernesto Neto, et l'exposition «Horizontes», accrochage de peintures signées par quatre artistes contemporains brésiliens. Dans le cadre de la Saison Brésil-France, le Grand Bal BrasilBrésil, samedi 5 juillet, donnera le ton survolté de la parade brésilienne, le 6 juillet, sur les Champs-Elysées.

Côté spectacle vivant, le chorégraphe Boris Charmatz invite les amateurs à rejoindre sa troupe dans *Cercles* et Amala Dianor propose *Level Up*, avec un bouquet de danseurs électro, afro, krump, voguing et le DJ Awir Leon. Avec le Centre Pompidou, la rétrospective du metteur en scène Mohamed El Khatib décline un panorama de son travail sous le titre «Le Grand Palais de ma mère». Une exposition et six pièces sont à l'affiche, dont *La Vie secrète des vieux* (2024) et *Boule à neige* (2020), avec l'historien Patrick Boucheron. ■

ROSITA BOISSEAU

*Vertige*, de Rachid Ouramadane, Christophe Chassol et Nathan Paulin. Grand Palais, Paris 8<sup>e</sup>. Du 6 au 8 juin. Festival Grand Palais d'été, du 6 juin au 7 septembre.

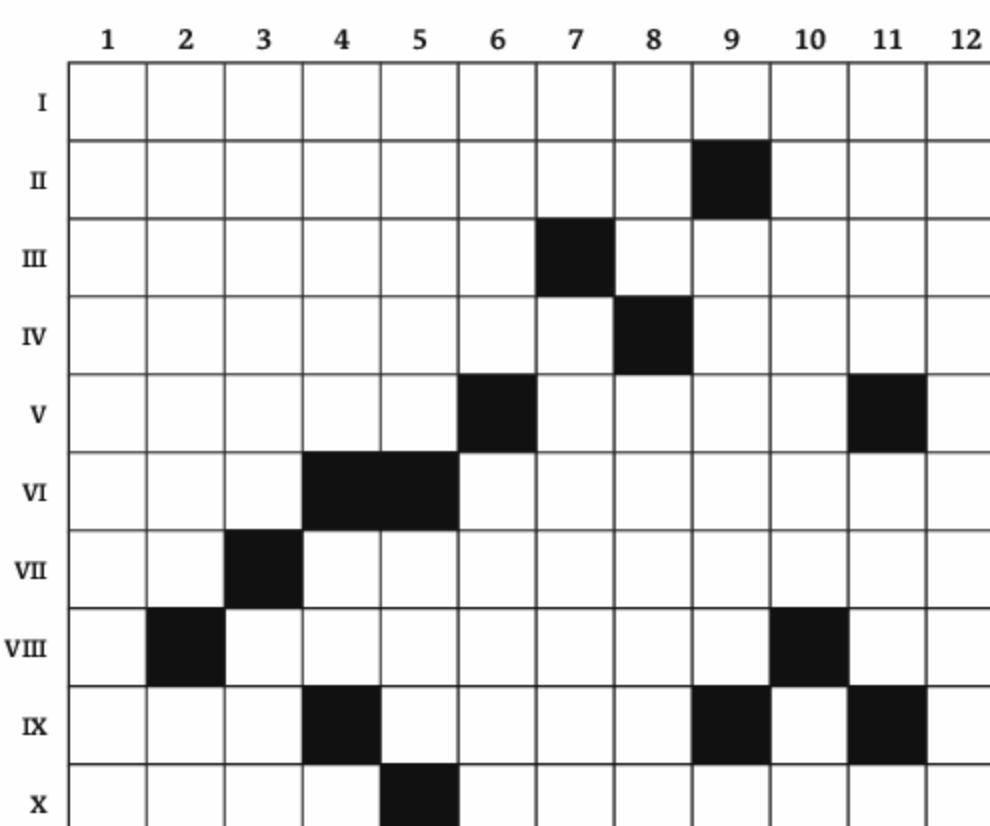
**«J'ai découvert avec lui [le funambule] Nathan Paulin la poétique du vide»**

RACHID OURAMDANE  
chorégraphe

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 131  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 130

**HORizontalement** 1. Petits-beurre. 2. Ecureuil. Aux. 3. Rome. Réussit. 4. Crescendo. Ni. 5. Ecu. Et. Essen. 6. Phraseur. TUC. 7. Té. Os. Lest. 8. Estrie. Purée. 9. Atouts. 10. Régénérateur.  
**VERTicalement** 1. Percepteur. 2. Ecorché. 3. Tumeur. Tag. 4. Ires. Aorte. 5. Te. Cession. 6. Sûreté. Eue. 7. Bien. Un. Tr. 8. Eluder. PSA. 9. SOS. Lu. 10. Ras. Sterne. 11. Ruineuse. 12. Extincteur.

### HORIZONTALEMENT

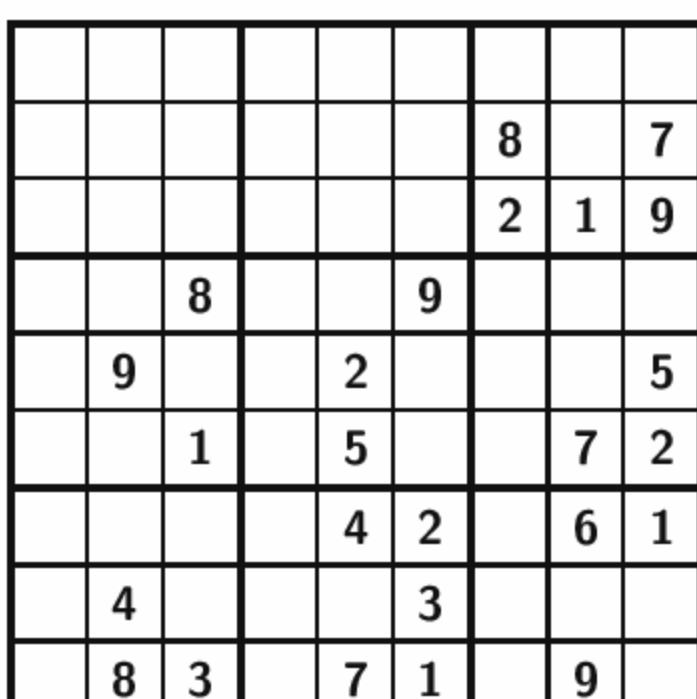
I. Au sens propre chez les latinistes. II. Pour des échanges rapprochés. Ne voulait pas de la paix. III. S'est promené dans les champs magnétiques. Risque d'explorer à tout moment. IV. Souvent bettes. Révasser. V. Télescopiques pour les sous-marins. Participation individuelle. VI. Espace de culture. Evita d'en faire trop. VII. Négation. Proposent leur candidature. VIII. Défiance et rouverie. Renforce le montage. IX. Philippe en Belgique, Felipe en Espagne. Malin mais douteux. X. Ses flèches touchent en plein cœur. Fait son beurre avec des fromages.

### VERTICAMENT

1. Autonome depuis qu'il a pris de la bouteille. 2. Sur deux temps en Polynésie. Stocké en cas de crise. 3. A dû stocker le précédent. Seigneur des anneaux. 4. Grossit le Rhône. Ouvre le palais. 5. Assure de belles moissons. Dans le sud de la Mésopotamie. 6. Eliminée. Grande lame dangereuse. 7. Travaille à l'usine. Indispensable pour être branché. 8. Partie dans la partie. Envoyée par les fonds. 9. N'a pas pu tenir debout. 10. Le néant. Propos de défiance. 11. A beaucoup écrit en prison. Peut tout faire sauter. 12. Titre donné à Napoléon I<sup>e</sup> par les royalistes.

## SUDOKU

N°25-131



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



# Harald Beharie orchestre une performance éruptive et hypnotique

L'artiste, qui évolue nu sur scène, présente «Batty Bwoy» à La Commune, à Aubervilliers

## DANSE MONTRÉAL (CANADA)

**I**l nous attend, assis, sur une vague d'acier rouge posée au milieu des spectateurs. Il est nu jusqu'aux genoux, en partie couvert par une masse de longues tresses grises qui couvre son dos. Chaussées de sneakers, ses jambes arborent des genouillères noires bien utiles pour crapahuter, sauter à répétition sur ses rotules dans un élan jouissif d'éreinte.

Cet homme, déterminé dans sa mise en scène belle et crue d'un corps emporté dans une spirale de sensations contradictoires, est Harald Beharie. Norvégien par sa mère, jamaïcain du côté de son père, cet artiste de 32 ans a créé le solo *Batty Bwoy* (littéralement «garçon de cul» dans l'argot jamaïcain et désignant une personne queer), en 2022, à Oslo. Depuis, cette première pièce, déstabilisante et curieusement hypnotique, est en tournée dans le monde entier. Présentée du 28 au 31 mai, au festival TransAmériques, à Montréal (Canada), où elle a fait un tabac, elle débarque pour une seule date, le 7 juin, dans le cadre des Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis, à La Commune, à Aubervilliers.

Surgit *Batty Bwoy*, carte d'identité chahutée et socle de la trajectoire d'Harald Beharie. Pour élaborer cette pièce offensive, le danseur, qui a régulièrement séjourné en Jamaïque pendant son enfance, y a passé six semaines en 2021, dans la communauté homosexuelle. «Le solo est enraciné dans cette réalité, mais je ne prétends pas parler de ce qui se passe dans ce pays, insiste-t-il. Batty Bwoy, qui reprend une expression homophobe superviolente, est une fiction chorégraphique et mon propos se veut universel. L'homophobie est présente partout.»

Pleins feux, pleines fesses, entouré par le public qu'il va sans cesse chercher, Harald Beharie orchestre, non sans humour, un bombardement d'actions séches et rageuses. La musique percussive, spécialement composée par l'ensemble de rock progressif Ring Van Möbius, soulève des pans de silence où les bruits du corps, ses ruades, ses éruptions s'agissent. «Je m'efforce de créer une ambivalence à la fois dans les situations et dans le matériel physique», précise-t-il. En réussissant à cimenter, l'espace d'un soir, un groupe éphémère de spectateurs solidement arrimés à sa performance éruptive. ■

R. BU

**Batty Bwoy**, d'Harald Beharie. La Commune, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Le 7 juin. Puis en tournée à partir de septembre.

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

**Courrier des lecteurs** Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

**Internet** : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE  
ACPM  
67-69, avenue Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

**Courrier des lecteurs** Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

**Internet** : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

**Courrier des lecteurs** Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

**Internet** : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

**Courrier des lecteurs** Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

**Internet** : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

**Collection** : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71

# Le design graphique passe le mur du son à Chaumont

Dans le cadre de la 5<sup>e</sup> Biennale internationale de design graphique, qui se déroule jusqu'au 19 octobre dans la capitale de la Haute-Marne, deux expositions analysent les influences réciproques entre graphisme et musique

DESIGN  
CHAUMONT

**D**es lettres qui se télescopent, comme épriés de vitesse, des images en Technicolor ou des dessins en noir et blanc, façon BD... La génération X a encore en tête ces vinyles qui, par le graphisme de leur pochette, suggéraient le style de musique qui sortirait bientôt de la platine, un plaisir que redécouvert aujourd'hui les plus jeunes. La 5<sup>e</sup> Biennale internationale de design graphique de Chaumont, qui se tient tout au long de l'été, s'intéresse à ce sujet avec deux expositions sur les neuf réparties sur cinq sites : « Noise », au Signe - Centre national du graphisme, et « Metalogo », à voir à l'Institut du patrimoine haut-marnais, près de la basilique Saint-Jean-Baptiste.

Avec « Noise », c'est de musique qu'il est question mais version accidentée ou sons stridents, à la limite du bruit (comme le signifie le mot en anglais) et de la discordance, de la querelle (« chercher noise », en français). « Il s'agit de démêler le bruit, de l'embrasser parfois, en présentant des objets de niche, indisciplinés, qui sont autant d'avant-gardes », souligne son commissaire, Jean-Michel Gérard, également directeur général du Signe. Dans cette exposition, pas de hiérarchie, de thèmes préétablis ou de fil conducteur. Affiches, revues, instruments musicaux ou vinyles, on picore.

S'il faut trouver une chronologie, la plus ancienne pièce remonte à 1890 : c'est une affiche publicitaire du peintre français Jules Chéret (1836-1932), sur laquelle une jeune femme à la mode de la Belle Epoque semble téléphoner. De fait, elle écoute un opéra à distance grâce au théâtrophone, comme un ancêtre du téléphone portable tant utilisé aujourd'hui pour écouter ses playlists. L'œuvre la plus récente : l'album *Biophilia* (2011), de Björk, doté d'applications comportant des instruments de musique ou de séquenceurs intuitifs pour une application live unique, pour lesquelles le duo français de graphistes de M/M (Paris), Michael Amzalag et Mathias Augustyniak, a remporté un Grammy Award en 2013.

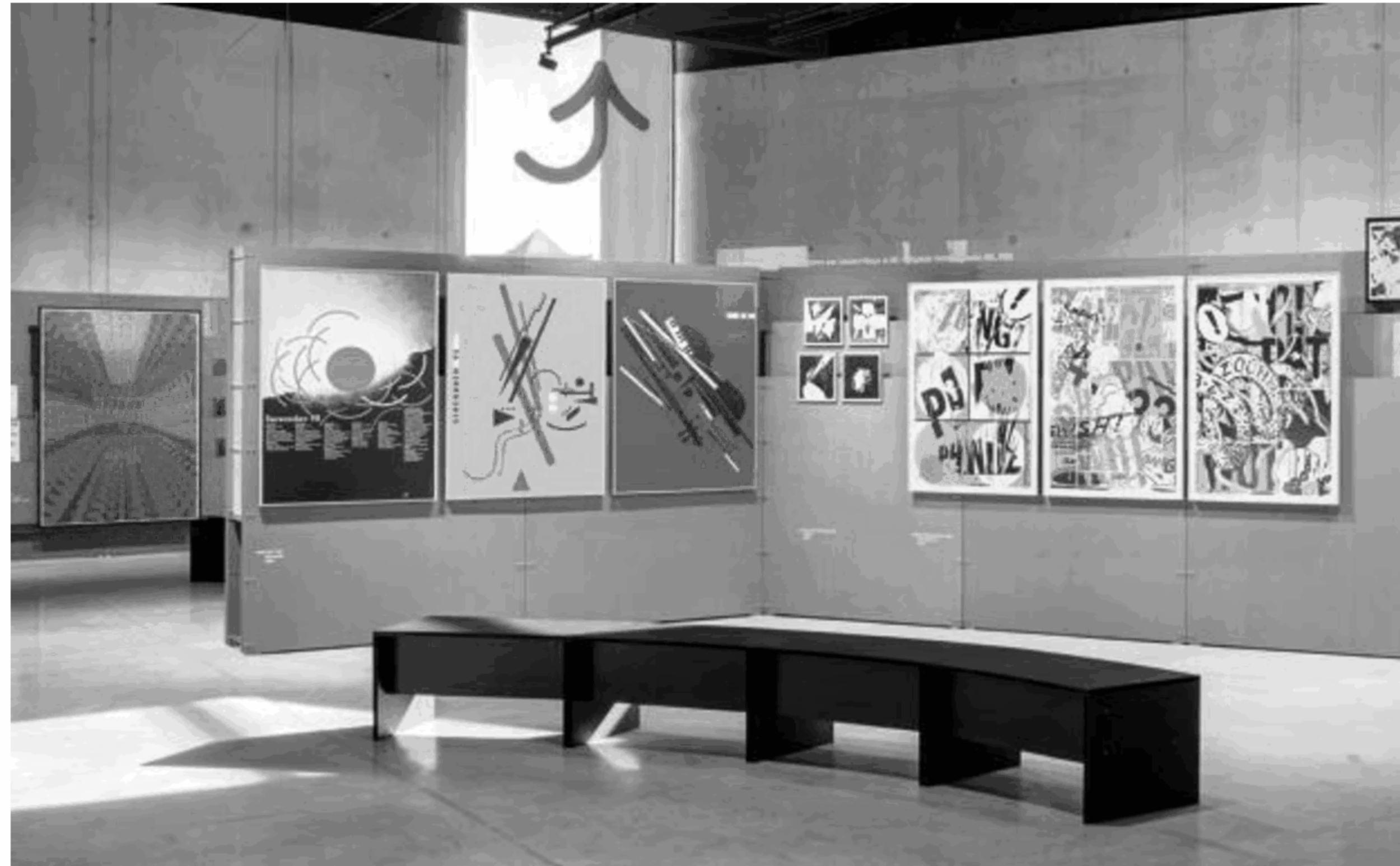
Entre les deux, des affiches aux couleurs saturées du graphiste suisse Niklaus Troxler pour un spectacle de jazz à Willisau, en 1982, rappellent l'esthétique psychédélique des sixties, incarnée notamment par le monument du graphisme américain Milton Glaser (1929-2020), tandis qu'une série de pochettes de Sonic Youth, groupe de punk noise basé à New York, arbore les œuvres inédites de peintres et plasticiens contemporains.

Grâce à cette figure du rock alternatif qui a collaboré pendant une décennie avec des artistes visuels, « la génération X aura été introduite à l'art contemporain des plasticiens américains Raymond Pettibon, Mike Kelley ou Richard Prince, des peintres telle la Hongroise Rita Ackermann... Si elle ne pouvait s'acheter un tableau, du moins pouvait-elle s'offrir le disque », se félicite le commissaire, Jean-Michel Gérard, campé devant la couverture de l'un des albums les plus importants de Sonic Youth dans les années 1980, *Daydream Nation*, signée du peintre allemand Gerhard Richter.

## Pouvoir du signe

On tombe aussi nez à nez avec la pochette rare que Jean-Michel Basquiat – peintre, graphiste, mais également musicien, ce qu'on oublie souvent – a conçue pour le disque *Beat Bop*, en 1983, produit sous son propre label, Tartown. Comme une ardoise d'école que l'enfant terrible de l'art contemporain a remplie de dessins insolents. « Ces citations, qui débordent des seules caractéristiques musicales, agissent telles des partitions annotées. Elles ne sont pas seulement illustrations, elles offrent une extension à l'objet initial, un complément signifiant », résume le commissaire.

A l'Institut du patrimoine haut-marnais, comme un prolongement naturel de l'exposition « Noise », voici « Meta-



Ci-dessus : vue de l'exposition « Noise », avec « Serenaden », de Rosmarie Tissi (à gauche), et « Zang Pat Pwhut », de Karolina Pietrzek, Gilbert Schneider et Tobias Wenig (à droite). Ci-contre : également présentées dans l'exposition, une affiche de Jules Chéret, « Théâtrophone » (1890), et la pochette du disque « Biophilia » (2011), de Björk, signée M/M (Paris).

MARC DOMAGE. COLLECTION DE LA VILLE DE CHAUMONT. ONE LITTLE INDIAN RECORDS

## Figure du rock alternatif, Sonic Youth a collaboré pendant une décennie avec des artistes visuels

logo : soit près de sept cents logos de metal underground peints au sol et sur les murs dans une petite salle de ce bâtiment en réhabilitation. Le visiteur est invité à fouler d'« obscures lettres, entremêlées dans une symétrie rampante », dit le commissaire, Sébastien Hayez, soit des visuels frappants qui, longtemps réservés à des groupes de musique radicaux, donc confidentiels, s'affichent aujourd'hui sur les podiums de mode et jusque dans la pratique du tatouage.

« Ces emblèmes tortueux, hérisse de pointes ou de formes organiques, ne sont pas de simples signatures graphiques : ils incarnent l'essence même des groupes qu'ils représentent, précise l'expert. Des ty-

pographies acérées du thrash metal aux entrelacs illisibles du black metal, chaque logo est une déclaration d'intention, un cri graphique traduisant l'énergie brute et l'univers singulier d'un groupe. »

L'exposition met notamment l'accent sur les créations de Christophe Szajdel, graphiste autodidacte né en 1970 qui, spécialisé dans les logos de metal extrême, s'inspire du gothique, de l'Art nouveau et de l'Art déco, intégrant des branchements ou des toiles d'araignées dans ses compositions. Et sur celles de Luca Devinu, né en 1994, dont la carrière a décollé en 2019 avec les logos typés metal extrême pour les singles de la chanteuse Rosalia et du rappeur Lil Nas X. En 2025, ce jeune Sarde est l'auteur de l'identité visuelle, plutôt consensuelle, de la collection capsule de bijoux en cristal Ariana Grande x Swarovski.

C'est l'un des paradoxes des logos de musique metal, nés pour soutenir un mouvement anticapitaliste et de niche, d'exercer une fascination esthétique sur le plus grand nombre. La radicalité des formes devient pouvoir du signe, d'où sa récupération par l'univers du luxe et de la mode. « C'est comme une écriture étrangère, fascinante parce qu'ésotérique : on

ne sait pas ce qui se cache derrière, dévoile Sébastien Hayez. Il y a même une accointance entre les logos et les sceaux magiques de la fin du Moyen Âge. Ainsi, chacun des membres du groupe britannique Led Zeppelin, précurseur du heavy metal, avait choisi comme emblème un signe occulte. Par exemple, trois cercles qui s'entrecroisent pour le batteur John Bonham, comme une visualisation de ses instruments de musique ou bien les traces des verres d'alcool qu'il aimait tant boire, tandis que le chanteur et auteur Robert Plant avait sélectionné Shou, divinité égyptienne du souffle de vie, symbolisée par une plume », précise ce spécialiste de l'histoire des logos.

L'affaire est si complexe, et populaire à la fois, qu'un ouvrage de sa propre plume doit sortir cet hiver aux éditions ABM. Quoique, selon Confucius, une image vaut mille mots ! ■

VÉRONIQUE LORELLE

Noise, jusqu'au 19 octobre au Signe-Centre national du graphisme, 1, place Emile-Goguenheim, Chaumont. Metalogo, jusqu'au 13 juillet à l'Institut du patrimoine haut-marnais, 19, rue Girardon, Chaumont.

## Si Simenon m'était montré

Fille énigmatique, fumée de pipe, quartier parisien déserté et glauque ou pistolet : la série de romans policiers Maigret, de Georges Simenon (1903-1989), donne, grâce au design graphique de ses couvertures, une première clé au lecteur de l'univers dans lequel il s'apprête à plonger. L'exposition « Simenon Simenon », présentée au centre d'art Le Signe, à Chaumont, jusqu'au 19 octobre, avec 290 ouvrages rassemblés par sa commissaire, Elodie Boyer, donne à voir comme une continuité visuelle dans toutes ces couvertures bigarrées rangées par pays – France, Allemagne, Pays-Bas, etc. – et par « affinités de couleurs ».

On ne sait pas quel designer graphique a imposé très tôt la pipe comme symbole, et comme aiguillette maître pour le lecteur. Un accessoire que le commissaire Maigret partage avec un autre détective, le Britannique Sherlock Holmes, dont la première nouvelle par Sir Arthur Conan Doyle date de 1887. Seuls deux graphistes sont connus : le Français Pierre Faucheu et le Néerlandais Dick Bruna, inventeur du petit lapin Miffy et génial illustrateur d'une centaine de livres de Maigret. Elodie Boyer a adopté un parti pris : « Ne rien élucider, laisser déguster. »

# Niède Guidon

## Archéologue brésilienne

**N**apoléon du Sertao» : le surnom en disait long sur Niède Guidon. Conquérante, audacieuse, visionnaire, mais aussi autoritaire, clivante et mégalomane, l'archéologue franco-brésilienne était une figure hors norme, la seule, à force d'ambition et grâce à un caractère bien trempé, à pouvoir mettre le Sertao, cette région semi-aride et isolée du Nord-Est brésilien, sur les cartes mondiales de la préhistoire. Elle est morte mercredi 4 juin à l'âge de 92 ans.

«Napoléon? Je préfère "Napoléone"!», rétorquait-elle, en 2023, à l'auteur de ces lignes, de sa maison située en lisière de l'épicentre de sa vie, la serra da Capivara. Un bijou situé dans le sud de l'Etat du Piaui, mis au jour par Niède Guidon et abritant, sur 130 000 hectares de canyons et de broussailles, plus de mille sites de peintures et gravures rupestres. Un véritable «Lascaux brésilien», classé au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Il fallait la voir, cette petite nognénaire à la crinière argente, défendre avec fougue les mille et une vertus de «sa» Capivara. Sur les parois d'arenite, cerfs, tatous, autruches et crocodiles, ocre ou laiteux, côtoient une foultitude d'humains, qui courent, sautent, paraissent danser ou faire l'amour... Autant d'instantanés exceptionnels de la vie des anciens Américains, dont l'archéologue fut l'intraitable gardienne.

Celle-ci naît le 12 mars 1933 loin de la Capivara, à Jau, ville de l'Etat de São Paulo. Son père, français, et sa mère, brésilienne, lui offrent un nom dérivé d'un cours d'eau du bassin rhénan, la Nied: «Je suis une rivière», disait-elle à sa biographe, Adriana Abujamra, en 2021. Impétueuse, elle passe une licence en histoire naturelle à l'université de São Paulo, puis part pour la Sorbonne et se spécialise dans l'archéologie et l'art pariétal.

### Des études à Paris

De retour au Brésil, la jeune femme trouve un emploi au Musée d'Ipiranga à São Paulo, mais rêve d'aventures et de découvertes. La voilà vite servie: en 1963, le maire de Petrolina, cité pernamboucaine proche du Piaui, lui montre des photos de curieuses esquisses, découvertes sur les parois d'un abri de la Capivara. «Des dessins de Caboclos [métis

d'origine amérindienne et européenne]», croit l'édile. Niède est sous le choc: pour elle, aucun doute, il s'agit d'incroyables peintures rupestres.

Il lui faudra dix ans pour atteindre la serra da Capivara. Fin 1963, un premier voyage organisé à l'improviste à bord d'une Coccinelle est stoppé net par l'effondrement d'un pont à 250 kilomètres du but. L'année suivante, le coup d'Etat des militaires fait sombrer le Brésil dans la dictature. Souponnée de sympathies communistes, Guidon prend la direction de Paris, où elle passera son doctorat avec un prestigieux directeur de thèse: André Leroi-Gourhan, titulaire de la chaire de préhistoire au Collège de France, pionnier de l'interprétation symbolique de l'art pariétal.

En 1973, enfin, la Capivara se dévoile. A la tête d'une petite expédition, l'archéologue parcourt le massif à la recherche des précieuses peintures. Menée à dos de mullet, dans des canyons à la chaleur de four, la quête est aussi palpitable qu'éreintante. Pas d'eau courante, pas d'électricité, pas d'asphalte: le sud du Piaui est l'une des régions les plus miséables du Brésil.

Niède Guidon ne se laisse pas impressionner par la misogynie débridée des hommes du coin. Cheveux coupés court et blue-jean, elle sillonne le Sertao en 4x4 ou à moto – plus tard, elle confiera l'entièbre protection du parc à des femmes, payées près de deux fois le salaire minimal. «Sherif de la Capivara», elle provoque ses ennemis en duel et affirme détenir un compte bancaire à l'étranger avec assez d'argent pour payer un tueur à gages capable d'assassiner toute personne susceptible d'atteindre à sa vie. Hommage malicieux: en 2012, les découvreurs de l'araignée la plus venimeuse de la Capivara baptiseront leur trouvaille *Loxosceles niedeguidonae*.

«La mère Guidon a toujours raison», répètent les Piauienses au sujet de cette despote éclairée, qui fait jouer ses contacts en haut lieu pour attirer citernes, centres éducatifs, postes de santé et asphalte dans le Sertao. Elle forme un bataillon de guides touristiques, encourage la production de cactus, de miel et de céramique, et ouvre un hôtel-restaurant. Au menu, elle ordonne de servir pi-



Chez elle, à São Raimundo Nonato (Etat du Piaui, Brésil), le 22 août 2023. MARIA MAGDALENA ARRELLAGA POUR « LE MONDE »

**12 MARS 1933** Naissance à Jau (Etat de São Paulo)

**1973** Première expédition dans la serra da Capivara (Etat du Piaui)  
**1978** Début de la mission archéologique franco-brésilienne dans le Piaui  
**1986** Publie dans « Nature » un article controversé faisant remonter le peuplement de l'Amérique à 32 000 ans au moins  
**4 JUIN 2025** Mort à São Raimundo Nonato

ranhas à la sauce tomate, jus du fruit du bacuri et... escargots. Niède Guidon s'est toujours sentie en mal de France. Aux confins du Nord-Est, la «Napoléone» distribue des tee-shirts à l'effigie de la tour Eiffel et apprend à des centaines d'enfants à chanter *La Marcellaise* – beaucoup en connaissent encore les paroles. Le soir venu, elle savoure ses bouteilles de bourgogne en écoutant ses disques d'opéras parisiens.

### Un faible pour Lucifer

Les efforts paient. En 1978, le Quai d'Orsay se met à financer une mission archéologique franco-brésilienne dans le Piaui, et, l'année suivante, la Capivara devient parc national. Sous la houlette de la «mère Guidon», les chercheurs mettent au jour céramiques, squelettes, outils et traces de charbon. C'est en se fondant sur l'analyse de ces derniers que Guidon publie en 1986 un article-choc dans la revue *Nature* ainsi titré: «Des datations au carbone 14 indiquent la présence

de l'homme en Amérique il y a 32 000 ans».

Stupeur dans le monde de l'archéologie, chez qui prédominait la théorie dite «de Clovis», selon laquelle *Homo sapiens* serait arrivé en Amérique à pied de l'Asie il y a 13 000 ans (cette datation a, depuis, été repoussée de plusieurs millénaires). Immédiatement, les préhistoriens nord-américains battent en brèche la théorie de la Franco-Brésilienne, affirmant que les restes de charbon analysés sont le produit de simples feux de forêt. L'offensive est rude. Niède Guidon en ressort harassée et amère. Combative, la voilà qui double (et même triple) la mise. Selon elle, l'occupation humaine de la Capivara remonte à 100 000 ans. Une thèse hasardeuse, largement invérifiable, qui embarrassera jusqu'aux membres de la mission archéologique franco-brésilienne.

Les empoignades ne détournent pas Guidon de son grand œuvre. Experte en levée de fonds, elle inaugure dans la Capivara un Mu-

sée de la nature ultramoderne, un campus universitaire, un festival de musique et un aéroport. La serra est choisie en 1996 comme thème de l'école de samba Beija Flor au carnaval de Rio et est le siège de festivités organisées en 2000 pour les cinq siècles de la découverte du Brésil par les Européens. Elle attire plusieurs dizaines de milliers de visiteurs par an.

«J'eu mariée à cet endroit», disait l'archéologue, qui s'est résolue à sa vie sur les flancs arides de la Capivara, régnant seule dans sa maison, entourée de disques de vin et de chiens très gâtés, nourris au blanc de poulet et à l'eau minérale. L'archéologue y passa ses dernières journées à jouer aux cartes sur son ordinateur – avec une addiction pour le solitaire. Athée et misanthrope, Niède Guidon avait un faible pour Lucifer. «Un de ces jours, je m'en irai, et direct en enfer!, confiait-elle à sa biographe. Je serai très amie avec le diable et lui donnerai même quelques idées...» ■

BRUNO MEYERFELD

# Edmund White

## Romancier américain

**S**usan Sontag disait de lui qu'il était «l'un des prosateurs les plus étonnantes de l'Amérique». Figure de proue de la littérature gay, le romancier, biographe et critique littéraire américain Edmund White est mort à son domicile new-yorkais, mercredi 4 juin. Il était âgé de 85 ans.

Sans fard ni tabou, il avait fait du «roman homo», comme il l'appelait, l'épicentre de son œuvre. «Ce que je cherche à faire, c'est à en explorer des facettes qui n'ont pas encore été traitées», confiait-il au *Monde* en 2013. Il était alors de passage à Paris pour la sortie de *Jack Holmes et son ami* (Plon, 2013), l'histoire d'une amitié entre un homosexuel et un hétérosexuel, et son séjour ravissait ce grand francophile. De 1983 à 1990, il avait vécu en France et ne manquait pas de signaler qu'il y

avait «connu tout le monde», d'Yves Saint Laurent à Catherine Deneuve ou Michel Foucault. Cette période aimée, l'écrivain l'avait consignée dans *Inside a Pearl. My Years in Paris* (Bloomsbury, 2014, non traduit).

Le 13 janvier 1940 à Cincinnati (Ohio), White était le fils d'un homme d'affaires texan et d'une psychologue. Dans *Un jeune Américain* (Mazarine, 1984), il fait le récit de son enfance dans le Midwest et décrit son père comme «le macho américain typique». A l'adolescence, découvrant son homosexualité, il s'en ouvre à sa mère qui le met dans les mains d'un psychanalyste pré-tendant le «guérisson». Solitude, haine de soi, White décrit le mal-être qui est le sien à l'époque dans le deuxième tome de son autobiographie *La Tendresse sur la peau* (Bourgois, 1988).

### Oeuvre abondante

Les «sixties» sont pour lui une libération. A New York, il découvre l'antithèse des valeurs familiales, hante les bas-fonds du Village, s'enivre de sexe et devient le grand chroniqueur de «la vie entre hommes». Il la décrit avec une précision dont l'audace ravit les uns et révulse les autres. Avec un luxe de détails, il dit cette frénésie qui est la sienne et qu'il peint tel un prurit: «Plus nous

**13 JANVIER 1940** Naissance à Cincinnati (Ohio)

**1973** Premier roman, «Oublier Elena»  
**1982** Débute son autobiographie avec «Un jeune Américain»  
**1983-1990** Vit en France  
**1993** Signe une biographie de Jean Genet  
**2008** Rimbaud. La double vie d'un rebelle»  
**2014** «Inside a Pearl. My Years in Paris»  
**4 JUIN 2025** Mort à New York

nous grattons plus ça nous démangeait... Pour nous, il n'y avait rien de plus naturel que d'entrer dans un parc, un camion ou une backroom pour prendre notre butin de corps», écrit-il dans *La Symphonie des adieux* (Plon, 1998). Ses pages mêlent crudité, violence, laideur et beauté.

A propos de Lou, un personnage de *La Tendresse sur la peau*, il a cette phrase qui résume l'essentiel de sa démarche: «Par

quelque étrange alchimie, il avait racheté notre maladie en y trouvant de la beauté. Il aimait la beauté et comme Baudelaire, il la recherchait dans ce qui était pourri, artificiel, damné.» Abondante (plus d'une vingtaine d'ouvrages), l'œuvre de White se déploie tel un polyptyque, un mouvant tableau de ce qu'il appelait «l'histoire sociale et sexuelle de trois décennies gays aux Etats-Unis». Histoire qu'il voulait restituer en témoin, telle que l'avait vécue sa génération «opprimée dans les années 1950, libérée dans les années 1960, exaltée dans les années 1970, balayée [par le sida] dans les années 1980».

Toujours en 2013, et dans un français parfait, il nous avait raconté comment, en 1985, il s'était découvert séropositif et comment il avait réagi. «J'ai pensé: je vais mourir évidemment. Alors j'ai

lancé un défi au destin. J'ai commencé la rédaction d'une biographie de Jean Genet. Tout le monde pensait que j'étais fou. D'ailleurs, je le suis certainement.» Par chance, il était de ceux chez qui le virus progressait lentement. Non seulement White acheva sa biographie (Gallimard, 1993), mais il put ensuite s'intéresser à Proust (Fides, 2002) et surtout à Rimbaud qu'il avait découvert, ébloui, à 14 ans, dans son internat du Michigan (*Rimbaud. La double vie d'un rebelle*, Rivages, 2011).

A Princeton (New Jersey) où il enseigna l'écriture de fiction, Edmund White était le collègue et l'ami de Joyce Carol Oates. L'écrivaine lui rendu hommage sur le réseau social X en louant ses «sujets audacieux et novateurs» ainsi que «l'étonnante polyvalence» de son style. ■

FLORENCE NOIVILLE

# Hamza Esmili

## « Le constat d'entrisme exprime le fait que l'intégration des musulmans a marché »

L'auteur de l'essai « La Cité des musulmans » décrit la réalité sociologique d'une communauté qui s'est intégrée sans s'assimiler, ce que méconnaît l'idée qu'il existerait un « problème musulman » en France

### ENTRETIEN

**A**u croisement des politiques publiques et de l'expertise académique, un « problème musulman » en France a été formulé depuis la fin des années 1980, soutient le socio-anthropologue Hamza Esmili dans son essai *La Cité des musulmans* (Amsterdam, 160 pages, 13 euros). Ce chargé de recherche à l'Université libre de Bruxelles en explore les grands paradigmes, de la radicalisation au séparatisme, tout en jetant les bases d'une sociologie originale de la communauté musulmane, qui fera l'objet de son prochain livre.

**Que vous inspire l'attentat contre le Tunisien Hichem Miraoui, samedi 31 mai dans le Var, par un auteur présumé ouvertement antiarabe et antimusulmans ?**

Nous arrivons au faîte d'une crise dont le point de focalisation est l'islam et la communauté musulmane de France. Cet attentat, qui intervient un mois après le meurtre d'Aboubakar Cissé dans une mosquée du Gard, mais aussi en même temps que l'autodafé d'un Coran dans une mosquée de Villeurbanne, se présente à mes yeux comme la résultante d'un écart dont on a vu une figuration exemplaire dans le récent rapport sur « l'entrisme » des Frères musulmans en France : ce document, intellectuellement indigent dans son contenu, brosser un tableau d'une noirceur qui tranche avec la pâleur des solutions esquissées – le rapport suggère par exemple de développer l'apprentissage de l'arabe et de contenter les musulmans par la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Dans cet écart se logent tous les dangers : invoquer une menace existentielle et y répondre par des pistes aussi naïves condamne l'Etat à l'impuissance, et laisse donc à des groupes extrémistes, voire violents, la place de se saisir des mêmes constats pour justifier leurs solutions guerrières.

C'est exactement dans cette brèche que s'engouffre Christophe B., meurtrier présumé de ce Tunisien, qui affirme, dans une vidéo diffusée sur Facebook en marge de son passage à l'acte, faire le sale boulot à la place d'un Etat qui n'est « pas capable de nous protéger, de les renvoyer chez eux », en parlant notamment de ces « islamiques » auxquels il faudrait dire « stop ». Je relève par ailleurs que la quali-

fication d'islamophobie, apparue avec l'assassinat d'Aboubakar Cissé, semble avoir de nouveau disparu dans le débat public, gommant une dimension pourtant évidente de ce crime.

**Ce rapport sur « l'entrisme » des Frères musulmans, que vous évoquez à l'instant, ouvre-t-il à vos yeux une nouvelle séquence dans la formulation de la question musulmane par les pouvoirs publics ?**

Nous assistons avec ce rapport à la radicalisation interne d'une matrice intellectuelle déjà en place. On l'oublie, mais l'entrisme était une ligne de force de la loi dite « séparatisme » de 2021, dont l'exposé des motifs affirmait : « Un entrisme communautariste, insidieux mais puissant, gangrène lentement les fondements de notre société dans certains territoires. » A l'époque, j'avais été choqué de voir cette théorie complotiste reprise dans un texte officiel.

Mais, plus que ce rapport, c'est un article de presse le dévoilant qui m'a sidéré en faisant sien une rhétorique de la pieuvre, où les musulmans de France formaient un vaste réseau cherchant à grignoter la société. Or, à mes yeux, ce constat d'entrisme exprime de manière conspirationniste et pathologique une situation sociologique réelle, qui témoigne du fait que l'intégration des musulmans a marché.

Police, université, hôpital : on trouve des musulmans dans toutes les sphères de la vie sociale française, mais avec ceci de spécifique que cette intégration n'a pas abouti à la dissolution des référents culturels et des liens de solidarité. C'est cette intégration sans assimilation que j'essaie de décrire dans mon livre.

**Vous repérez trois grands paradigmes formulant un « problème musulman ». Pourquoi faites-vous démarquer le premier à la commission de la nationalité installée par Jacques Chirac, alors premier ministre, en 1987 ?**

Le projet de cet ouvrage n'est pas de faire une généalogie de l'islamophobie, ni de déconstruire ses arguments, mais d'examiner l'histoire de la production des connaissances et des théories sociales qui ont conduit à entériner l'idée d'un « problème musulman » en France. Dans les années 1980, l'islam demeure secondaire dans ce débat d'abord focalisé sur l'intégration des immigrés et de leurs enfants.

La commission de la nationalité de 1987, première instance du genre qui a alors pour fonction de redéfinir les contours de l'appartenance nationale, est déterminante. En se plongeant dans les archives de cette commission, on observe que s'amorce une méfiance envers cette communauté qui semble ne pas s'assimiler – autrement dit rompre avec ses appartenances – naturellement.

L'affaire des foulards de Creil, en 1989, accentue la crispation : une pétition d'intellectuels évoquera même un « Munich de l'école républicaine ». L'idée d'un rapport de force à mener contre un ennemi, ici nazifié, commence à s'installer. L'année 1987 est aussi marquée par la parution des *Banlieues de l'islam*, de l'islamologue Gilles Kepel, ouvrage précurseur car il rompt avec la question sociale pour faire de ces marges urbaines un espace d'influence de puissances étrangères travaillant à la subversion de



LA CITÉ DES MUSULMANS.  
UNE PIÉTÉ INDÉSIRABLE  
de Hamza Esmili  
(Amsterdam,  
160 pages, 13 euros)



YANN LEGENDRE

la France par l'intérieur : l'œil de Moscou devient l'œil de Téhéran, d'Alger ou de Riyad. Cette géopolitisation des banlieues viendra nourrir la thèse du complot de l'intérieur.

**Comment se caractérise le second paradigme, celui de la radicalisation ?**

Au début des années 2010, le contexte est marqué par les départs de Français en Syrie pour rejoindre Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] et Al-Qaida. L'année 2014 apparaît comme une charnière à la fois intellectuelle, avec la publication de *Radicalisation* [Editions de la Maison des sciences de l'homme] du sociologue Farhad Khosrokhavar, et politique, avec notamment la création du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation.

Ce paradigme de la radicalisation est libéral, en ce qu'il individualise la question en mettant de côté la communauté. Il est sous-tendu par l'idée que le danger provient de personnes manipulables et déviantes, et que les conversions à l'islam sont suspectes en soi, ce qui repose là encore sur le postulat que cette religion est le symptôme d'une intégration qui n'a pas fonctionné.

**Aussi imparfaite soit-elle, la lutte contre la radicalisation répondait à un problème bien réel...**

En effet, mon propos n'est pas de disqualifier toutes les mesures prises pour contrer des problèmes, mais d'identifier la façon dont se formule le « problème musulman ». En l'occurrence, la radicalisation est intellectuellement problématique, car c'est une notion héritée du modèle de lavage de cerveau et de la lutte contre les sectes, mais elle s'est montrée efficace en pratique.

Reste que cette approche n'est pas à la hauteur de l'ampleur de l'enjeu pour la société française : comment régler les relations entre l'individu, ses groupes d'appartenance et la société globale ? L'islamophobie me semble être une mauvaise réponse à cette vraie question, témoignant d'un conflit de modernité hérité de la Révolution. La modernité de 1789 et ses principes généreux reposent sur l'idée que la nation émancipe de ses groupes d'appartenance.

Mais cette théorie bute sur la réalité de leur persistance. L'obstination à nier ce phénomène concernant l'islam est au cœur du « problème musulman », alors que repenser autrement le modèle social consisterait à réaliser

la promesse républicaine avec, et non contre les groupes sociaux.

**Cette concorde semble d'autant plus lointaine depuis l'émergence du paradigme séparatiste que vous situez en 2020. Pourquoi y voyez-vous une offensive conservatrice ?**

A la différence des deux premiers paradigmes, qui reposaient sur une conception libérale, le diagnostic du séparatisme repose sur un constat inverse : l'anomalie n'est plus la violence de certains musulmans née d'une intégration ratée, mais c'est la communauté en tant que telle qui pose problème, soit par son séparatisme territorial, soit par son entrisme – ce qui sous-entend son excès d'intégration. Le danger est donc à la fois le barbu, et celui qui ne l'est plus.

Nous entrons dans ce que je nomme un « moment schmittien du problème musulman » – du philosophe et juriste allemand Carl Schmitt (1888-1985), qui définit la politique comme la discrimination de l'ami et de l'ennemi : soit vous êtes du côté de la France ; soit de celui des musulmans, même quand vous ne l'êtes pas, ce que cible l'étiquette d'*islamo-gauchisme*.

**Vous esquissez une autre sociologie de la communauté musulmane. Quelle est la dynamique à l'œuvre ?**

J'ébauche dans ce bref essai les conclusions d'un travail socio-anthropologique qui fera l'objet de mon prochain ouvrage *La Fidélité et le reste* [à paraître en 2026, au Seuil]. Celui-ci repose sur l'hypothèse que nous assistons à une réaffiliation religieuse des enfants d'immigrés du Maghreb en France. Il s'agit à mes yeux d'une évolution majeure qui s'est jouée depuis des années 1980 marquées par deux phénomènes : la première génération d'immigrés a dû se poser la question de la transmission alors même que les classes populaires étaient percutées par des crises – chômage, désindustrialisation, sida, drogues.

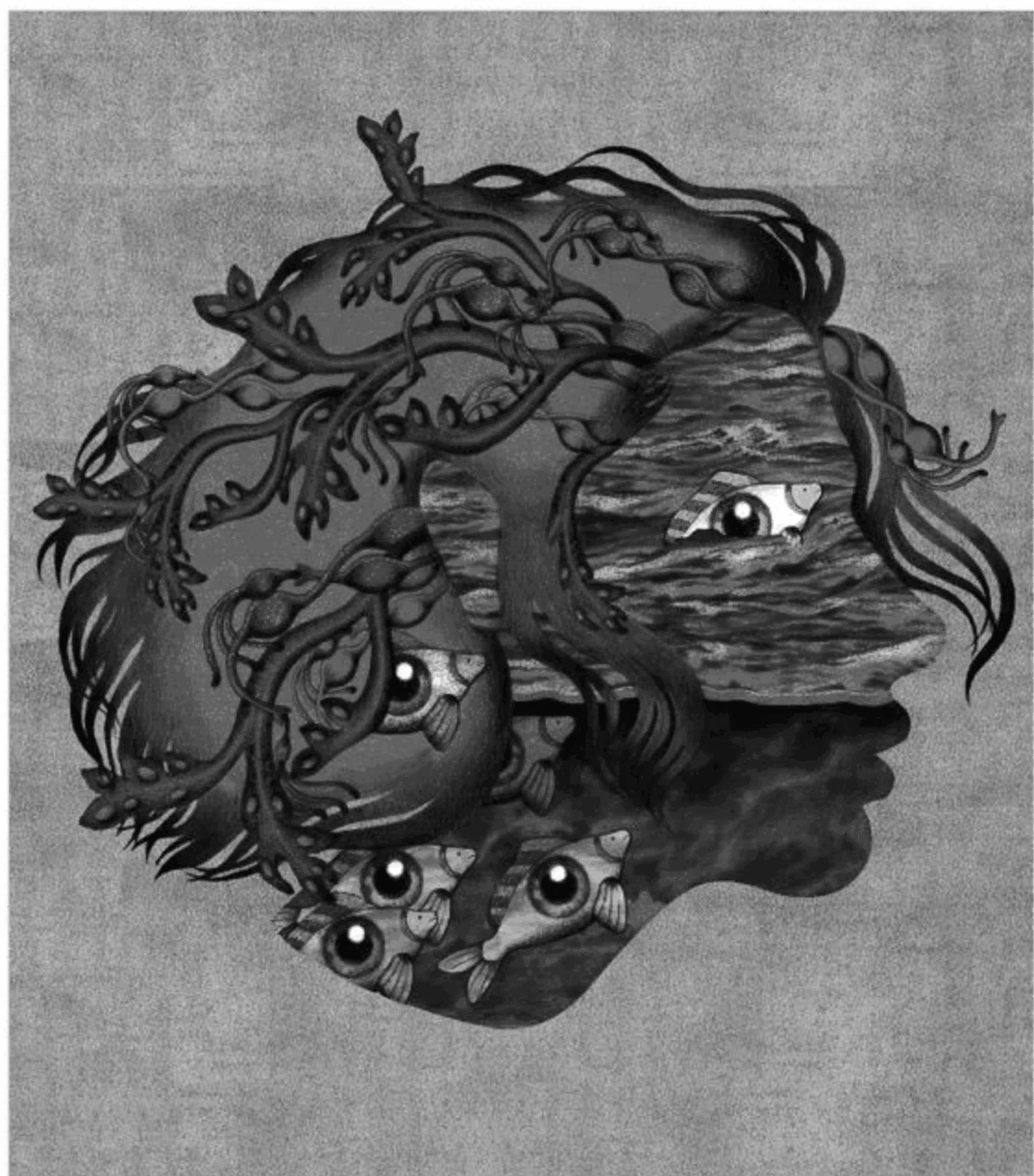
La réaffiliation religieuse, se traduisant par un surcroît de piété, a été selon moi la réponse de ce groupe à la crise. Cela a pour conséquence de produire un mode de participation très spécifique à la vie sociale, qui se fait à la fois en tant que Français et en tant que musulman. Ce qui tantôt fonctionne, et tantôt crée des pathologies, comme dans le cas des attentats. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR YOUNESS BOUSENNA

# Plonger dans l'océan, repenser le vivant

L'effondrement de la biodiversité met paradoxalement en évidence l'immense richesse du monde océanique et la méconnaissance dont il fait l'objet.

Une invitation à trouver les moyens de le protéger et à reconstruire notre façon terrestre de philosopher



CHRISTELLE ENAULT

ILE-TUDY (FINISTÈRE), PORQUEROLLES ET PORT-CROS, (VAR) - envoyé spécial

**L'**océan est notre nouveau continent. Une planète bleue abîmée, tant la prédateur humaine l'a saccagée, la pêche industrielle l'a vidée et le réchauffement climatique perturbe la vie océanique. Les canicules aquatiques en Méditerranée dévastent gorgones et herbiers, blanchissent les coraux du Pacifique. La mer se dilate et s'acidifie, les eaux gorgées de plastique montent inexorablement le long des côtes menacées d'affaissement. Des espèces d'algues ou de poissons exogènes deviennent invasives.

Mais les politiques de protection des aires marines protégées et de régulation de la pêche restent timides, évasives et peu coercitives. D'autant que le trumpisme fait sauter tous les verrous de l'extractivisme. «Drill, baby, drill» («fore, bébé, fore»): la volonté de Donald Trump s'étend désormais aux abysses, à l'image d'un décret signé par le président américain, le 24 avril, destiné à ouvrir l'extraction à grande échelle de minéraux dans les grands fonds océaniques, y compris en eaux internationales. Les gigantesques gisements de lithium, de cobalt et de nickel nécessaires à la fabrication des batteries électriques transforment l'océan en un gigantesque eldorado, comme un écho à *Vingt Mille Lieues sous les mers* (1869-1870), roman prémonitoire de Jules Verne dans lequel le capitaine Nemo rêvait du trésor constitué par des «mines de zinc,

*de fer, d'argent, d'or*». C'est dire si la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC-3), qui se tient à Nice du 9 au 13 juin, mobilise activistes et lobbyistes, pêcheurs et chercheurs.

L'effondrement du vivant met paradoxalement la focale sur la richesse des océans. Car la mer est un terrains méconnu et foisonnant. Une véritable terra incognita. Séduits par les rivages et les plages, la plupart des contemporains ne la connaissent pas. «La Terre est plus creuse que bossue», avec des failles plus importantes que la chaîne des montagnes de l'Himalaya, explique notamment l'océanologue Catherine Jeandel, dans la revue *Reliefs* (n° 21, 2025). Et les abysses sont des abymes. Seuls 5% des grands fonds marins ont été explorés. «Les surfaces de la Lune ou de Mars sont mieux cartographiées que le fond de nos océans», observent l'océanaute Jozée Sarrazin et la reporter Stéphanie Braibant, dans *Atlas des abysses* (Arthaud, 2024).

Les zoonoses, les torrents de boue et les dômes de chaleur ont conduit l'humanité à prendre conscience de sa condition terrestre. Les typhons et les tsunamis, mais aussi l'altération de la capacité océanique à produire de l'oxygène et à absorber le carbone de l'atmosphère – ce qui contribue au refroidissement de la planète – lui font prendre la mesure de sa condition marine. La pensée est chavirée par la nouvelle philosophie des mers. Immersion, fluidité, flottaison: après le dualisme entre la nature et la culture, c'est l'opposition entre la terre et la mer qui est remise en cause. Car tout est lié: les rivières, les mers, l'atmosphère.

## APRÈS LE DUALISME ENTRE LA NATURE ET LA CULTURE, C'EST L'OPPOSITION ENTRE LA TERRE ET LA MER QUI EST REMISE EN QUESTION

A l'ère de la géolocalisation, des drones et des balises numériques, des GPS et des espaces virtuels qui empruntent le vocabulaire de la navigation, l'exploration pourrait être théorique. Mais l'océan ne se laisse pas uniquement saisir par les livres. Ce sont des philosophes eux-mêmes qui le disent. Fils de marinier et ancien de l'Ecole navale, Michel Serres (1930-2019) suggérait que penser, c'est apprêiller. Alors, comme y invitait Nietzsche dans *Le Gai savoir* (1882), «nous avons quitté la terre et sommes montés à bord! Nous avons brisé le pont qui était derrière nous».

Premier embarquement pour l'île de Porquerolles (Var), où Longitude 181, l'association cofondée par les océanographes Véronique et François Sarano, notamment connue pour son programme de recherche sur les cachalots, a réuni, les 18 et 19 octobre 2024, une pléiade de spécialistes et de praticiens des écosystèmes marins. Pins, myrtes, genêts à feuilles de lin, eaux azurées et nuits étoilées: en cette saison, cette île méditerranéenne, propriété de l'Etat français depuis 1971 et dotée du statut de parc national depuis 2012, ressemble à un paradis.

**CONSIDÉRÉES COMME DES DÉCHETS**  
Un paradis infernal une partie de l'année, comme l'a rappelé Nikolaj Schultz, dans *Mal de Terre* (Payot, 2022), récit de voyage initiatique au cours duquel le sociologue danois raconte ses vacances estivales embarrassées sur cette perle de l'archipel d'Hyères: l'afflux de milliers de touristes «menace l'île et ses conditions d'habitabilité, de l'épuisement de son eau potable à la contamination

des eaux du port», constate-t-il. Une île où se livre une «lutte géosociale» entre ceux qui veulent développer l'industrie touristique et ceux qui veulent la limiter, dit-il.

Porquerolles reste malgré tout un îlot préservé de la Méditerranée. Partout, l'alerte est maximale. «Nous plongeons dans l'inconnu», lance François Sarano, dès l'ouverture des discussions du colloque. Le chalutage de fond est une calamité: «C'est comme si, pour attraper trois sangliers, on rasait une forêt», résume-t-il. Le rythme de l'exploitation est tel que les poissons n'ont plus le temps de vieillir. L'espérance de vie des adultes dépasse de peu l'âge de reproduction. De rares espèces emblématiques – comme la tortue caouanne en Méditerranée – sont protégées, mais seules environ 150 espèces commercialisées sont recensées, comme la sole ou la langoustine, alors que les 250 000 autres sont invisibilisées, considérées comme des déchets, rejetées par les abattoirs marins ou par des vacanciers s'amusant avec les alevins. En résumé, s'emporte François Sarano, «la tapisserie du vivant est déchirée».

Présidente de Wild Legal, une association engagée pour les droits de la nature, l'avocate Marine Calmet rappelle, lors du séminaire de Longitude 181, que «notre modèle juridique spéciiste sépare le monde en deux catégories, les personnes et les biens». Sur terre comme sur mer, les animaux sauvages sont considérés comme des choses – *res nullius*, comme le dit en latin le droit romain – dont chacun est libre de s'emparer (à l'exception des individus appartenant à la liste des

espèces protégées). C'est pour cela que «l'étoile de mer prise dans un filet passe du statut de "res nullius" au statut de bien, propriété du pêcheur, une fois hissée sur le pont du bateau», poursuit Marine Calmet. Un droit de propriété qui autorise le pêcheur à marchandiser ou à rejeter ces êtres «sentiens» (capables de ressentir de la douleur ou du plaisir) comme de simples déchets à la mer. C'est pourquoi Marine Calmet et François Sarano réclament *Justice pour l'étoile de mer* (Actes Sud, 96 pages, 12 euros) afin que la communauté internationale reconnaîsse les droits de l'océan.

Le constat est accablant. Il rejoint celui de Claire Nouvian. La fondatrice de l'ONG Bloom, dont l'action a notamment conduit l'Union européenne à interdire la pêche électrique en Europe à partir de 2021, mène campagne contre «les méthodes de pêche destructrices», comme le chalutage, et pour la défense des aires marines protégées. Dans les Hauts-de-France ou dans la Manche, des «monstres métalliques» de plus de 30 mètres de long ratissent les fonds de la mer et «tuent la pêche artisanale», dit-elle, avec des «armes de destruction massive», comme la senne démersale. Une technique de pêche industrielle qui crée un mur de sédiments permettant de capturer les poissons piégés à l'intérieur d'un polygone de câbles et de filets de près de 3 kilomètres carrés.

#### POISSONS VOLANTS ET REQUINS BLANCS

A Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), les marins sont amers : «L'aquarium est vide», lâche l'un d'eux, dans *Omerta*, le documentaire de Charles Villa destiné à montrer les dégâts provoqués par les cinq géants industriels néerlandais. «On a gagné la bataille culturelle, mais pas la bataille politique», estime Claire Nouvian. Est-ce le signe que celle-ci sera bientôt gagnée ou bien celui d'un reflux, d'un ressac, et même d'une contre-attaque? Lors de l'avant-première de la projection d'*Omerta* au cinéma Max-Linder, à Paris, le 20 mai, un «réactiviste» avait placé une encéinte dans la salle afin de perturber la discussion suivant la projection, d'où s'échappaît une chanson : «Claire Nouvian ment...» «Les lobbyistes de la pêche industrielle sont en panique. Après la pêche électrique, ces manières de rader les océans seront, un jour, toutes interdites», veut croire la militante, qui dénonce une campagne de dénigrement, d'intimidation et de harcèlement. Dans la nuit du 3 au 4 juin, «une ligne rouge a été franchie», dit-elle : la porte d'entrée de son appartement a été vandalisée, aspergée de peinture noire, et une plainte a été déposée.

La bataille politique n'est peut-être pas encore gagnée, mais l'expérimentation écologique a commencé. Lorsqu'on lui laisse le temps de se régénérer, la mer se repeuple. C'est ce que montrent les expériences menées dans les aires marines protégées, notamment dans le parc national de Port-Cros, au cœur de l'archipel côtier des îles d'Hyères, englobant une grande partie de Porquerolles. «Aujourd'hui, il y a 800 mésrous autour de nous, c'est possible d'avoir une Méditerranée exubérante», s'enthousiasme François Sarano.

Un tour de l'île à vélo ou en bateau permet de comprendre le «rôle d'avant-garde» que jouent les parcs nationaux et les aires protégées en général, témoigne Laurent Maxime, inspecteur de la police de l'environnement. A bord d'un Zodiac, à l'affût des dauphins, des poissons volants et des puf-fins, ces oiseaux marins pélagiques qui nichent sur les falaises de l'île, le chef de secteur de Porquerolles soutient que ce label d'espace protégé n'est pas contradictoire avec le développement économique de l'île, tant les vacanciers recherchent aujourd'hui des espaces préservés. «La biodiversité a une capacité de résilience exceptionnelle à condition qu'on lui donne, a minima, le temps et un peu d'espace», dit-il.

D'autant que les rencontres marines ne manquent pas, comme avec ce grand requin blanc repéré, début novembre, entre le petit et le gros Sarranier, deux récifs situés à l'est de l'île. Sans parler du retour des mésrous, espèce emblématique de la Méditerranée, dont on ne comptait que quatre à cinq représentants dans les années 1970, sur l'îlot de la Gabinière. «Lorsqu'on arrive à réguler les activités - et c'est un défi quand 1 million de touristes fréquentent le site l'été -, la nature est en partie restaurée», confirme Sophie-Dorothée Duron, directrice du parc national de Port-Cros et du Conservatoire botanique national méditerranéen. Tout n'est pas rose pour autant. Les talus des plages sont grignotés chaque année, comme sur

celles de la Courtade ou de Notre-Dame, et il faut avertir ou même verbaliser de nombreux touristes qui s'aventurent à Jet-Ski près des zones côtières protégées, ce que fait Laurent Maxime avec une fermeté pédagogique tournée vers la préservation du vivant. Sans compter l'inlassable besoin des vacanciers de remonter du poisson, à la pêche à la ligne ou au harpon, parfois en dehors de la réglementation.

L'exploitation par les pêcheries de masse ou les loisirs de prédateur ne sont pas les seules raisons de la dévastation. Il y a aussi la méconnaissance de l'océan, que l'historien Alain Corbin qualifie de «territoire du vide». Un univers maritime souvent réduit à la carte postale du littoral, moins impressionnant que la haute mer. L'océan demeure pour beaucoup ce «monde du silence», comme disait le commandant Cousteau dans un film conçu avec Louis Malle (1956), qui autorise tous les saccages. Le poisson ne crie pas.

Pourtant, «la mer est loin d'être silencieuse», témoigne le bioacousticien Hervé Glotin, professeur à l'université de Toulon et invité du colloque de Longitude 181. De Tahiti aux fjords norvégiens, le chercheur écoute les sons de l'océan. Lors de la pandémie de Covid-19, il a même pu enregistrer le «point zéro» de la Méditerranée, l'état de ses fréquences sans aucune activité humaine. Et mesurer ainsi les dégâts des bruits anthropiques sur les céttacés, notamment sur les orques, confrontés aux Azipod, moteurs électriques surpuissants des bateaux de croisière ou de commerce, qui couvrent leurs vocalises. «La pression anthropophonique sur les habitats marins est telle qu'une législation s'impose», estime Hervé Glotin.

Une idée domine les conversations. Le maritime n'est pas le terrestre. Et les Terriens ont oublié que leurs ancêtres, sortis de l'eau il y a quelque 360 millions d'années, furent des «mériens». «Platement terriennes et donc courtes, nos philosophies oublient l'océan comme espace-temps principal, berceau primordial, utérus liquide, mère universelle, soupe primitive, oui, commencement», lançait Michel Serres, en 2012, dans un discours prononcé au Musée de la Marine, à Paris. Biologiste engagée, Rachel Carson (1907-1964) avait aussi relevé ce qui relie encore tous les animaux du sol à leur vie marine : «Chacun de nous porte dans ses veines un fluide salin qui combine le sodium, le potassium et le calcium dans presque la même proportion que l'eau de mer», écrivait-elle dans *La Mer autour de nous* (1952).

Variois d'origine et Drômois d'adoption, le philosophe Baptiste Morizot n'ignore pas qu'il vit dans une région qui fut, il y a 200 millions d'années - à l'ère du crétacé -, le fond d'un vaste océan. Le penseur du vivant inscrit, lui aussi, toutes ses réflexions dans le temps long de l'évolution. «L'océan n'est pas un contenant abiotique de ressources inépuisables, mais notre origine», explique Baptiste Morizot, qui participa à la mission WhaleWay-5 lancée par Longitude 181, du 7 au 21 septembre 2024, afin de pister les cachalots depuis un catamaran et d'enquêter sur les mœurs invisibles des céttacés.

«La mer est l'archétype du sauvage, poursuit le philosophe. On n'a pas domestiqué au sens fort une seule espèce vivante dans ce milieu; il est surexploité, mais pas organisé; nous l'avons pollué, mais pas aménagé; nous l'avons abîmé, mais jamais contrôlé; nous l'avons exploré, mais jamais colonisé; et surtout, à la différence des milieux terrestres, on ne comprend pas vraiment jusqu'à son fonctionnement.»

Nous savons que la vie océane régule le climat terrestre. Nous commençons à comprendre que l'océan est davantage peuplé que la terre. Mais beaucoup ignorent que ce sont de véritables «forêts marines animales» qui permettent aux petits végétaux marins composant le phytoplancton de prospérer et d'oxygéner les océans, rappelle-t-il dans une tribune écrite avec Claire Nouvian parue dans *Libération*, le 20 mars. Cette étrangeté ferait même de l'océan un «alien», selon l'anthropologue américain Stefan Helmreich, une «exoplanète symbiotique», prolonge Roberto Casati, chercheur au CNRS dont la perception de la mer a été transformée après avoir échappé, adolescent, à une noyade. Et qui propose, dans *Philosophie de l'océan* (PUF, 2022), de «faire notre regard de la dorade».

«Notre vie sur la terre ferme dépend de la vitalité de la vie marine», résume Baptiste Morizot. Pour comprendre cela, il convient d'opérer un déplacement, un décentrement. «Se centrer sur la vie océane, essayer de voir par ses yeux, de sentir le monde par

sa sensibilité, transforme bien des perspectives sur la mer», poursuit l'auteur de *L'Inexploré* (Wildproject, 2023). Il apparaît alors que l'océan n'est pas bleu, comme le croient la plupart des humains, mais «vif-argent» pour la plupart des espèces océaniques qui ont des yeux, fait remarquer le philosophe à la lumière de travaux scientifiques en psychologie comparée de la perception visuelle, comme ces raies *Mobula* qui s'approchèrent du catamaran de la mission WhaleWay-5 et auprès desquelles le philosophe a plongé, au large des côtes continentales françaises de Méditerranée.

L'étrangeté familière de la mer conduit une partie de la pensée contemporaine à forger une «ontologie marine», comme s'y attelle la philosophe Corine Pelluchon, dans *L'Etre et la Mer* (PUF, 2024). Une métaphysique qui s'appuie sur des observations géographiques. Comme l'a relevé l'océanographe sud-africain Athelstan Spilhaus (1911-1998) en 1942, il n'y a pas cinq océans sur la planète, l'Atlantique, le Pacifique, l'Antarctique, l'Indien et l'Arctique, mais un seul : l'océan mondial. C'est pourquoi la Terre apparaît comme une «île au milieu de l'océan», résume Corine Pelluchon. L'ontologie marine affirme l'«unicité de l'océan et sa présence sur la terre», et propose d'appréhender la vie terrestre «à partir de notre dépendance à l'égard de l'océan», écrit la philosophe.

Un océan, mais deux perspectives, deux manières de l'envisager, analyse l'anthropologue Hélène Artaud, dans *Immersion* (La Découverte, 2023). D'un côté, la «perspective atlantique» des grandes traversées et conquêtes occidentales, axée sur l'«idée d'une mer dangereuse et hostile, d'un espace anxiogène, auquel serait associée une peur universelle» qu'il faudrait dompter et exploiter par la maîtrise technique. De l'autre, la «perspective pacifique» des Océaniens au sein de laquelle ce sont des dispositions sensorielles et des savoirs singuliers (observation des vents, de la forme de la houle, des bois flottés, des volées d'oiseaux et des bancs de poissons) qui permettent l'orientation et la navigation. Le «tourant océanique» fait prendre conscience de l'«océan des autres» et relativise l'imaginaire occidentaliste de la confrontation avec la mer, fait de colonisation et de prédation.

#### PERCEPTIONS MODIFIÉES

Le second principe de cette ontologie, selon Corine Pelluchon, est la fluidité. Comment encadrer, avec les outils conceptuels et juridiques terrestres, des courants par essence mouvants, une circulation permanente des masses d'eau et des éléments? Roberto Casati insiste : «La fluidité de la mer rend problématique la notion de territorialité.» C'est pourquoi la «thalassopolitique» modifie en profondeur notre conception du droit, précise Corine Pelluchon. Le quadrillage des mers dans les eaux territoriales placées sous la juridiction des Etats côtiers, qui possèdent la souveraineté sur ces zones économiques exclusives, ne prend pas en compte le fait que la pollution marine ignore les frontières, dit-elle. La nouvelle philosophie des océans ne peut plus s'appuyer sur les principes de l'ancien monde. Notamment ceux du juriste hollandais Hugo Grotius (1583-1645) qui, dans *Mare liberum* (1609), distingue, certes, les terres et les mers - qu'il considère comme des «choses communes» -, mais témoigne d'une «vision instrumentale» de la mer en vue du commerce maritime.

C'est pourtant le droit qui protégera vraiment l'océan. «Le salut viendra de la loi. Seule la contrainte peut changer les comportements. Ni l'écologie des petits gestes, ni la sensibilisation n'y parviendront», assure Roberto Casati, qui doit intervenir à l'UNOC. Pourtant, ce sont souvent les rencontres, notamment avec les mammifères des mers, qui ont modifié la perception de nombreux penseurs contemporains. La plupart des animaux marins viennent facilement vers les humains. Tandis que leurs homologues terrestres les fuient sur terre, eux les accompagnent, voire les rejoignent en mer. «Pourquoi ces raies sont-elles venues vers nous?», se demande Baptiste Morizot. Mais surtout, «pourquoi reviennent-elles vers nous plusieurs fois après nous avoir identifiés?» Ce n'est pas uniquement par curiosité.

Le philosophe formule une hypothèse. «Alors que tous les animaux terrestres nous fuient d'avoir été chassés, piégés, détruits, ces raies se comportent envers l'humain comme s'il n'était pas le fléau qu'il sait être parfois.» L'innocence des raies *Mobula* à l'égard du danger que représentent les humains repose sur le fait qu'elles ne les asso-

cient pas à des prédateurs, alors que les affects de la faune terrestre ont été façonnés par des siècles de destruction. «Il est assez régénératif de nager et d'interagir avec des animaux qui ne connaissent pas nos pires vies», se réjouit Baptiste Morizot.

Spécialiste des terrains maritimes, l'anthropologue Fabien Clouette s'est tout particulièrement intéressé aux rencontres atypiques entre les grands mammifères marins (phoques ou cétacés) et les humains. Auteur des *Vies océaniques* (Seuil, 240 pages, 22 euros), il étudie la mer comme un espace de rencontre entre les bipèdes terriens et les animaux marins : un dauphin de Risso nommé «Marisa» qui fréquente les hauts-fonds de la baie du Mont-Saint-Michel, un phoque gris qui apprécie les surfeurs d'Aquitaine ou encore des orques qui «attaquent» des voiliers dans le détroit de Gibraltar.

En juin, Fabien Clouette nous a convié à plonger avec lui à L'Ile-Tudy, dans le Finistère, autour d'un récif rocheux qui affleure à marée basse. Son «jardin secret», confie l'anthropologue. Un terrain d'exploration en apparence commun et que peut prospecter, avec masque et tuba, tout un chacun. Un lieu qui se révèle extraordinaire dans sa capacité à éclairer les nouveaux enjeux de l'océan. Sous l'eau, Fabien Clouette croise quelques spirographes, «élégants vers annelides pourvus de tentacules colorés», que le chercheur malouin apprécie tout particulièrement. Mais aussi des poissons de roche, des anémones, des oursins, des hippocampes et de discrets nérophis. Il faut toutefois se frayer un passage à travers de larges algues, venues des sargasses japonaises, une espèce invasive apparue dans les années 1970 à la suite de l'introduction de naissances d'huîtres nippones dans l'aquaculture bretonne.

Décimé dans la région en raison d'un hiver glacial au début des années 1960, le poulpe prolifère depuis 2021 dans ces paysages ainsi colonisés. En 2021, sa réapparition sur les côtes bretonnes a suscité de nombreuses réactions et réaménagements des activités de pêche. Inquiétude et panique, tout d'abord, des ostréiculteurs et des pêcheurs : le poulpe se nourrit de coquilles Saint-Jacques, de homards et d'ormeaux de plongée. Sous l'eau, Fabien Clouette montre en effet les coquillages et les restes d'animaux rassemblés par le poulpe devant son terrier : vernis, couteaux, praires, étrilles, tourteaux, et araignées. Un festin d'écailler.

Réjouissance et intérêt ensuite : «Le risque fut modéré par l'aubaine économique vécue par l'ensemble de la filière, à la suite de la création de marchés internationaux.» Partout sur la côte bigoudène, le poulpe est devenu un emblème, dopé par l'engouement pour son intelligence et sa sagacité, mais aussi en raison de ce que les humains tentent d'y projeter, comme en témoigne le succès de *La Sagesse de la pieuvre*, film documentaire sud-africain réalisé par Pippa Ehrlich et James Reed (2020), ou d'*Autobiographie d'un poulpe*, de la philosophe Vinciane Despret (Actes Sud, 2021). Le phénomène a conduit Fabien Clouette à étudier les «réactions, tout autant angoissées que fascinées, des pêcheurs du Finistère sud mis face aux bouleversements environnementaux affectant leurs paysages de travail».

Voilà pour son jardin, même si son actuel terrain le conduit désormais au large de Cadix, en Espagne, et dans l'Arctique norvégien pour étudier les «biographies relationnelles» entre les orques et les humains. Le plaisir de la rencontre animale a provoqué la «passion de l'approche et du contact à tout prix», regrette-t-il, qui fait suite à une première «passion dévorante» - la chasse baleinière - «comme si la perche à caméra avait remplacé le harpon». Partout, dans le monde, un nouveau tourisme se développe, au sein duquel des clients aisés plongent avec des dauphins, des orques ou des baleines à bosse dans les eaux salées du monde entier.

«Si vous aimez la mer, n'y allez pas», lance Roberto Casati, non sans ironie. Une injonction contradictoire que Fabien Clouette ne dément pas. Une autre option existe, suggère ce dernier, qui s'est également intéressé aux échouages d'animaux sauvages sur le rivage, à marcher dans les estrans, comme celui du Mont-Saint-Michel, le plus grand d'Europe et sans doute l'un des plus saisissants. Une zone de marnage qui permet au promeneur de fouler le fond des océans. Un paysage des confins où se donnent à voir et à penser, entre terre et mer, les traces et les responsabilités de notre nature hybride. ■

NICOLAS TRUONG

## Le chantage de l'extrême droite aux Pays-Bas

### ANALYSE

**E**n quittant le bureau qu'il avait occupé durant près de quatorze ans, l'ex-premier ministre des Pays-Bas Mark Rutte plaideait, en juillet 2024, pour l'*«excellente tradition néerlandaise de la conciliation et des compromis intelligents»*. Y croyait-il lui-même alors qu'il avait fallu plus de sept mois pour que quatre partis, dont le sien, parviennent à se mettre d'accord sur un programme gouvernemental largement inspiré par le Parti pour la liberté (PVV), la formation du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders, vainqueur des élections de novembre 2023 ? De 2010 à 2012, M. Rutte avait brièvement tenté de gouverner avec l'appui extérieur du dirigeant populaire et xénophobe. Il en avait conclu que toute alliance avec lui serait désormais impossible.

C'est pourtant le même Mark Rutte qui, en juillet 2023, allait préparer le terrain à la victoire du PVV. Décrétant une limitation du regroupement familial pour les réfugiés, le dirigeant libéral précipitait la chute de sa dernière coalition et légitimait en même temps le discours de M. Wilders sur le *«tsunami de l'asile»*. D'autres dirigeants conservateurs sont ensuite allés plus loin, dont Dilan Yesilgöz, qui avait succédé à M. Rutte à la tête du parti libéral. Reprenant la rhétorique du PVV sur la migration, elle déclarait aussi qu'à ses yeux cette formation était fréquentable. De quoi entraîner la fuite vers l'extrême droite de 20 % de ses électeurs, soudain décomplexés.

Naïfs, inconscients ou aveugles, les responsables du Mouvement agriculteur-citoyen et du parti Nouveau Contrat social, les partenaires du PVV dans la coalition laborieusement mise en place le 2 juillet 2024, ont, eux aussi, estimé qu'ils étaient obligés de négocier avec le parti d'extrême droite parce qu'il avait rassemblé 23,5 % des électeurs aux législatives de 2023. Les premiers voulaient défendre les paysans, menacés par des projets de réduction des émissions nocives de gaz à effet de serre et de la taille des exploitations ; les seconds tablaient sur une réforme de la gouvernance du pays.

#### Allures de loi d'exception

L'échec des uns et des autres est total, des sondages allant jusqu'à prédire leur disparition. En provoquant la chute du gouvernement, mardi 3 juin, M. Wilders les rend responsables de sa propre impuissance et de celle d'une coalition au sein de laquelle a régné une défiance permanente.

Au départ, les alliés du dirigeant d'extrême droite s'étaient réjouis qu'il ait remisé ses projets sur la fermeture des mosquées, l'interdiction du Coran ou un éventuel «Nexit» – la sortie des Pays-Bas de l'Union européenne. Ils ont cru qu'un homme qui tenait depuis vingt ans un discours purement protestataire pouvait devenir un coéquipier fréquentable. Oubliées, espéraient-ils, ses formules brutales, comme *«les étrangers, terroristes des rues»* ou *«l'Etat nazi européen»*. Le fait que M. Wilders renonce au poste de

**LE SEUL GAGNANT DE LA DÉSASTREUSE EXPÉRIENCE GOUVERNEMENTALE EST CELUI QUI L'A ENTERRÉE : GEERT WILDERS**

### SCELLER UN PACTE AVEC LE PVV POPULISTE ET XÉNOPHOBIE S'APPARENTÉ À UNE AVENTURE À HAUT RISQUE

premier ministre au profit de Dick Schoof, un haut fonctionnaire sans étiquette, leur est apparu comme une autre concession majeure de sa part, alors que cela lui permettait de conserver sa liberté de tout critiquer, en particulier la prétendue soumission de ses alliés aux règles de l'Etat de droit.

Au matin du 3 juin, les dirigeants des trois partis se sont rendu compte de leur erreur : ce jour-là, Wilders précipitait la fin de leur alliance au prétexte qu'ils auraient, cette fois, refusé de souscrire à son plan, irréaliste, inapplicable et ridiculement inépte, de réduction de l'asile et de la migration. Un texte aux allures de loi d'exception, essentiellement destiné à masquer l'échec de Marjolein Faber, une de ses proches, tenant de la théorie du «grand remplacement». L'action de cette dernière se sera limitée à quelques coups publicitaires : une présence en gilet fluo au côté de policiers lors de contrôles aux frontières, ou la pose, à l'entrée de centres d'accueil pour demandeurs d'asile, de panneaux leur indiquant *«Ici, on travaille à votre retour»*.

En retirant son parti de la coalition, le chef du PVV pouvait, une fois encore, rejeter la faute sur les autres formations et faire oublier que presque aucune des autres promesses électorales de ce gouvernement et de sa formation n'avait été concrétisée : augmentation du pouvoir d'achat, blocage des loyers, renforcement des personnels de santé, la relance du nucléaire, la limitation des cheptels bovin et porcin, etc. Le projet d'un réinvestissement massif dans la défense (de 16 milliards à 19 milliards d'euros par an) reste, lui aussi, incertain, même si la gauche se dit prête à l'approuver.

Lors du débat parlementaire, très vif, après la chute du gouvernement, mercredi 4 juin, des membres de l'opposition s'en sont pris à ceux qui ont *«ouvert la porte aux populistes»* ou *«contribué à l'accroissement des divisions de la société»*. Principalement visée, la libérale Dilan Yesilgöz a critiqué l'*«arrogance»* de ceux qui l'interpellaient et n'a pas formellement exclu qu'elle puisse conclure à l'avenir une autre alliance avec celui qu'elle accusait pourtant, la veille, d'avoir *«trahi»* ses électeurs.

La leçon semble pourtant évidente, tant pour les conservateurs néerlandais que pour d'autres partis européens auxquels la droite radicale taille des croupières : sceller un pacte avec une formation comme le PVV s'apparente à une aventure à haut risque, caractérisée par de l'amateurisme, une totale improvisation et un chantage permanent.

Jusqu'ici, le seul gagnant de la catastrophique expérience gouvernementale aux Pays-Bas est paradoxalement celui qui l'a enterrée : Geert Wilders, qui affirme vouloir être le prochain premier ministre et a déjà donné le ton de la campagne des élections législatives prévues à l'automne, qui s'annonce très rude. Si elle lui sert à nouveau de marchepied, la droite libérale démontrera qu'elle n'a rien retenu de ce funeste épisode. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS  
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

## GAZA, TERRITOIRE SOUS L'EMPRISE D'ISRAËL

### LIVRE

**D**omicide», «urbicide», «cultural», «futuricide», «génocide» ? Comment qualifier la guerre de Gaza ? Peut-on d'ailleurs parler de guerre dans la mesure où la partie palestinienne, depuis plusieurs mois déjà, n'est pas à même d'opposer la moindre résistance armée à l'invasion israélienne ? Chacun des auteurs du livre collectif *Gaza, une guerre coloniale* (Actes Sud/Institut d'études palestiniennes, 320 pages, 23 euros) est libre de qualifier comme il le souhaite le conflit en cours. Mais une même approche les rassemble tous : le prisme colonial. *Si le 7-Octobre fait événement, il s'inscrit néanmoins dans des continuités sociales et politiques en lien avec le processus colonial et l'importance de la question palestinienne*, écrivent les deux coordinatrices de l'ouvrage, Véronique Bontemps, anthropologue, et Stéphanie Latte Abdallah, historienne et politiste.



#### GAZA, UNE GUERRE COLONIALE

sous la direction de Véronique Bontemps et Stéphanie Latte Abdallah, Actes Sud/ Institut d'études palestiniennes, 320 p., 23 €

à la colonisation de l'enclave palestinienne. En contrôlant toutes les frontières – terrestre, maritime et aérienne – de la bande de Gaza et toutes les entrées, des personnes comme des marchandises et des services, Israël n'a fait que poursuivre une politique de contrôle, de modélage et d'étranglement, destinée à y rendre la vie aussi pénible que possible.

#### Contrôle des corps de l'ennemi

Elles se réfèrent toutes deux à la théorie du *settler colonialism* (*«colonialisme de peuplement»* ou *«d'expropriation»*), définie par l'historien britannique Patrick Wolfe (1949-2016), qui travailla la plus grande partie de sa vie en Australie. *L'apport heuristique de ces approches est de considérer la Nakba de 1948 [l'expulsion de 850 000 réfugiés palestiniens et la destruction de plus de 500 villages] non simplement comme un événement fondateur, mais comme un processus permanent à l'œuvre, sous des modalités différentes, dans les territoires de la Palestine*, ajoutent les deux autrices.

L'entreprise coloniale israélienne à Gaza n'a de fait pas «commencé» après le 7 octobre 2023, à la faveur des attaques terroristes menées par le Hamas et ses alliés dans le sud d'Israël. Elle n'a jamais cessé. Car, contrairement à ce qui est communément dit et écrit, le «rétrait» israélien de Gaza, ordonné par Ariel Sharon, en 2005, n'a mis fin ni à l'occupation ni

aussi facile que caricatural, entre une direction à l'étranger censée être pragmatique et un leadership de l'intérieur décrit abusivement comme purement militaire et extrémiste.

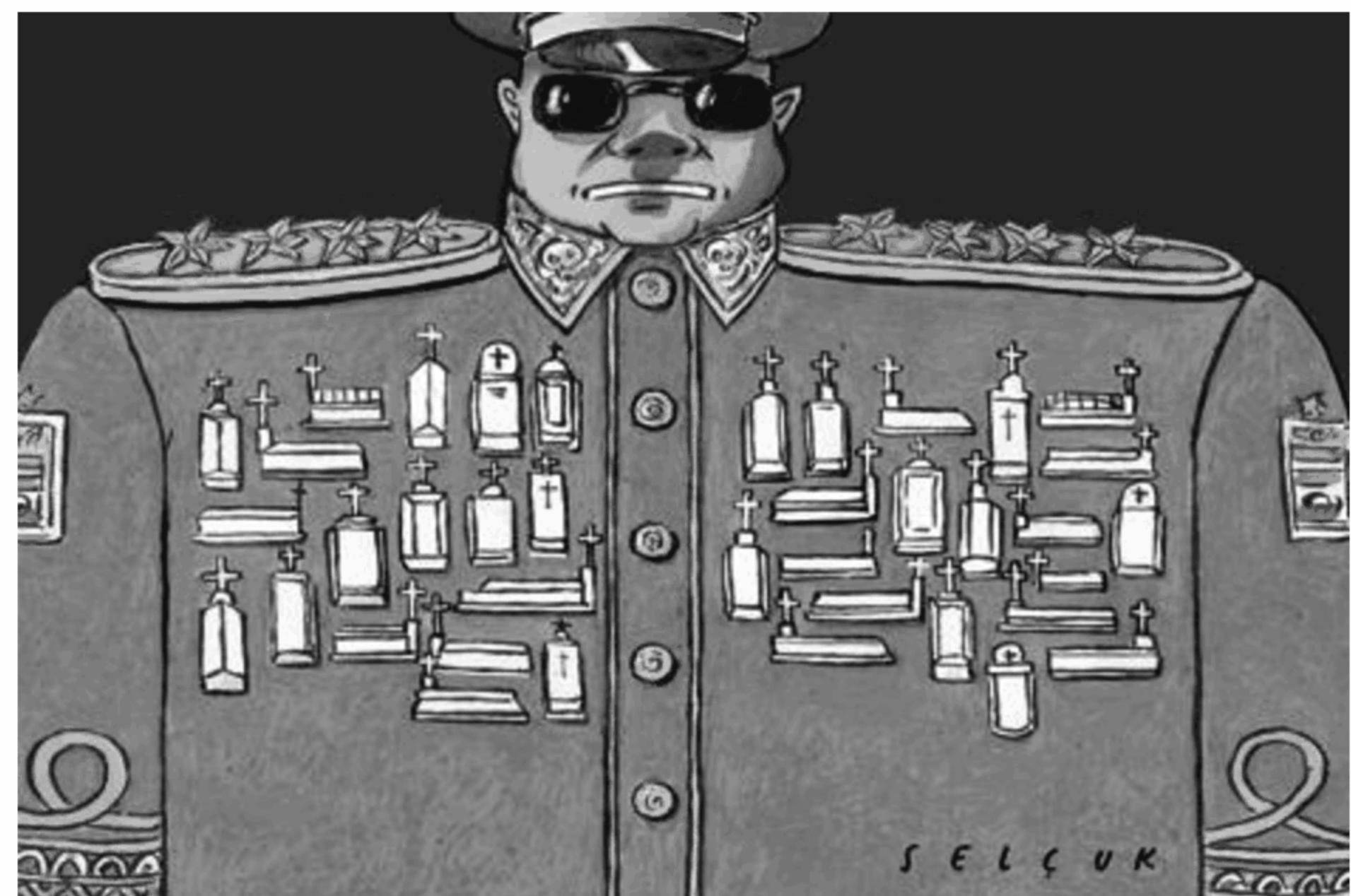
Amélie Férey, politiste, insiste, elle, sur la bulle cognitive dans laquelle vit la société israélienne : *«L'incompréhension de la société israélienne vis-à-vis des critiques de son emploi de la force s'explique en partie par une asymétrie fondamentale de l'information, qui affecte profondément la perception que les Israéliens ont de la guerre.»* A quelques exceptions près, la sphère médiatique israélienne donne une vision tronquée du conflit. Cette bulle cognitive affecte essentiellement les Israéliens juifs, car *«la guerre contre la bande de Gaza a démontré la fragilité de la citoyenneté accordée aux Palestiniens en Israël et sa subordination aux exigences de la supériorité juive et du consens sioniste»*, note le chercheur Antoine Shalhat.

L'article de Stéphanie Latte Abdallah est celui qui rend le mieux compte de la continuité du *«processus d'effacement et de destruction»* à l'œuvre depuis plusieurs décennies, et de manière radicalement destructrice depuis le lendemain des attaques du 7-Octobre. Elle tisse un fil continu entre la politique carcérale d'Israël, de contrôle des corps de l'ennemi, et celle, urbaine, menée à coups de bulldozer qui remodèlent la bande de Gaza en vue de l'instauration d'un ordre sécuritaire-néolibéral.

D'autres chapitres examinent les conséquences du conflit en cours sur les pays de la région, comme l'Egypte et les pétromonarchies du Golfe, ainsi que l'impact et les limites de la justice internationale. Quant à Israël, Amélie Férey s'interroge sur l'impact de la façon dont est menée la guerre à Gaza : *«Assiste-t-on à une forme de coup d'Etat sans coup d'Etat, supprimant tous les potentiels contre-pouvoirs et tuant de l'intérieur la démocratie israélienne?»* Cette interrogation présage des jours encore plus sombres dans la région. ■

CHRISTOPHE AYAD

## Guerre en Ukraine | PAR SELÇUK



## LA RICHESSE DES OCÉANS ET DE LEURS HABITANTS

### LA REVUE DES REVUES

**A**lors que doit se tenir la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan, à Nice, du 9 au 13 juin, l'océanologue Catherine Jeandel s'est vu confier le dossier central de *Reliefs*, la revue des «explorateurs». Elle liste les cinq phénomènes d'origine humaine qui menacent les océans : le réchauffement, l'acidification, la désoxygénation, la surpêche et les pollutions, et rappelle que *«nous faisons face à une régression sans précédent de la prise en compte de ces informations, dans le mépris total du travail minutieux et contraignant des chercheurs»*.

Sous la pression des industries polluantes, les Etats-Unis ignorent toujours les alertes et font partie des pays qui n'ont pas ratifié, en 1994, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, qui pose un cadre juridique pour délimiter ce qui relève de la souveraineté des Etats ou de la haute mer. L'urgence est pourtant là.

*«L'océan est une pièce maîtresse de la biologie et de la régulation climatique», rappelle le paléoclimatologue Gilles Ramstein. Son récit de l'évolution de la terre, de la Pangée à nos jours, se lit d'une traite. Les destins des océans et des humains sont étroitement liés : fragiliser les uns aura des conséquences durables sur les autres.*

#### La biodiversité à l'honneur

La biologiste Françoise Gaill nous fait découvrir les trésors des abysses qui représentent plus de 75 % des océans. Au XX<sup>e</sup> siècle, les sources hydrothermales profondes ont bouleversé la connaissance de l'océan. Depuis, c'est la découverte de l'oxygène noir, révélée en 2024 dans la revue *Nature Geoscience*, qui capte l'attention de la communauté scientifique. Parmi les habitants de l'océan, les dauphins peuvent être soit optimistes, soit pessimistes, révèle la cétologue Fabienne Delfour. On y apprend aussi que ces animaux ont une sexualité assez débridée. Ainsi les mères dauphines ont un

clitoris fonctionnel et elles se donnent elles-mêmes du plaisir «en utilisant la naissance dorsale du petit comme un sextoy».

Plus globalement, ce numéro de *Reliefs* met aussi la biodiversité à l'honneur, avec une étude passionnante de l'historien Rémi Luglia sur les castors, qui régulent les cours d'eau et se transforment en ingénieurs des écosystèmes. Fils d'éleveurs bretons, l'historien Léandre Mandard réhabilite le rôle des haies. Il explique comment le remembrement des terres, fait pour agrandir les champs et les adapter à la mécanisation, a aussi fragilisé les milieux naturels. Des préoccupations que l'on retrouve dans le portrait que l'historienne Valérie Chansigaud fait du grand naturaliste Buffon (1707-1788) : celui qu'on appelaît le «Pline de Montbard» connaît l'intérêt social des castors. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

«Reliefs», «Océans» n° 21, 184 p., 19,90 €.



CULTURE | CHRONIQUE  
PAR MICHEL GUERRIN

## Le «plan camping», nouveau gadget de Dati

**S**aignant son profil de ministre de la culture qui ne fait pas comme les autres, ignorant au passage superbement les casseroles qu'elle traîne derrière elle, Rachida Dati vient de lancer un «plan camping». Oui, de l'art sous la tente et entre les piquets. Elle propose pour l'été des animations, spectacles, lectures – à la mer et à la campagne. Au plus près des vacances populaires. Un objectif est déjà atteint: énervé les décideurs culturels. La ministre les rend fous. Et ça la ravit, comme si indignier faisait programme.

Dans une vidéo postée le 23 mai sur son compte Instagram, Rachida Dati est filmée au camping de La Marina, à Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales), puis s'adresse à la caméra: «C'est une première... Alors je n'ai qu'une chose à dire: Rejoignez-nous!»

Les campings attirent chaque année 28 millions de vacanciers. C'est le premier logement touristique du pays. Dati y fonce, tant le lieu colle à son mantra: «La culture doit aller partout où sont les Français.» Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, elle a choisi pour parrains Fabien Onteniente, le réalisateur de *Camping*, *Camping 2*, *Camping 3*, qui a lâché un «Pastis à La Marina, pastis avec Rachida», et l'acteur phare de la saga, Franck Dubosc, adepte de la formule rustique en slip de bain cintré.

Sans doute le terme de plan est un chouia grandiloquent, et Rachida Dati s'enivre quand elle écrit que les campings seront les «plus grandes scènes culturelles» de l'été. Il existe 7 000 campings dans l'Hexagone, mais l'opération n'en touchera que 500. L'Etat y «met» 1,8 million d'euros, ce qui est mince pour sensibiliser à l'art les masses. Il faudra voir aussi comment les projections de films, les spectacles, les prêts de livres ou les ateliers de sculpture trouveront leur place au milieu des soirées dansantes, karaokés, repas à thème et apéro-spectacles.

Les acteurs culturels ont déjà réagi, dénonçant une énième provocation de la ministre. Dati va au camping au moment où le secteur subit des coupes financières sans précédent, surtout de la part des collectivités locales – sans qu'elle réagisse. Elle vante une action de terrain, alors qu'elle a fortement réduit l'enveloppe budgétaire dévolue au tissu associatif local. Il y a, enfin, ce message subliminal, en forme d'avertissement aux acteurs culturels: «Je parle au peuple, vous en êtes incapables.»

Ces derniers ont la réponse rude sur Instagram: «Vous avez le culot de proposer ça au moment où la culture souffre», «vous réduisez la culture à de l'animation», «c'est abject, nous n'avons pas la même définition du mot "culture"», etc. La vidéo de la ministre au camping est tournée en ridicule, notamment en étant associée à une chanson, *Miss Camping* (1995), d'un dénommé Boris, sur le thème très élégant «ça va chauffer dans les bermudas».

Faire de Dati à l'envers en dénonçant son «populisme», c'est faire fausse route. Que deux Français sur trois ne mettent pas les

**PLUS DE LA MOITIÉ DES DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE VONT À L'ÎLE-DE-FRANCE – VOILÀ LE SCANDALE**

## MAPRIMERÉNOV', UN FIASCO DOMMAGEABLE

### ÉDITORIAL M

**U**ne politique publique d'incitation n'est jamais évidente à mener. Il s'agit de trouver un subtil équilibre pour que le dispositif mis en œuvre soit suffisamment attractif pour encourager les changements de comportement, sans être trop dispendieux pour le budget de l'Etat, tout en limitant les effets d'aubaine et les escroqueries potentielles. MaPrimeRenov', qui regroupe les aides à la rénovation énergétique des logements, n'y est pas parvenu, au point d'obliger le gouvernement à annoncer, mercredi 4 juin, sa suspension temporaire, afin de «reprendre la main» sur un dispositif en pleine dérive.

Proposée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, MaPrimeRenov' vise à inciter les propriétaires occupants à isoler leur logement et à adopter des systèmes de chauffage écono-

mes pour atteindre plus rapidement les objectifs de décarbonation que la France s'est fixés à l'horizon 2050. Près de 2 millions de Français en ont bénéficié à ce jour.

Après des débuts chaotiques, des modifications incessantes des critères d'éligibilité – il y a eu 14 réformes en cinq ans – et une réduction régulière de la part du financement de l'Etat, le dispositif a fini par être victime de son succès. A fin mai, l'enveloppe allouée pour 2025 est déjà largement dépensée. En période de disette budgétaire, le gouvernement, qui s'est fixé pour objectif de trouver 40 milliards d'euros d'économies en 2026, a décidé de mettre un coup d'arrêt à l'emballage.

Les bonnes intentions du départ se sont muées, comme souvent en France, en un enfer bureaucratique. La complexité inouïe de MaPrimeRenov', avec ses dizaines de types de subventions, presque autant de formulaires à remplir, ses délais à rallonge pour toucher les versements, la difficulté à trouver des artisans certifiés, a créé une nébuleuse propice aux malversations. Tracfin, le service de renseignement contre la fraude, a détecté des mouvements suspects sur un montant total de 400 millions d'euros, soit 12 % de l'enveloppe globale de fonds publics. Il était temps d'arrêter les dégâts et d'en tirer les leçons.

MaPrimeRenov' est de toute évidence un dispositif mal calibré, qui a été lancé avec une certaine précipitation, sans anticiper les effets de bord, et qui est, selon un sondage récent, le service public qui recueille le moins de satisfaction auprès des Français. L'initiative a vu le jour en pleine crise du Covid-19, aux grandes heures du «quoi qu'il en coûte» et de l'argent gratuit. Ce contexte a inévitablement encouragé à voir trop grand, trop vite. Il aurait sans doute été utile d'expérimenter afin d'éviter l'emballement.

Par ailleurs, la fraude à la TVA sur les quotas de carbone à la fin des années 2000 nous a appris que, quand l'argent public coule à flots, cela attire les convoitises peu scrupuleuses. Faute d'avoir donné les moyens juridiques à l'Agence nationale de l'habitat, l'établissement public chargé de distribuer les subventions, de bloquer les dossiers, les fraudes ne pouvaient que se multiplier.

Ce fiasco est doublement dommageable. Il est de nature à entretenir le sentiment que l'argent public est mal dépensé, alors que les marges de manœuvre budgétaires sont de plus en plus contraintes. Surtout, ce «stop and go» permanent risque de décourager la bonne volonté des Français pour poursuivre leurs efforts en faveur de la décarbonation. Certes, MaPrimeRenov' sera relancée, sous une forme ou sous une autre dans quelques mois, mais cet échec laissera des traces, au moment où des politiques environnementales indispensables sont de plus en plus fragilisées. ■

Mouvement Aquitaine, LOT-ET-GARONNE, Vélo de France, Marmande, AANA, HINE, AXIMUR, Les Paysans, CFC, Outbrain, Le Monde, Nouvel Obs, Télérama, Courrier International, LA VIE, IHUFFPOSTI

# JUILLET 2025

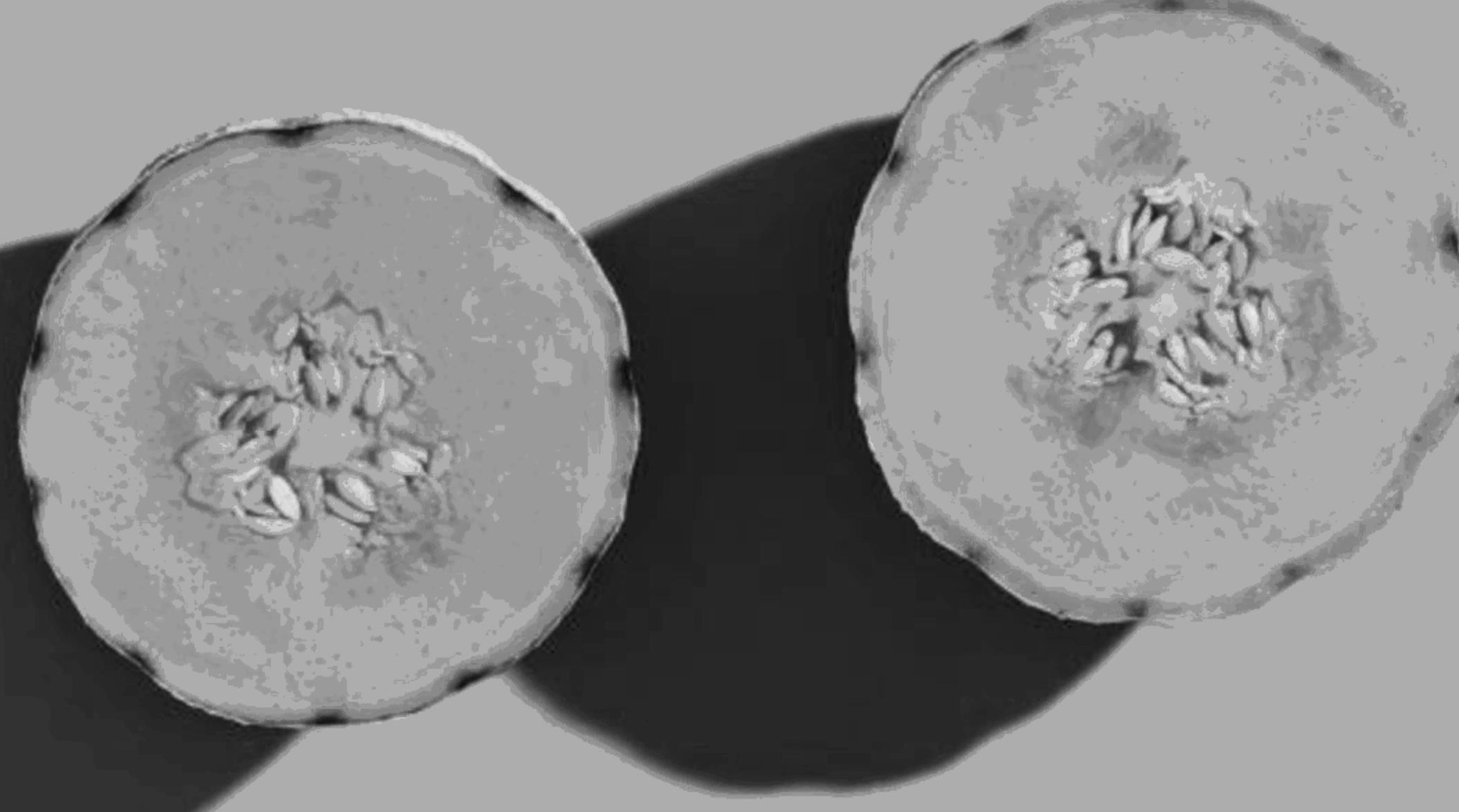
# 11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

# FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.  
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

Mais essentiel. ■



# LA TECHNIQUE POUR SAVOIR SI UN MELON EST BON C'EST QU'IL SOIT BON.

Et vous pouvez être sûrs qu'ils sont bons  
car nous les goûtons nous-mêmes  
avant de les mettre en rayon.



GRAND  
FRAIS

# Le Monde

# Fête de l'écrit



MAGUELONE DU FOU

## Reprendre la plume

Près de 3000 personnes ont envoyé des textes manuscrits, le 21 mai, dans le cadre de cette initiative lancée par La Poste

EMMANUEL DAVIDENKOFF

**A**vouons-le: l'excitation le disputait au doute, ce mercredi 21 mai au matin, à l'ouverture des bureaux de poste parisien, lyonnais, toulousain, niçois et lillois engagés dans la première Fête de l'écrit, cette initiative lancée par La Poste pour, selon les mots de la directrice générale adjointe de la société, Nathalie Collin, «célébrer ce geste essentiel, sensible, universel»: écrire. Excitation d'être associé au lancement

d'une opération qui répond à un défi essentiel: défendre l'écriture comme «socle commun [qui] nous façonne et nous relie», toujours selon les mots de Nathalie Collin.

Mais doute : alliez-vous vous emparer, entre réception d'un pli et envoi d'un paquet, des propositions mitonnées et animées par Le Labo des histoires, association qui organise depuis quinze ans des ateliers d'écriture créative et qui, pour l'occasion, avait installé ses tréteaux dans les bureaux de poste des cinq villes pionnières de l'opération? Saisiriez-vous feuilles et stylos pour répondre à des missives signées Frida

Kahlo, George Sand ou Simone de Beauvoir? Oseriez-vous rédiger la «lettre qui vous ferait du bien»? Prendriez-vous, simplement, de ce temps si précieux, courtisé par les géants du numérique, pressuré par les obligations du quotidien, pour vous raconter un peu dans une carte postale? Dépasseriez-vous, pour certains, ces réticences héritées du temps où syntaxe hésitante et orthographe bafouée vous valaient, peut-être, de tétanisantes remontrances? En bref, auriez-vous envie d'écrire?

Le soir venu, nous savions aux piles de textes collectés que la partie valait d'être

jouée: à celles et ceux qui pensent que l'écriture se perd, que SMS et messageries absorbent toute énergie littéraire, que le goût des mots s'est perdu dans le cyberspace, que le déploiement des intelligences artificielles génératives avait asséché toute créativité, vous avez adressé un démenti cinglant. Dès le lendemain, avec près de 3 000 participants à l'opération, et en lisant vos plus de 150 textes, nous nous sommes dit qu'elle était même gagnée, cette partie.

► LIRE LA SUITE PAGES 2-3

# «Contre le brouhaha et l'instantané»

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

## Ecrire le doute, avec George Sand

La première proposition consistait à répondre à des artistes et autrices célèbres. Ouvrons, par ordre chronologique, avec cette lettre de George Sand à son fils, Maurice, du 15 mai 1862 : « Tu me dis que tu doutes de ton talent, que tu ne sais plus si cela vaut la peine de continuer. Mais qu'est-ce que "valoir la peine"? Est-ce réussir? Est-ce plaire? Est-ce simplement aller au bout de ce que l'on porte en soi? Crois-tu que moi-même je n'ai jamais douté? Il faut avancer même quand le brouillard est épais. (...) Qu'attends-tu de toi-même? »

Du Paris, Nadine Rémond avoue :

« Oui je doute. Mais je peux écrire. Il faut sauver le soldat "mot". Mener la guerre de l'esprit et de l'écrit contre la superficialité de l'oral, du brouhaha et de l'instantané! Lancer, pour sauvegarder, pour nos petits-enfants, le patrimoine de la langue. Les idées s'expriment par des mots, et si leur lexique diminue, si leur vocabulaire s'appauvrit, si la lettre et la carte postale disparaissent au profit des avalanches incessantes de SMS, de messages audio et autres WhatsApp... qu'adviendra-t-il donc du cerveau de nos petits-enfants? De leur sensibilité? De leur cœur? De leur vie? Alors oui, je poursuivrai ma petite bataille, dans mon coin. Mes amis continueront de m'appeler dinosaure, mais ils auront toujours le plaisir de recevoir dans leurs boîtes aux lettres, au milieu des factures, mes pensées pour eux en quelques mots couchés sur un papier. Ma fille collectionne déjà mes cartes, comme jadis je collectionnais les timbres. »

En écho, Danièle Brunet, toujours à Paris, fait l'éloge de cet effort qui mène à l'exaltation : « Bien sûr que je doute de moi, sur un talent éventuel... Mais, pour moi, "écrire", ce n'est ni pour réussir ni pour plaire. C'est en effet simplement aller au bout de ce que l'on porte en soi. C'est cheminer avec soi-même avec le risque de se déplaire et avec l'espoir de se découvrir ou de mieux comprendre les autres. Ecrire est un effort et, aussi, une exaltation. George, merci d'avoir existé, merci pour ce que tu as créé et donné. »

Quant à Damien, de Lille, il a su avancer que « le brouillard [était] épais » et en témoigne : « (...) Nous sommes humains de par notre sensibilité à l'autre, et c'est important d'écouter la souffrance humaine. Nos échecs sont le fondement de la réussite, et seule la douleur de l'échec peut nous conduire à la vie des êtres de talent. Ton amant dévoué. »

A Paris, Nathalie tente elle aussi de sauver ce qui peut l'être... « Si chère Frida, très chère,

Sais-tu que ce silence, c'est aussi le tien, le mien, le nôtre? Et me crois-tu si je t'avoue que moi aussi mon sol se dérobe quand on ne se voit plus, qu'on ne se touche plus? J'ai si peur. De toi, de nous et pourtant je ne veux que ça. Ne me rends pas le seul responsable de ton bonheur, tu es si belle, si grande, si forte. Retrouvons-nous alors. Maintenant. Courons vers la joie. Il existe là-bas. Un bonheur pour nous. Je t'attends. Déjà et pour la vie. »

Tandis que Léa choisit d'acter la rupture : « Tu me demandes quelques mots pour calmer ta douleur alors les voici. Je ne pense pas qu'ils te plairont ni te guériront de mon absence, mais ils te donneront matière à me détester davantage et à attiser ta colère, du moins je l'espère, pour fuir ma lâcheté. Car oui je suis lâche et non je ne reviendrais pas, et ceux-ci seront mes tout derniers mots. Je t'ai trop souvent négligée, parfois ignorée, car à l'inverse de toi je n'ai jamais été prête à souffrir par amour. Et peut-être qu'en fait je ne t'aimais pas vraiment et que je n'aimais qu'une image, celle de l'admiration que tu projetais comme un projecteur sur mon visage. Je n'ai jamais été cette personne que tu aimais tant, et je dois te dire une chose: depuis que je suis partie, je me sens soulagée. »

## Dire l'amour

### avec Frida Kahlo

D'amour il fut forcément question dans les lettres que vous avez adressées à la peintre Frida Kahlo. L'extrait proposé venait d'un courrier qu'elle avait adressé à Diego Rivera, le 23 août 1940 : « Pourquoi m'as-tu laissée sans un mot pendant tant de jours? Ne sais-tu pas que ton silence me brûle plus que tes absences? L'amour que j'ai pour toi est plus fort que mes douleurs. »

Régina, de Paris, Pef, de Lille, et Rima, de Nice, ont fait le choix de la concision.

« Crois-tu que silence rime avec oubli? T'avois laissée sans nouvelles m'a permis de mesurer à quel point mes sentiments sont profonds à ton égard... Tes douleurs semblent aussi intenses que mon amour... » (Régina)

« J'aurais pu commencer cette lettre par "chère Frida", mais tu n'aurais pas aimé, et le temps me manque. Excuse ce long silence, l'absence de mots nous rappelle que chaque mot est important. Il en suffit d'ailleurs parfois de peu. Je t'aime, mon amour. » (Pef)

« Frida,

Pour justifier mon absence, je n'ai que honte et mélancolie à te répondre. Notre amour impossible me brûle de l'intérieur, là où il t'apporte de la force. L'indifférence est le pire des sentiments, loin de moi le souhait de te le faire ressentir. La vie m'a empêché de te joindre, à maintes reprises, et dans le désespoir d'imaginer ta douleur, j'y ai vu un signe. Le signe de notre amour désespéré, impossible et pourtant si passionné. Je ne t'oublierai pas, ma Frida. » (Rima)

A Lyon, Corentin a été plus loquace, et s'en explique dès l'entame de sa lettre :

« Si tu veux mon avis, les mots bien choisis valent le temps que j'ai pris pour te les écrire. (...) Où as-tu trouvé l'idée de t'inquiéter? Tu devrais savoir que mon amour pour toi n'a jamais tremblé. Je ne devrais m'adresser à toi comme cela car ton inquiétude me touche et me trouble, moi dont le cœur est porté, berçé par ta douceur veloutée. Tes absences me rongent à tel point que je ne songe à autre que toi. Tous mes sens sont en manque de toi, de nous enlacer dans une mer de draps. Chaque soir, j'observe les étoiles et écrits ton nom. Quand la Lune est présente, je lui conte à quel point notre passion est intense, et mon envie de te revoir obsessionnellement pressante. (...) Au moment où j'écris ces lignes, je suis donc en route pour notre havre et notre paix. Happé par mes pensées, je ne saurus quel chemin j'ai emprunté, mais ce qui est sûr, c'est qu'à propos de toi je reviendrai. Ton amant dévoué. »

A Paris, Nathalie tente elle aussi de sauver ce qui peut l'être... « Si chère Frida, très chère,

Sais-tu que ce silence, c'est aussi le tien, le mien, le nôtre? Et me crois-tu si je t'avoue que moi aussi mon sol se dérobe quand on ne se voit plus, qu'on ne se touche plus? J'ai si peur. De toi, de nous et pourtant je ne veux que ça. Ne me rends pas le seul responsable de ton bonheur, tu es si belle, si grande, si forte. Retrouvons-nous alors. Maintenant. Courons vers la joie. Il existe là-bas. Un bonheur pour nous. Je t'attends. Déjà et pour la vie. »

Tandis que Léa choisit d'acter la rupture : « Tu me demandes quelques mots pour calmer ta douleur alors les voici. Je ne pense pas qu'ils te plairont ni te guériront de mon absence, mais ils te donneront matière à me détester davantage et à attiser ta colère, du moins je l'espère, pour fuir ma lâcheté. Car oui je suis lâche et non je ne reviendrais pas, et ceux-ci seront mes tout derniers mots. Je t'ai trop souvent négligée, parfois ignorée, car à l'inverse de toi je n'ai jamais été prête à souffrir par amour. Et peut-être qu'en fait je ne t'aimais pas vraiment et que je n'aimais qu'une image, celle de l'admiration que tu projetais comme un projecteur sur mon visage. Je n'ai jamais été cette personne que tu aimais tant, et je dois te dire une chose: depuis que je suis partie, je me sens soulagée. »

## SI TU VEUX MON AVIS, LES MOTS BIEN CHOISIS VALENT LE TEMPS QUE J'AI PRIS POUR TE LES ÉCRIRE »

Lettre de Corentin  
à Frida Kahlo



je me suis retrouvée. J'espére que ces mots te soulageront et te libéreront toi aussi. Car rien ne justifie de vivre aliéné "par amour". Rien ne doit occulter la douleur. Ne m'aime plus, oublie-moi, retrouve-toi, sois en paix. »

## Sortir de la mauvaise voie avec Simone de Beauvoir

D'autres amours contrariées nourrissaient la troisième proposition littéraire de la Fête de l'écrit, celles de Simone de Beauvoir et de son amant américain, Nelson Algren, à qui elle écrit, le 12 juillet 1956 : « Chéri, dans quel pétrin vous êtes-vous fourré? Comment se fait-il qu'après avoir sagement délibéré sur ce qu'il convenait de faire, vous choisissiez infailliblement la mauvaise voie? Eclairez-moi vite sur les développements de cette affaire. Peut-être que votre passé s'est enfoui et que rien n'en découlera. (...) Persistez-vous à vouloir venir? (...) »

De Nice, Galatée s'emporte :

« Chère Simone,

Ah, ce sacré pétrin dans lequel je me suis fourré... Si tu savais, tu en frémiras. A dire vrai, je n'ai pas sagement délibéré. C'était même très déraisonnable. Mais, bien sûr, le proverbe l'explique très bien, dans ces cas... on est aveugle... Mais alors, vois-tu, très très très aveugle. Alors après, on compte sur la justice pour réparer l'aveuglement, pour nous protéger. Mais, chère Simone, si tu savais tout le chemin qu'il reste à parcourir avant que les femmes soient vraiment protégées. Et les enfants... n'en parlons pas! Ils ne sont ni entendus ni même souvent écoutés, réellement écoutés. Chut! Tabou!

Ah, Simone, quel pétrin, quel sacré pétrin... »

A Lille, Coline pétrit une réponse pleine d'incertitude :

« Ma Simone,

Tu n'es pas sans savoir que les certitudes se font rares, que l'eau manque à notre moulin. Où est passé le temps qui s'étirait jadis? Quand avons-nous cessé de mettre un linge humide sur chacun de nos choix? Te souviens-tu? Nous regardions la vie comme une pâte qui lève. Douce Simone, la hâte grignote le bon sens, je crains que le grain soit gâté. Tu me parles de mauvaise voie, et je sais que ta voix est tendre autant qu'elle me bouscule. Vois-tu, j'aurais aimé l'entendre me chuchoter tout bas que tu envisages les

détours, que l'amour fait loi. On ne mange plus de ce pain-là. Le monde tourne si vite, Simone. Si tu me jettes la pierre, je voudrais m'en saisir pour enrayer sa course, et te prendre à mon bras. Mes valises sont faites. Je reviens aux vieux murs de pierre et au silence des champs brûlés. M'en remettre aux ancêtres, à tout ce qui hésite. Amour, je rends mon tablier. Je ne cours plus après le mérite; je marche au-devant des regrets. Seras-tu là à mon retour? Les certitudes se font si rares... Affectueusement, M. Tudor. »

A Lyon, enfin, Anne se lâche :

« Chère Simone,

Je vous trouve, comme à votre habitude, terriblement paradoxale. Vous m'appelez "chérie", puis vous me dézinguez allègrement. Pour tout vous avouer, je vous trouve trop binaire. Comme si la vie ne se résumait qu'à la bonne ou à la mauvaise voie. Je choisis la troisième voie, celle que tu n'avais pas imaginée, parce que ton esprit est trop étiqueté. Tu es la plus grande penseuse de tous les temps, mais en amour tu es terrible. »

## Composer la lettre qui vous ferait du bien

Moins contrainte – encore que –, une autre invitation à prendre la plume était proposée : écrire la lettre qu'on rêverait de recevoir. Une première vague de textes se dégage, venue d'outre-tombe, qui illustre à merveille les propos que tenait dans ces pages la philosophe Vinciane Despret, autrice d'*Un bonheur des morts*. Récits de ceux qui restent et de *Les Morts à l'œuvre* (La Découverte, 2015 et 2023). « Dire que vous continuez par exemple à converser avec un mort peut vous faire passer pour un cinglé, à tout le moins provoquer un malaise. (...) En fait quand les gens racontent ce que les morts leur font faire, ils distribuent savamment les responsabilités : ils ne laissent pas trop de poids sur la tête du mort et pas trop de poids sur la tête du vivant. »

C'est ainsi que sa « défunte maman » écrit à Macha, à Paris :

« Ma chère fille,

Je t'invite à m'écrire tous les jours. Ces mots ne seront pas lettre morte. Une boîte aux réves vient d'être ouverte. Elle est sans fond. La Poste l'a créée. Les mots te sauveront. Du-delà, ta défunte maman. »



Toujours de Toulouse :  
« Cher Hereiti,  
J'ai appris que tu n'étais pas en grande  
forme. Cette nouvelle m'a beaucoup attristé.  
Je sais qu'en ce moment la vie n'est pas facile,  
surtout lorsqu'on est jeune. Je voulais te dire  
de ne pas t'inquiéter, tu trouveras ta place  
quelque part dans ce monde. Fais comme à  
ton habitude, c'est-à-dire de ton mieux et  
toujours avec le sourire. Un jour tu verras, les  
difficultés que tu auras traversées te feront  
doucement sourire. Je te souhaite une bonne  
convalescence ! A très vite,

Ton toi du futur. »

Dans cette catégorie, la palme de la concision (et de l'optimisme) revient au Niçois Romain Maccario :

« Cher Romain,

Le meilleur reste à venir ! Ton futur toi. »

Il eût été étonnant, malgré le décalage saisonnier, que le Père Noël, destinataire de plus de un million de courriers et courriels chaque année, ne se fende pas de quelques réponses lors de la Fête de l'écrit, sans attendre la réouverture du célèbre « secrétariat du Père Noël » que La Poste a inauguré en 1962 et qui, depuis, répond chaque année à des centaines de milliers d'enfants. Certains, comme la Parisienne « Fanny Faharpe », se sont fait plaisir :

« Ma très chère Faharpe,

Tu ne devineras jamais qui je suis. Mais  
assez de suspense ! Je suis le Père Noël.  
Etonnée non ? Tu pensais que je n'existe pas  
et pourtant de ma plus belle plume, je  
prends le temps de te répondre. Ton pseudo  
est très parlant et je crois savoir que tu rêves  
de tout ton cœur d'avoir une harpe,  
ce 25 décembre. J'ai fouillé au fin fond de  
mon atelier car ce n'est pas une demande de  
cadeau que je reçois souvent. Alors tu seras  
surprise de trouver ci-joint ce bel instrument  
certes un peu encombrant pour La Poste  
mais livré avec soin. La seule promesse c'est  
de jouer chaque 25 décembre Petit Papa  
Noël. Cordialement. »

D'autres, comme le Toulousain Thomas T.,  
ont choisi la fin de non-recevoir :

« Mon cher petit Thomas,

Je vais te faire gagner du temps : arrête de  
m'écrire ! Je sais que tu sais que je n'existe pas.  
Alors pourquoi me réclamer chaque année  
cette Ferrari rouge ? Tu m'as pris pour un  
concessionnaire de luxe ? Bref, oublie-moi.

Le Père Noël. »

Refermons cette sélection avec deux messages personnels. Le premier s'adresse aux camarades de foot du Niçois Anatole, âgé de 8 ans, qui rêve de recevoir ces mots :

« Cher ami, j'adore jouer avec toi au foot  
parce que jouer au foot avec toi c'est  
toujours amusant. »

Le second vient de Toulouse, sous la  
plume de « Cachouda », à qui nous  
souhaitons de recevoir vraiment cette  
lettre et de voir son rêve réalisé :

« Te le dire droit dans les yeux, c'est trop !  
Trop dur, trop fort, trop compliqué pour  
moi. Je pensais ne pas le dire, que ce serait  
plus facile de faire semblant, que ce serait  
plus léger de me taire. Mais le silence  
t'éloigne je le sens alors à défaut d'avoir le  
courage de le dire droit dans les yeux, je  
l'écris. Je t'aime. » ■

EMMANUEL DAVIDENKOFF

Ou « papi Jean-Pierre » s'adressant à Claire, de Lille :

« Chère Claire,

Désolé d'être parti si vite. J'aurais aimé te dire au revoir et je n'ai pas pu, j'en suis désolé. Je ne pourrai pas voir ce que tu auras fait en stage, mais crois-moi, je n'en ai pas besoin. Je sais que tu seras une formidable journaliste. Je le savais déjà quand on faisait nos petites interviews sur la terrasse de Villeneuve-Loubet [Alpes-Maritimes]. Réfléchis à fond, prends soin de Nanie, et merci pour tout.

Papi Jean-Pierre

PS : ma cave à vin est pour toi. »

Et le père de Juliette à sa fille, à Toulouse : « Ma petite Juliette, ma bicounette, ma grande fille,

Je t'entends beaucoup me parler ces derniers temps, j'entends tes doutes, tes peines, tes questions qui tournent en boucle

dans ta tête... Comme j'aimerais pouvoir t'aider à t'apaiser, te serrer dans mes bras et t'écouter jouer du piano... Je voudrais te dire que beaucoup de douceur t'attend, que l'apaisement n'est pas loin et que la peine que tu as à ne pas pouvoir offrir au monde ce que tu portes dans ton cœur ne sera bientôt qu'un dououreux souvenir. Je t'aime et suis toujours près de toi.

Papa. »

A Lyon, deux félinos mettent une patte finale à ce tableau :

« Chère Valentine,

Nous vous adressons cette lettre de l'audelà. En effet, ayant eu vent de vos torrents de larmes des suites de notre décès, nous avons souhaité vous rassurer par la plume (qui est rigolote d'ailleurs, nous jouerons avec plus tard, sans nul doute). Votre attention à notre égard au long de notre longue vie a été

« UNE BOÎTE AUX  
RÊVES VIENT D'ÊTRE  
OUVERTE. ELLE EST  
SANS FOND. LA  
POSTE L'A CRÉÉE »

Lettre de Macha  
signée « Du-delà,  
ta défunte maman »

exemplaire ; ne vous sentez jamais coupable de notre douleur, vous avez su réagir et remédier à celle-ci. Nous vous remercions sincèrement de votre service et de votre amour, et tenons à vous assurer que celui-ci vous est retourné au centuple. Lorsque vous voyez un chat noir ou une petite chatte âgée, pensez à nous, voulez-vous ? »

Sans aller jusqu'à faire parler leurs défunt d'autres ont tutoyé le surnaturel dans une ambiance Retour vers le futur. Comme cette Toulousaine signant « La fille plus si jeune » :

« Chère jeunesse,

Il est temps pour toi de faire tes valises. Tu peux prendre congé et laisser s'installer les signes de ma grande venue ! Cheveux grisâtres, rides, seins qui tombent, plus vite tu m'accepteras, plus vite tu comprendras que je suis une deuxième jeunesse.

Mes amitiés, La Vieillesse. »

EMMANUEL DAVIDENKOFF

## Florence Bara : « L'écriture est un moyen, pas une fin »

Entretien | La professeure de psychologie cognitive recommande d'assouplir le cadre formel d'apprentissage des enfants

**P**rofesseure de psychologie cognitive et du développement à l'université de Toulouse, au sein du laboratoire Cognition, langues, langage, ergonomie, Florence Bara est également enseignante-chercheuse à l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation. Elle vient de coécrire *Enseigner l'écriture* (160 pages, 10 euros), dans la collection « Mythes et réalités » des éditions Retz, avec Jean-Luc Velay et Marie-Thérèse Zerbato-Poudou.

Pourquoi publier un ouvrage sur les mythes de l'apprentissage de l'écriture ? Les méthodes des enseignants sont-elles à ce point en décalage avec les besoins des élèves ?

Les manuels pédagogiques sur l'apprentissage de l'orthographe sont nombreux, mais il existe peu d'ouvrages sur le geste moteur de l'écriture, c'est-à-dire tout ce que le corps met en mouvement

de façon coordonnée – doigts, main, bras, buste – pour former des lettres. La plupart des enseignants demandent traditionnellement de copier des lignes de lettres et de mots. Ils sont un peu obnubilés par le côté esthétique de la calligraphie de l'écriture cursive. Selon nous, ce formalisme n'est pas vraiment utile. Pourtant, nombre d'enseignants y sont attachés.

C'est regrettable car un enfant qui se concentre trop sur cet aspect travaille de façon plus lente et laborieuse. Pire, cela peut le détourner de la finalité de cette action qui est d'acquérir fluidité et rapidité. Cela lui laisse aussi peu d'espace pour se concentrer sur l'orthographe, la composition du texte, l'organisation de la phrase. L'écriture est un moyen, pas une fin. Cette importance de la forme, chère à la France, n'est pas universelle. Au Québec, par exemple, les élèves sont plus libres d'écrire à leur guise du moment qu'ils restent lisibles. Ils mixent souvent [écritures]

cursive et scripte, ce qui leur permet de gagner en fluidité et en rapidité.

D'après vos recherches, quelles sont les méthodes d'apprentissage de l'écriture qu'il est urgent d'abandonner au profit de pratiques plus utiles ?

En France, l'enseignant passe beaucoup de temps à demander à l'élève de tenir correctement son stylo et de se positionner bien droit face à la table. Laissons-le faire comme il l'entend ! Sauf souci moteur particulier, il va peu à peu trouver la prise du stylo et l'assise qui lui conviennent pour être efficace.

Demander de copier des lettres ou de repasser sur des pointillés n'est pas optimal car l'enfant se contente de regarder le modèle et de le recopier par saccades. Il est préférable de lui dire d'observer, de mémoriser puis de tracer les lettres alors que l'on a ôté le support. Quand on le lui remonte ensuite, il doit le comparer avec

son propre travail. Ce travail d'évaluation réflexif est important, et gagnerait à être davantage mis en œuvre en classe.

Ensuite, à la manière des sportifs qui étudient le geste des champions, l'enfant apprend en observant les gestes du professeur qui écrit au tableau. Mais l'usage des feutres effaçables et des fiches en grand format de lettres déjà imprimées le privent souvent de cette source d'enseignement. Il faut renouer avec cette pratique d'écrire devant l'élève, et si on peut sur tableau noir, où le bruit de la craie permet d'entendre le mouvement. Autre sujet : l'attachement à la feuille blanche lignée est pertinent car elle aide à se repérer et améliore la fluidité. Mais il faut multiplier les supports, mixer les grains du papier, écrire au tableau noir et sur tablette. Attention à ne pas avoir un usage exclusif de cette dernière : l'écriture lisse qu'elle permet peut, à terme, détériorer le geste.

A l'heure du tout-numérique, des enseignants s'interrogent sur la pertinence de l'apprentissage de l'écriture. Quelles seraient les conséquences si l'on arrêtait d'écrire à la main ?

L'apprentissage de l'écriture mobilise un ensemble complexe de processus cognitifs, langagiers et sensorimoteurs. Il faut mémoriser la forme des lettres, leur associer un geste spécifique et un son puis apprendre à les enchaîner pour former des mots. Si on arrête d'apprendre à écrire, il sera plus difficile pour l'enfant de mémoriser les lettres et cela aura des répercussions directes sur la lecture. Chez l'adulte qui n'utilise plus que le clavier, il semble que cela diminue ses capacités de motricité fine, qui sont un prérequis à l'écriture. Cela pose aussi la question de l'évolution de la pensée, car elle se structure en partie via l'écriture. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ISABELLE HENNEBELLE

# «Cela faisait bien longtemps que je ne m'étais pas servi d'un stylo»

Reportage | Le 21 mai, jeux et ateliers d'écriture ont attiré les curieux dans des bureaux de poste

TOULOUSE, LYON - correspondants

**I**ci, des ateliers de calligraphie; là, un mange-debout consacré à la rédaction de cartes postales que l'on pouvait, ce jour-là, envoyer gratuitement; à côté, une table pour participer aux jeux d'écriture inventés par l'association Le Labo des histoires. Et, parfois, au hasard de la journée, le passage d'élèves d'école élémentaire ou de personnalités venues témoigner de leur attachement à l'écriture, comme, à la poste du Louvre, à Paris, l'enseignante et instagrammeuse Karine Dijoud (@lesparentheseselementaires) proposant in situ des petits quiz sur la langue française ou l'auteur et scénariste de *Largo Winch*, Eric Giacometti, louant la carte postale, ce «bonbon acidulé de nos boîtes aux lettres»... Le 21 mai, à l'initiative de La Poste, des milliers de personnes se sont vu proposer de célébrer l'écrit, dans certains de ses bureaux, à Paris, Lille, Nice, Lyon et Toulouse.

Dans l'entrée de celui de Roqueline, à Toulouse, les mots «amour», «rêve» ou «je t'aime» ont été dessinés, et écrits, au feutre pinceau. A deux pas du canal du Midi, toute la journée, c'est un gentil désordre qui règne dans la salle. Dans son atelier de calligraphie, la bénévole du Labo des histoires reçoit surtout un public jeune, qui vient découvrir l'écriture par un biais ludique. Le matin, une classe de CP de l'école voisine Alexandre-Fournier a un peu perturbé l'ambiance cosy de cette agence qui accueille environ 300 personnes par jour. Sophie, malvoyante, a répondu à une lettre de Simone de Beauvoir: «J'ai retrouvé une force dans mes choix et je ne renoncerai plus à ma liberté pour faire passer le bien des autres avant le mien», a-t-elle écrit, aidée par Nadia Bourgeois, l'une des trois écrivains qui accompagnent le public tout au long de la journée. «C'est différent des ateliers d'écriture habituels, dit-elle. Ici, il faut aller chercher les gens, qui sont un peu surpris mais amusés, finalement.»

#### La colombe et l'éléphant

Martin, 31 ans, et Anaïs, 33 ans, se sont effectivement bien amusés, et ont glissé une simple carte postale dans la boîte, sur laquelle ils avaient préalablement marqué «Bonne vacances, à bientôt». Elle est adressée à leurs parents, en vacances en Espagne. Dans le petit atelier consacré au jeu du cadavre exquis, les pages se remplissent lentement. En fin de matinée, nous en sommes à: «Puis il se lança et dit...» La suite reste à écrire. Entre un retrait au distributeur de billets ou un dépôt de colis, certains clients, curieux, se prêtent volontiers au jeu. Il ya beaucoup de personnes âgées accompagnées, en ce mercredi après-midi, de leurs petits-enfants.

«C'EST TOUJOURS PLUS SYMPA D'ÉCRIRE UN MOT À LA MAIN. L'ORDINATEUR NE PEUT PAS REMPLACER ÇÀ»

**Hélène Klotz**  
71 ans, à Lyon

Toujours à l'atelier sur les réponses aux écrivains célèbres, Mathieu Laforgue, 30 ans, reconnaît ne pas être familier de l'histoire de l'artiste Frida Kahlo. «Surtout, je n'écris que des SMS sur mon téléphone ou je tapote sur mon ordinateur. Cela faisait bien longtemps que je ne m'étais pas servi d'un stylo», dit-il en souriant. Grâce à Jennifer Carrère-Poey, autrice, il découvre l'histoire des deux amants peintres et leurs échanges épistolaires. «Ma colombe, même loin de moi, tu continues à m'inspirer», finit-il par écrire en conclusion de sa lettre. Qu'il signe «Ton éléphant», comme aimait s'appeler Diego Rivera. «Est-ce qu'on peut écrire des phrases d'auteurs que l'on a beaucoup aimées?», demande une dame âgée inscrite dans un club de lecture du quartier, qui souhaite rester anonyme. «J'adore les textes d'Amélie Nothomb, par exemple, ou les textes de Jacques Brel. Mais moi, je n'ose pas», dit-elle. «L'inspiration vient quand on écrit, il faut se lancer», lui conseille Jennifer. La dame se saisit alors d'un brouillon, travaille de longues minutes son texte. Elle finira par glisser dans la boîte une «lettre qui [vous] ferait du bien», sans en révéler la teneur. L'écriture peut aussi rester un secret.

Ecrire à la main? Félicité Nicolas, 52 ans, ne l'a pas fait depuis longtemps, et elle le regrette. «On perd l'habitude d'écrire, avec le temps, la vie nous occupe trop», dit la cliente de la grande poste située près de la place Bellecour, à



A la poste du Louvre, à Paris (1<sup>e</sup>), le 21 mai, atelier de calligraphie (en haut) et envoi de cartes postales. OLIVIER CULMANN/TENDANCE FLOUE POUR «LE MONDE»

Lyon. En réfléchissant, elle évoque la seule occasion qui lui permet encore de rédiger de véritables textes avec un stylo: «Je suis infirmière, et, quand nous assurons la relève avec nos collègues, j'écris le compte rendu de la journée, les consignes à retenir.» Félicité s'en amuse: «Heureusement qu'il me reste ce moment dans le travail, sinon je ne saurais plus écrire!»

#### «Une sensation d'enfance»

L'écriture, une question de génération? Pas sûr. «Quand je fais des listes de choses à faire, j'aime bien l'écrire avec un stylo ou un crayon. Je peux classer, rayer ce que j'écris», explique Alban Lyonnet, 25 ans, qui tient peut-être cette habitude de son père: «Quand il devait travailler sur ses chantiers de construction, il notait tout dans des carnets, il préférait les notes manuscrites.» Alban a gardé ce trait familial durant ses études: «Je préférerais écrire mes cours à la main, cela m'a aidé à mémoriser.»

Les rapports à l'écriture racontent autant d'histoires personnelles, liées à ces habitudes familiales, aux parcours éducatifs, qu'ils renvoient à

des épisodes plus intimes. Les gauchers contrariés n'aiment pas trop en parler. Ceux qui font des fautes non plus. «J'ai une écriture illisible, je suis médecin, mais je garde la tradition des cartes postales, à Noël, aux anniversaires, c'est toujours plus sympa d'écrire un mot à la main. L'ordinateur ne peut pas remplacer ça», dit Hélène Klotz, 71 ans, qui a pris l'habitude d'envoyer régulièrement des lettres dans le monde entier, pour entretenir un lien avec toutes les correspondantes scolaires qu'elle a connues durant ses études. L'écriture a résisté aux années et aux distances. Ses cartes partent aux Etats-Unis, en Australie, en Europe.

«Malgré le développement du numérique, l'écriture reste dans la vie des gens. Quand ils se remettent à écrire après une longue interruption, ils retrouvent une sensation d'enfance. L'écriture laisse une trace personnelle. Elle reste dans la vie. Quand on relit une carte de sa grand-mère écrite avec sa belle écriture, c'est toujours émouvant», constate Hélène Sevi, calligraphie à Lyon, animatrice d'un atelier dans le grand hall Art déco de la poste de Bellecour. «L'apprentissage se fait mieux quand

on écrit», estime la professionnelle. Un avis partagé par Nicolas Divert, 47 ans, chercheur en sociologie, qui n'a jamais complètement abandonné le stylo au profit de l'ordinateur. «Les idées passent mieux avec un stylo à la main, on construit la pensée progressivement, par étapes. Et puis, j'aime tout simplement l'objet, le crayon ou le stylo», confie le chercheur.

Sur les tables installées dans le hall de l'établissement emblématique de Bellecour, La Poste propose des ateliers de calligraphie et d'écriture pour adresser un message à une personnalité de son choix. Les lignes montent ou descendent, débordent des cadres ou au contraire se limitent à quelques traits hésitants. Les lettres sont rondes ou pointues, selon les caractères que l'on croit deviner dans les styles manuscrits. Une femme a choisi de laisser un message à l'artiste Frida Kahlo. «La vie moderne ne me laisse pas le temps libre pour écrire, mais sache que je pense beaucoup à toi», a-t-elle écrit avec application. ■

EMMANUEL DAVIDENKOFF (À PARIS),  
PHILIPPE GAGNEBET  
ET RICHARD SCHITTY